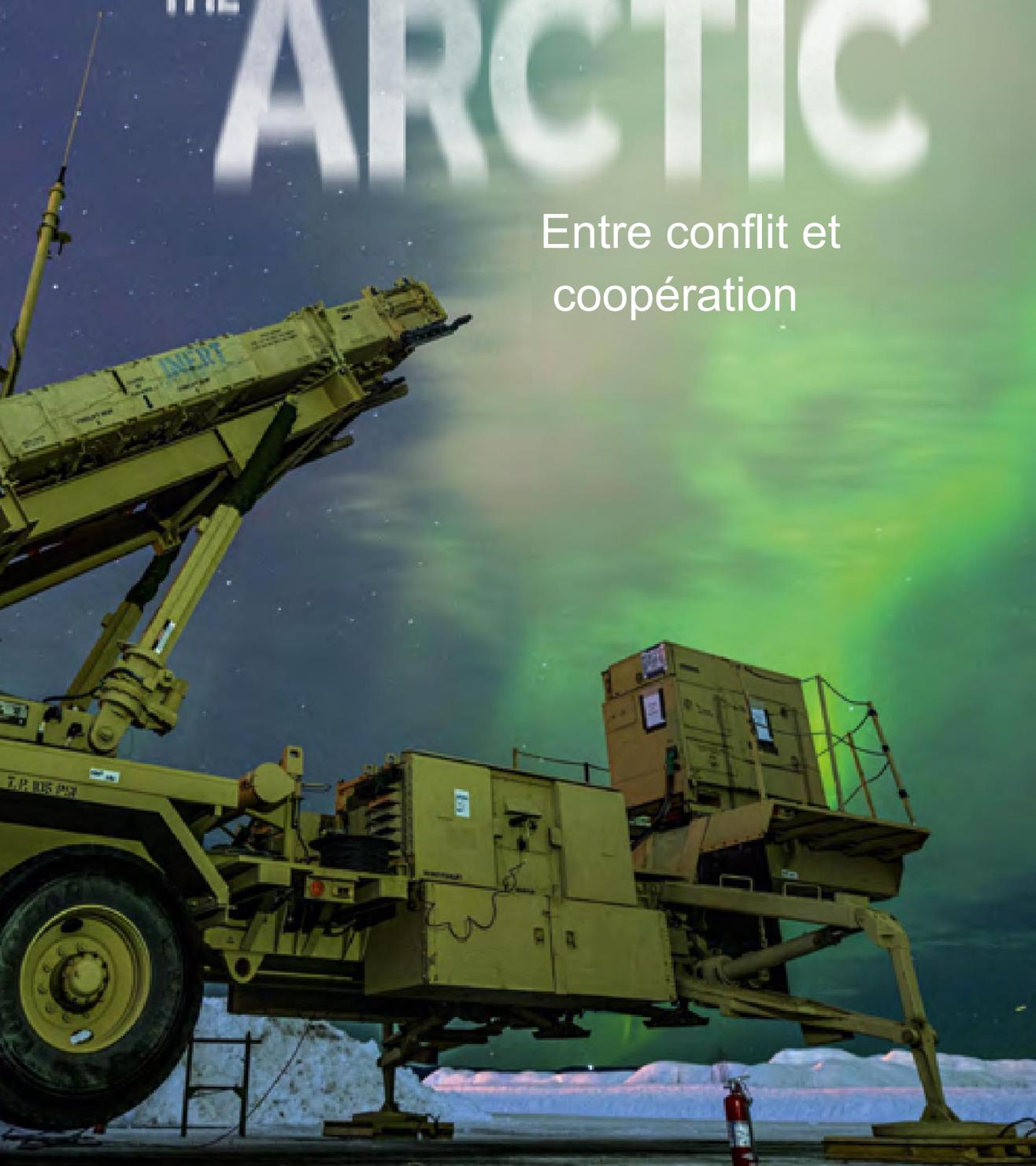


# RAPPORTS INTERNATIONAUX

# THE ARCTIC

Entre conflit et  
coopération





# RAPPORTS INTERNATIONAUX

1 | 2023

## Éditorial

Chers lecteurs,

Le cartographe allemand August Petermann était l'un des plus grands de son domaine au 19<sup>ème</sup> siècle; ses distinctions comprenaient la réception de la plus haute distinction de la Royal Geographical Society de Londres. Il était fermement convaincu que, grâce au Gulf Stream, il y avait un accès libre de glace au pôle Nord. En effet, le thème de la toute première Journée des cartographes allemands en 1865, initiée par Petermann, était l'organisation d'une expédition allemande dans le Nord. Ce n'est que plusieurs expéditions ratées et des dizaines de morts plus tard que la théorie de Petermann a finalement été abandonnée.

Un bon 150 ans plus tard, le changement climatique a déplacé la perspective d'un pôle Nord sans glace du domaine de la fantaisie au domaine du possible : cela a des implications profondes pour l'ensemble de la région arctique, qui fait maintenant partie du débat sur la politique de sécurité comme source potentielle de conflit. La « bataille pour le pôle Nord » est sur toutes les lèvres, écrit Michael Däumer dans ce numéro d'International Reports.

Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ? Y a-t-il une menace imminente d'une course entre les superpuissances - peut-être même à se battre avec des armes - pour accéder à des ressources auparavant inaccessibles qui sont maintenant ouvertes à l'exploitation à celui qui est le plus rapide à planter son drapeau ? Y aura-t-il des conflits sur de nouvelles routes maritimes qui devancent les routes commerciales internationales existantes en raison des distances plus courtes ?

Il ne fait aucun doute que le potentiel de conflit dans le Grand Nord a augmenté.

Néanmoins, il convient d'examiner de plus près les faits et les liens de causalité ainsi que les intérêts des parties prenantes impliquées. Comme cela devient rapidement évident, la réalité dans l'Arctique est beaucoup moins noire et blanche que certains des scénarios extrêmes présentés par les médias pourraient le suggérer.

Par exemple, Arild Moe relativise l'idée que la région recèle d'énormes réserves de matières premières qui ne manqueront pas d'aboutir à des revendications contradictoires. Il fait ici deux remarques : premièrement, la quantité de ressources qui peut être extraite d'une manière économiquement viable est susceptible d'être beaucoup plus petite que ce à quoi beaucoup de gens s'attendent ; d'autre part, la plupart des gisements qui paraissent susceptibles d'être exploités sont situés dans des zones déjà clairement attribuées à un État particulier.

Cela ne signifie pas qu'un conflit sur ces ressources est impossible. Outre les États arctiques, comme le décrit David Merkle, la Chine – un « État proche de l'Arctique » autoproclamé – s'efforce également d'étendre son influence dans la région, en investissant dans des projets d'infrastructure et de matières premières . Ce faisant, elle se retrouve en concurrence avec des entreprises occidentales et les intérêts de la population locale dans certains cas. Néanmoins, la poursuite de ces conflits d'intérêts gérables semble un scénario plus plausible dans un avenir prévisible que toute lutte à grande échelle sur les revendications de souveraineté entre les nations.

De même, il convient de porter un regard sobre sur les routes maritimes entre l'Atlantique et le Pacifique susceptibles d'émerger à l'avenir ou d'être utilisables plus longtemps dans l'année du fait de la diminution de la couverture glaciaire. La route maritime transpolaire via la région du pôle Nord : « pas un

option réaliste » soit aujourd'hui, soit dans un avenir proche pour des raisons de sécurité, selon Moe. Le passage du Nord-Ouest à travers l'archipel arctique canadien : pas encore développé comme route commerciale par le gouvernement canadien. Le Passage du Nord-Est le long de la côte nord de la Russie : utilisé, mais pas dans la mesure supposée par le passé – et espérée notamment par Moscou – en raison de réglementations de plus en plus restrictives et d'écueils logistiques persistants.

Une utilisation plus fréquente de tout ou partie des routes maritimes de l'Arctique à l'avenir n'est cependant pas à exclure, ce qui recèle un potentiel de conflit dans la mesure où le statut juridique des passages du Nord-Ouest et du Nord-Est en particulier est contesté. Les divisions suivent ici des lignes plutôt inhabituelles : alors que le Canada et la Russie considèrent que les routes le long de leurs masses terrestres respectives traversent les eaux à l'intérieur de leur territoire, les États-Unis, l'UE et aussi la Chine considèrent les passages comme des routes maritimes internationales.

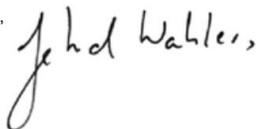
D'une manière générale, l'Arctique doit être considéré comme les deux : une région qui est influencée par des facteurs externes et qui exerce également une influence elle-même. Prenons l'exemple du changement climatique : Antje Boetius explique que la tendance au réchauffement climatique est particulièrement évidente dans la région polaire nord – avec des températures qui augmentent trois à quatre fois plus vite que la moyenne mondiale. Les changements qui en résultent dans les courants de vent de l'Arctique peuvent à leur tour provoquer des conditions météorologiques extrêmes, même à des latitudes beaucoup plus méridionales.

Ensuite, il y a l'exemple de la politique de sécurité : d'une part, comme le soulignent Thomas Kunze et Leonardo Salvador, la fonte des glaces arctiques affecte la perception de la menace d'un État comme la Russie, qui de facto devrait gagner une nouvelle frontière physique au nord en conséquence. D'autre part, la remilitarisation tant déplorée de la région polaire nord est aussi la conséquence d'un développement dont les origines n'ont que peu à voir avec l'Arctique : l'affrontement entre les États occidentaux et la Russie, et de plus en plus aussi la Chine, est transféré à la région arctique stratégiquement importante aussi. C'est dans ce contexte que Norbert Eschborn examine les politiques arctiques du Canada et des États-Unis, et que Gabriele Baumann et Julian Tucker examinent celles des pays nordiques. Pendant ce temps, Knut Abraham analyse la politique allemande dans le Grand Nord, affirmant que beaucoup plus de ressources devraient être consacrées à l'aspect de la politique de sécurité.

Que l'Arctique soit ou non l'endroit géostratégique le plus important sur terre aujourd'hui, comme l'a affirmé l'homme d'affaires canadien Frank Giustra lors de l'Assemblée du cercle arctique il y a quelques années, est un point discutable. Certes, la région a pris de l'importance et une approche différenciée s'impose. Ce numéro cherche à contribuer à une telle approche.

J'espère que vous trouverez ce rapport une lecture stimulante.

Le vôtre,



---

Le Dr Gerhard Wahlers est rédacteur en chef d'International Reports, secrétaire général adjoint et chef du département de coopération européenne et internationale de la Konrad-Adenauer-Stiftung (gerhard.wahlers@kas.de).

Contenu

# Entre Conflit et Coopération

6

De zone de paix à foyer de conflit ?

L'importance géopolitique de l'Arctique [Michael Däumer](#)

19

Minerais arctiques et routes maritimes

Un aperçu des ressources, de l'accès et de la politique

[Arild Moe](#)

34

*under discussion*

Menaces de pertes irréversibles

Changement climatique dans l'Arctique et

Conséquences de la guerre russe en Ukraine pour la coopération internationale en matière de recherche

[Entretien avec le professeur Antje Boetius](#)

44

*Intjection*

Nouvelles perspectives sur le Grand Nord

Risques et options pour la politique arctique de l'Allemagne

[Knut Abraham](#)



53

### Le bouclier fondant

L'Arctique russe comme hotspot géopolitique

[Thomas Kunze / Leonardo Salvador](#)

66

### Les autoproclamés

État proche de l'Arctique

La politique de la Chine dans la région polaire du Nord

[David Merkel](#)

76

### Ce que les différents états

(Officiellement) Want in the Arctic

Un aperçu des stratégies arctiques de

Pays sélectionnés

84

### Zones maritimes sous la

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Zones d'influence des États côtiers

86

### Le nord-américain

Vue de l'Arctique

Comment sont le Canada et les États-Unis

Répondre aux changements dans le Grand Nord

[Norbert Eschborn](#)

98

### La politique arctique de la

Les pays nordiques

Entre changement climatique, économie

Utilisation et sécurité

[Gabriele Baumann / Julian Tucker](#)

109

### Du no man's land au continent du

XXIe siècle ?

Sur l'avenir de l'Antarctique

[Inga von der Stein](#)

Le prince héritier et la princesse héritière de Norvège regardent une carte de la région arctique au Musée canadien de la nature à Ottawa, en 2016. Photo : © Chris Wattie, Reuters.



[L'arctic. Entre conflit et coopération](#)

# De zone de paix à foyer de conflit ?

L'importance géopolitique de l'Arctique

Michel Daumer

L'Arctique devient de plus en plus le centre d'intérêts géopolitiques. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev a déclaré l'Arctique « zone de paix » à Mourmansk en 1987, c'était un signe d'espoir d'une coopération constructive entre les États arctiques, mais aujourd'hui - surtout après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en violation du droit international - un tableau sombre est l'émergence de luttes de pouvoir, de méfiance et de militarisation.

---

La « bataille du pôle Nord »<sup>1</sup> est sur toutes les lèvres, le changement climatique mondial étant considéré comme un facteur majeur. D'une part, le réchauffement de l'Arctique entraîne des changements dramatiques du climat avec des conséquences mondiales. D'autre part, on pense que des matières premières précieuses existent sur les fonds marins arctiques en particulier, convoitées non seulement par les États riverains de l'Arctique mais aussi par d'autres. La fonte des glaces ouvre la possibilité de nouvelles routes maritimes et commerciales qui offrent un accès plus direct aux matières premières et aux marchés clés. Alors que l'agenda multilatéral de la gouvernance de l'Arctique se concentrait auparavant sur la protection de la région en tant que régulateur climatique mondial, cette préoccupation perd désormais de son poids politique, tandis que l'importance des intérêts géostratégiques et économiques augmente.

L'Arctique et ses zones terrestres

Il n'existe pas encore de définition internationalement reconnue, universelle et juridiquement contraignante de l'Arctique<sup>2</sup>. Une définition fréquemment utilisée est celle du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique (AMAP). Selon cette définition, l'Arctique comprend les zones terrestres et maritimes au nord du cercle polaire arctique (66°32'N), au nord du 62e parallèle en Asie et au nord du 60e parallèle en Amérique du Nord, respectivement. Dans certaines zones, d'autres critères tels que les frontières politiques et l'étendue du pergélisol sont également pris en compte<sup>3</sup>. La Suède et les États-Unis. Parmi ceux-ci, cinq pays – le Danemark, le Canada, la Norvège, la Russie et les États-Unis – sont des États côtiers de l'Arctique (« Arctic 5 »).

L'Islande se trouve juste au sud du cercle polaire arctique et n'est donc pas considérée comme l'un des États littoraux directs de l'océan Arctique.

Au centre de l'Arctique se trouve l'océan Arctique, qui jusqu'à présent était gelé toute l'année. L'Arctique a une superficie d'environ 6,5 millions de kilomètres carrés – environ huit pour cent de la surface de la Terre. Trois transarctiques routes traversent l'océan Arctique:

- le passage du Nord-Ouest (NWP), qui traverse les eaux canadiennes,
- la route maritime transpolaire, qui traverse directement l'océan Arctique central (c'est-à-dire les eaux internationales),
- le passage du Nord-Est (NEP), qui traverse au nord des côtes russes et norvégiennes.

La route maritime du Nord (NSR) administrée par la Russie<sup>4</sup>, qui longe la côte russe et traverse sa zone économique exclusive (ZEE), est considérée comme faisant partie de la NEP.

Couvrant une superficie d'environ cinq millions de kilomètres carrés, l'Arctique russe s'étend sur 24 140 kilomètres de côtes, de la mer de Barents à l'ouest de la Russie au détroit de Béring à l'est, à la frontière de l'État américain de l'Alaska. Avec plus de la moitié de l'ensemble du littoral arctique<sup>5</sup> sur son territoire, la Russie peut être considérée comme « l'hégémonie arctique ».<sup>6</sup> En termes de population également, elle représente la plus grande part – 70 % – des quatre millions d'habitants de la région, soit environ dix pour cent d'entre eux sont autochtones.

Fig. 1 : Cercle arctique et routes de transport arctiques avec les états « Arctique 5 » et « Arctique 8 »



Source : propre illustration basée sur Paul 2020, n.28, p.8. Carte : © Peter Hermes Furian, AdobeStock.

## Gouvernance de l'Arctique

Contrairement à l'Antarctique, il n'existe pas de traité international général régissant l'Arctique en raison de sa complexité géographique. Les structures de gouvernance de l'Arctique sont fondées sur diverses lois et réglementations nationales des États arctiques, des traités internationaux et le droit international coutumier<sup>7</sup>. des États arctiques dans les domaines de la recherche, de la science et des affaires. Les structures réglementaires les plus importantes comprennent la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), adoptée en 1982, et le Conseil de l'Arctique, créé en 1996.

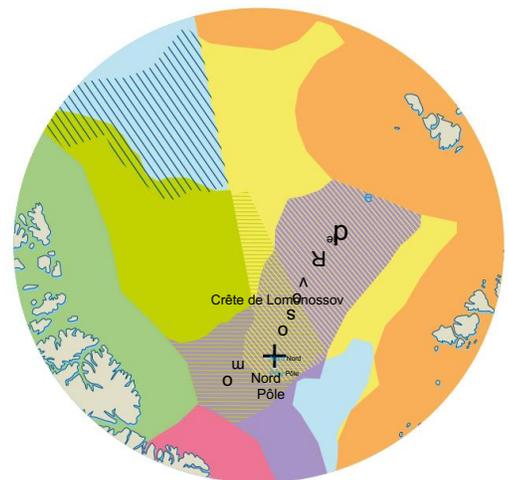
**Afin d'empêcher les États non arctiques de poursuivre unilatéralement leurs intérêts dans la région, le Conseil de l'Arctique les a invités en tant qu'observateurs.**

L'UNCLOS fournit le cadre juridique international global pour l'Arctique. Les États-Unis sont le seul pays arctique à ne pas avoir ratifié l'accord à ce jour en raison d'un différend avec le Canada sur le statut du passage du Nord-Ouest, que le Canada considère comme son territoire. L'UNCLOS stipule les limites des eaux territoriales respectives et des ZEE, qui s'étendent sur 200 milles marins de la bande côtière à la mer.<sup>8</sup> Dans les ZEE, l'État côtier respectif a des droits exclusifs sur l'utilisation des matières premières. Parmi les dispositions les plus importantes de l'UNCLOS figure l'article 76 (définition du plateau continental), qui donne aux cinq États côtiers de l'Arctique le droit d'étendre leur ZEE s'ils peuvent fournir des données scientifiques démontrant que les formations géologiques sous-marines sont une « extension naturelle du plateau continental ». plateau continental »<sup>9</sup>. Les demandes à cet effet sont tranchées par la Commission des limites du plateau continental (CLPC).

Un État côtier peut ainsi exercer des droits souverains sur le plateau continental aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles (article 77 de la CNUDM). La perspective de revendications sur des matières premières précieuses dans l'Arctique Ocean a incité un certain nombre d'États de l'Arctique à soumettre des demandes à la CLCS. Revendication de la Russie sur la crête de Lomonossov, longue de 1 800 kilomètres, qui s'étend des îles de la Nouvelle-Sibérie à travers la partie centrale de l'océan Arctique sous le pôle Nord jusqu'à proximité du Groenland, est actuellement à l'étude. On y trouve de nombreuses ressources naturelles, notamment du pétrole et du gaz, ainsi que des terres rares, du platine, des diamants, du cuivre et du zinc. Cependant, en raison de l'étendue limitée de l'exploration géologique dans l'océan Arctique, les estimations des types et des quantités de ressources potentielles à ce jour ne sont en grande partie pas confirmées.<sup>10</sup>

Le forum intergouvernemental le plus important pour la gouvernance de l'Arctique est le Conseil de l'Arctique, dont les membres comprennent les six pays de l'OTAN États-Unis, Canada, Islande, Norvège,

Fig. 10. Chevauchement des revendications territoriales sur la crête de Lomonosov



.ZEE Canada .Plateau continental Canada (>200 milles marins)  
 .ZEE Russie. Plateau continental Russie (>200 NMI). Plateau continental USA (> 200 NMI). ZEE Danemark. Plateau continental Danemark (>200 milles marins). Zones non réclamées.

Source: propre illustration basée sur IBRU Center for Borders Research, Université de Durham, ici dans : Ministry for Foreign Affairs of Sweden 2020 : Sweden's strategy for the Arctic region, p.13, dans : <https://bit.ly/3UTD3hs> [13 décembre 2022].

NORVÈGE  
 RUSSIE  
 FINLANDE

La Finlande et le Danemark avec le Groenland, le futur probable pays de l'OTAN, la Suède, ainsi que la Russie. Il y a aussi six soi-disant par

manent Participants représentant les peuples autochtones. Le Conseil a été créé avec l'intention de laisser la gouvernance de l'Arctique principalement entre les mains des États arctiques.

Initialement, le Conseil de l'Arctique considérait la région principalement comme une zone de recherche scientifique. Au début, le Conseil était « moins un organe politique et plus un forum scientifique »<sup>11</sup>, les ministres assistant rarement aux réunions. Cependant, avec l'impact mondial du changement climatique, l'intérêt international pour l'Arctique s'est accru. Dans l'Arctique afin d'empêcher les États non arctiques de poursuivre unilatéralement leurs intérêts dans l'arrière-cour polaire des États arctiques, ils ont été invités à participer au Conseil de l'Arctique en tant qu'observateurs. Outre l'Allemagne (depuis 1998), douze autres États sont admis en tant qu'observateurs<sup>12</sup>. L'admission de La Chine, l'Inde, le Japon, Singapour et la Corée du Sud en 2013 étaient géopolitiquement importants. Les États asiatiques y poussaient depuis longtemps – en particulier la Chine, qui se considère comme un « État proche de l'Arctique »<sup>13</sup> en termes géographiques. En admettant ces États, le Conseil de l'Arctique

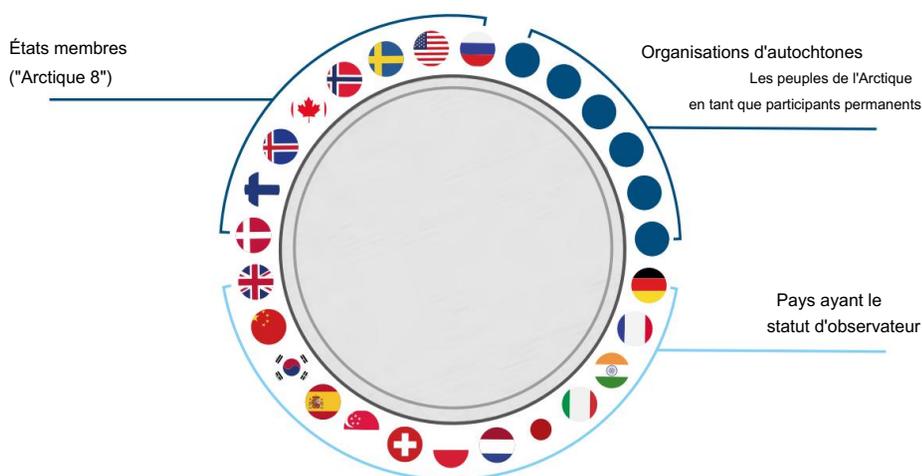
a cherché à les intégrer dans ses structures. En tant qu'acteur majeur de l'Arctique, l'UE participe aux réunions du Conseil sans statut d'observateur. La plupart des pays observateurs et l'UE ont publié leurs propres stratégies arctiques ces dernières années<sup>14</sup>, notamment l'Allemagne (2013/2019), la Chine (2018) et l'Inde (2022).

En créant le Conseil de l'Arctique, les États de l'Arctique visaient à parvenir à une réconciliation pacifique et constructive des intérêts tant

entre eux et avec les peuples autochtones. Afin d'assurer le bon déroulement des travaux du Conseil, celui-ci s'est délibérément abstenu de traiter des questions de sécurité et de politique militaire.

De cette manière, la région devait rester largement à l'abri des conflits, même en période de crise politique – ce que l'on appelle généralement « l'exception arctique »<sup>15</sup>. En conséquence, les travaux du Conseil ont pu se concentrer sur la protection du climat et la conservation de l'environnement, Développement économique de l'Arctique et coopération scientifique. Par exemple, le Conseil de l'Arctique a créé des accords juridiquement contraignants sur la coopération dans la recherche et le sauvetage (2011) et la lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures (2013) ainsi que sur l'amélioration de la coopération scientifique internationale (2017).

Fig. 3 : Structure du Conseil de l'Arctique



Les six organisations des peuples autochtones de l'Arctique comprennent le Conseil circumpolaire inuit, le Conseil Saami, l'Association russe des peuples autochtones du Nord (RAIPON), l'Association internationale des Aléoutes (AIA), l'Arctic Athabaskan Council et le Gwich'in Council International. [Source : propre illustration.](#)



Remilitarisation d'une région : L'équipage du sous-marin nucléaire russe Iekaterinbourg dans le port de Mourmansk. Après une période de calme relatif, la Russie n'est pas le seul pays à avoir renoué avec une présence militaire accrue dans l'Extrême-Nord. Photo : © Roustem Adagamov, AP, alliance d'images.

Afin de combler le vide de la politique de sécurité<sup>16</sup> résultant de la structuration du Conseil de l'Arctique, la Table ronde des forces de sécurité de l'Arctique a été créée en 2010 par la Norvège et les États-Unis, impliquant également l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. aux États de l'Arctique, tandis que les chefs d'état-major de la défense de l'Arctique ont été créés en 2012 par les États de l'Arctique en tant que forum de dialogue sur la politique de sécurité, quoique sur une base non contraignante. En outre, l'OTAN a invité la Russie à engager un dialogue au sein du Conseil OTAN-Russie sur les questions relatives à la sécurité militaire dans la région arctique également. Cependant, l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 en violation du droit international a entraîné la suspension de la coopération avec la Russie dans tous les forums de politique

## Avec la fonte des glaces, Moscou voit sa sécurité s'amenuiser dans le Grand Nord.

### Changement climatique et « géopolitisation » de l'Arctique

L'Arctique revêt une importance mondiale en tant qu'« indicateur de changement au sein du système climatique dans son ensemble ». <sup>17</sup> Jusqu'à il y a quelques décennies, les conditions climatiques de l'Arctique signifiaient que

région pitoyable était dans l'ensemble géopolitiquement protégée. Cela a radicalement changé avec l'avènement du changement climatique et le réchauffement rapide de l'Arctique. L'Institut allemand Alfred Wegener pour la recherche polaire et marine prédit qu'en raison de la hausse des températures, de grandes parties de l'océan Arctique et des masses terrestres « seront très probablement libres de glace avant 2050, du moins temporairement ». <sup>18</sup> L'élévation globale du niveau de la mer qui en résulte et le dégel des sols pergélisol et des glaciers aura de graves conséquences pour les infrastructures et les écosystèmes. <sup>19</sup> Ces évolutions sont déjà bien visibles en Alaska, au Canada et surtout en Sibérie. Des villages entiers risquent de s'effondrer, les voies de transport s'effondrent et les réseaux d'approvisionnement tels que les oléoducs et les gazoducs deviennent instables. Cela entraîne à son tour la perturbation des chaînes de production et d'approvisionnement

Le changement climatique crée non seulement des problèmes environnementaux, mais également des problèmes de sécurité. Cela concerne par exemple la Russie : avec la fonte des glaces sur la côte nord de la Russie, Moscou voit sa sécurité s'amenuiser dans le Grand Nord, la banquise assurant depuis des siècles une protection naturelle contre l'accès à la frontière nord de la Russie.

Cette « perte de sécurité » renforce sa « mentalité de siège traditionnelle ». <sup>20</sup> Ainsi, l'interprétation russe du changement climatique comme une menace pour la sécurité nationale est politiquement pertinente ; du point de vue de Moscou, il justifie la (re) militarisation de la région arctique.

Qui plus est, la « géopolitisation » de l'Arctique est généralement motivée par de nouvelles opportunités économiques et commerciales. Le changement climatique rend l'Arctique plus accessible tout en exposant des ressources précieuses, bien qu'il existe encore très peu de connaissances précises sur les types et les quantités de matières premières qui s'y trouvent. De nouvelles routes maritimes et commerciales émergent ou pourraient émerger le long des côtes russes et norvégiennes (Passage du Nord-Est), à travers les îles du Canada (Passage du Nord-Ouest) et à travers le pôle Nord encore gelé dans l'océan Arctique (Route maritime transpolaire), rendant les distances entre les marchés importants considérablement plus courts, mais jouant également un rôle de plus en plus important pour le trafic intra-arctique en rapport avec l'extraction des ressources

De cette manière, les États arctiques gagneront en influence sur le futur trafic maritime et commercial arctique. Non seulement il s'agit d'un défi majeur auquel sont confrontés les États arctiques eux-mêmes, mais cela attire également de nouveaux acteurs tels que la Chine, l'Inde et le Japon. Les intérêts de ces pays sont à la fois économiques et politiques. De nombreux États se positionnent stratégiquement dans l'Arctique en créant leurs propres stations de recherche arctique et en entreprenant des expéditions marines dans les eaux internationales de l'océan Arctique.

L'Arctique est considéré comme la plus grande zone largement inexplorée pour l'extraction de matières premières sur terre. On pense que d'énormes ressources énergétiques telles que le pétrole et le gaz se trouvent dans la région, dont 85 % dans les zones du plateau<sup>22</sup>, ainsi que de grandes quantités de ressources minérales (telles que

l'or, les diamants, le zinc, le cuivre et le platine, ainsi que les terres rares).<sup>23</sup> À ce jour, des preuves de ressources minérales n'ont été trouvées que sur terre dans l'Arctique. Bien qu'il soit considéré comme probable qu'il existe des ressources minérales dans la mer de l'océan Arctique, par exemple dans des fragments continentaux comme la dorsale de Lomonossov, leur exploitation est peu économique à long terme et technologiquement difficile<sup>24</sup>. Alimenté par de nombreuses études sur le potentiel des matières premières datant des années 2000, dont l'US Geological Survey (USGS)<sup>25</sup>, un véritable battage médiatique a commencé à émerger autour des matières premières arctiques. Étant donné le niveau élevé de la demande mondiale de matières premières, l'intérêt international pour leur exploration et leur extraction s'est considérablement accru.<sup>26</sup> Les pays arctiques observent ces développements dans leur arrière-cour nordique avec un grand scepticisme. La Russie en particulier craint une course aux matières premières en dehors de sa ZEE, c'est pourquoi Moscou fait des revendications territoriales à travers la CLPC qui vont au-delà de sa ZEE actuelle. La Russie considère l'Arctique comme une « partie intégrante, géostratégiquement et économiquement significative »<sup>27</sup> de son territoire.

## La nationalisation d'une grande partie des eaux arctiques jusqu'ici internationales est contestée non seulement par les États-Unis et l'UE, mais aussi par la Chine

Comme déjà mentionné, la Russie revendique la dorsale de Lomonossov, longue de 1 800 kilomètres, un point qu'elle affirme fermement dans sa stratégie arctique 2020. Le pays y avait déjà symboliquement élevé ses revendications territoriales en 2007 en y plantant un drapeau russe en titane. Cependant, ces revendications chevauchent celles du Danemark et du Canada, ce qui pourrait conduire à un conflit si la CLPC ne tranche pas en faveur de la Russie. Alors qu'une décision à ce sujet n'est pas attendue avant plusieurs années, il devient déjà évident que la Russie ne respecte de plus en plus les décisions prises dans le cadre

de la loi. Si la CLPC tranche en faveur de la Russie, il reste à voir comment les autres pays ayant des intérêts dans l'Arctique se positionneront vis-à-vis de la Russie.

Nationalisation d'une grande partie des eaux arctiques jusque-là internationales sous contrôle russe conduirait non seulement à une extraction incontrôlable et non durable de matières premières et de minéraux ressources, cela entraverait également gravement la libre navigation dans le passage du Nord-Est. Les États-Unis et l'UE s'y opposent en particulier, car ils y voient un potentiel considérable de conflit et de coercition de la part de la Russie. Il y aurait également un conflit d'intérêts entre la Russie et la Chine, son voisin autoproclamé « proche de l'Arctique », qui étend sa base de pouvoir dans le Grand Nord en vue de jouer un rôle dans la détermination des modalités de gouvernance de l'Arctique. En effet, l'océan Arctique est également d'une importance stratégique pour Pékin en tant que voie de navigation. Par exemple, le projet économique stratégique chinois d'une route polaire de la soie vise à « diversifier les voies de transport et à accroître sa propre sécurité d'approvisionnement »<sup>28</sup>. Une activité navale chinoise croissante est à prévoir dans l'océan Arctique, notamment en cas de conflit, avec les objectifs de sécuriser les principales routes d'approvisionnement par des moyens militaires.

Une autre question qui pourrait causer des tensions est le statut juridique du passage du Nord-Ouest à travers le nord du Canada, qui n'a pas encore été reconnu internationalement comme étant canadien.

Le Canada considère les voies navigables du passage du Nord-Ouest comme étant son territoire national, ce que les États-Unis et l'UE rejettent par principe. Par exemple, le Canada considère l'archipel du Grand Nord comme une zone sur laquelle il revendique le droit d'exercer un contrôle souverain et administratif. Les États-Unis et l'UE insistent sur le fait qu'il s'agit d'eaux internationales qui relient les océans Atlantique et Arctique et sont donc ouverts aux navires pour le transit<sup>29</sup>. Les lignes directrices de la politique arctique allemande stipulent que les droits actuels de navigation et de transit doivent être préservés, par exemple. L'objectif est de « contrer les tensions géopolitiques existantes dans la région et de prévenir les conflits (d'intérêts) et les crises potentielles dans l'Arctique »<sup>30</sup>.

Cela signifie que les routes de plus en plus navigables pourraient devenir sujettes à des conflits d'intérêts. Lors de la réunion du Conseil de l'Arctique en mai 2019, le secrétaire d'État américain de l'époque, Mike Pompeo, a souligné l'importance des nouvelles routes maritimes, car elles « pourraient devenir les canaux de Suez et de Panama du XXI<sup>e</sup> siècle »,<sup>31</sup> tout en avertissant Pékin que ses efforts étendre les infrastructures dans la région et travailler avec la Russie pour développer des routes maritimes risquaient de transformer l'Arctique en une autre zone de revendications territoriales concurrentes, similaire à la Chine méridionale.

Mer.32

### Sécurité dans l'Arctique

Le Conseil de l'Arctique et les forums sur la politique de sécurité ont été conçus pour aider à préserver l'Arctique de tout conflit. Après l'annexion de la Crimée

en 2014, le dialogue sur la sécurité avec la Russie a été suspendu. Déjà au début des années 2000, les tensions étaient montées à la suite des programmes de modernisation militaire russes dans l'Arctique, mais l'Occident et l'OTAN voulaient donner au Conseil de l'Arctique alors naissant une chance d'exercer une influence positive sur la politique arctique de la Russie.

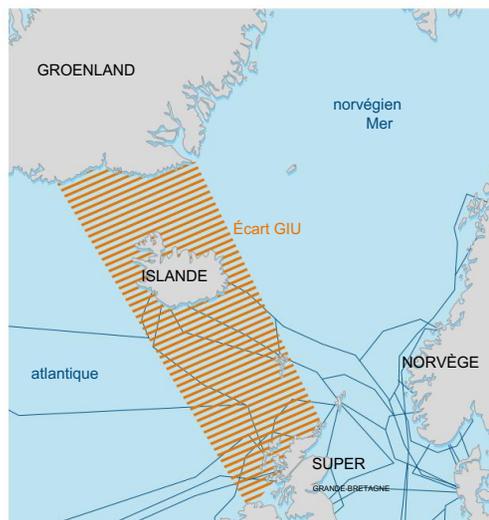
Le réflexe de la politique étrangère russe étant de privilégier également la politique de sécurité en Arctique<sup>33</sup>, les conséquences du changement climatique sur sa sécurité nationale et la détérioration de ses relations avec l'Occident depuis 2014 ont poussé Moscou à sécuriser ses intérêts en Arctique par des moyens militaires.

moyens.

Sur la côte nord de la Russie, par exemple, de nombreuses bases militaires datant de l'époque de la guerre froide ont été réactivées, agrandies et équipées d'une technologie d'armement de pointe, également dotée d'une capacité nucléaire, y compris des missiles à moyenne portée S-400 capable d'atteindre le territoire de l'OTAN.<sup>34</sup> Le président Vladimir Poutine a accordé une attention particulière à la modernisation de sa flotte nord de sous-marins nucléaires stratégiques sur la péninsule de Kola, près de Mourmansk, qui pourrait constituer une menace pour l'OTAN à mesure que la banquise recule. La Flotte du Nord aurait un accès plus facile à l'Atlantique Nord en conséquence, notamment dans la zone du point d'étranglement naval

entre le Groenland, l'Islande et l'extrémité nord du Royaume-Uni. En temps de crise, la Russie pourrait non seulement entraver le trafic maritime entre l'Europe et l'Amérique du Nord dans cette zone, connue sous le nom de GIUK gap, mais aussi perturber gravement, voire définitivement, les infrastructures critiques (notamment les lignes de communication) qui se trouvent au fond de l'Atlantique.

Fig.4 : Écart entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni (GIUK Gap) et câbles sous-marins de l'Atlantique Nord



Source : propre illustration basée sur Hermann, Rudolf 2018 : Die Nato will den « Flugzeugträger Island » wieder mehr nutzen, Neue Zürcher Zeitung, 13 février 2018, in : <https://nzz.ch/id.1356585> [27 février 2023] ; TeleGeography 2023 : Carte des câbles sous-marins, dans : <https://submarinecablemap.com> [27 février 2023].

L'Occident - en particulier les États-Unis et l'OTAN - a réagi plus résolument à la militarisation continue de l'Arctique par la Russie qu'auparavant. Les États arctiques européens tels que la Suède et la Finlande se plaignent de plus en plus de l'activité militaire russe dans l'Arctique et ont réagi à l'invasion russe de l'Ukraine en annonçant un changement de politique de sécurité.

Avec l'adhésion (prévue) de ces pays à l'OTAN, par exemple, sept des huit États arctiques seront membres de l'OTAN, ce qui pourrait entraîner des restrictions à la liberté de mouvement des unités navales russes dans la région arctique. Depuis le printemps 2021, la Norvège a



L'Arctique en tant qu'« arène de puissance et de concurrence mondiales » : Mike Pompeo, alors secrétaire d'État américain, lors d'une réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique en 2019 en Finlande. Photo : © Mandel Ngan, AP, alliance d'images.

a accueilli un escadron de bombardiers américains B-1 dans sa base d'Ørland. Les États-Unis accélèrent également les aspects militaires de leur programme arctique dans le but de renforcer les capacités militaires défensives dans la région arctique américaine. Les branches de service des forces armées américaines et de la garde côtière américaine ont chacun élaboré leurs propres stratégies pour l'Arctique. L'OTAN se positionne aussi plus catégoriquement comme un « antipôle de la Russie (et de la Chine) »<sup>35</sup>. Dans son Concept stratégique publié quelques mois après le début de la guerre en Ukraine, l'Alliance décrit la capacité de la Russie à « perturber les renforts alliés et liberté de navigation à travers l'Atlantique Nord » comme un « défi stratégique pour l'Alliance »<sup>36</sup>. De même, l'OTAN met en garde contre la Chine, qui, selon elle, utilise des moyens politiques, économiques et militaires pour accroître sa projection de puissance et cherche à saper l'ordre international fondé sur des règles.

L'UE adopte une position similaire dans sa stratégie arctique publiée en 2021 : ici, l'Arctique est placé dans un contexte géostratégique dans lequel la Chine, la Russie

et les États-Unis se disputent l'influence dans la région.

Pour cette raison, l'UE considère son engagement important dans les affaires arctiques comme une nécessité géopolitique.

La « géopolitisation » de l'Arctique a atteint le Conseil de l'Arctique bien avant l'invasion russe de l'Ukraine. À la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique lors d'une réunion à Rovaniemi, en Finlande, en mai 2019, par exemple, le secrétaire d'État américain de l'époque, Pompeo, a décrit l'Arctique comme une « arène de puissance et de concurrence mondiales ».<sup>37</sup> Selon Pompeo, cela marque le début d'une « nouvelle ère de engagement stratégique [...] avec de nouvelles menaces pour les intérêts de l'Arctique et son patrimoine ».<sup>38</sup> Ainsi, l'administration Trump a attribué à l'Arctique une importance géopolitique qui compliquerait des négociations constructives. L'administration Biden s'appuie toujours sur le Conseil de l'Arctique même après l'invasion russe de l'Ukraine, mais les conflits d'intérêts géopolitiques continuent de bloquer la coopération avec la Russie.

## Perspectives

La tension dans l'Arctique est plus élevée qu'elle ne l'était il y a quelques années à peine – et pourrait encore augmenter. Tant que la guerre en Ukraine se poursuivra, aucune amélioration ne pourra être espérée. Depuis mars 2022, les travaux politiques du Conseil de l'Arctique, actuellement présidé par la Russie, ont été suspendus. La Norvège devrait prendre la présidence en mai 2023.

### Washington est conscient que l'exclusion à long terme de la Russie du Conseil de l'Arctique pourrait également entraîner des inconvénients stratégiques.

Pendant ce temps, l'intention de la Chine de jouer un rôle actif et dominant dans l'Arctique n'aide pas à apaiser les tensions. Arrivés tardivement comme acteur de sécurité et de régulation dans le Grand Nord – après avoir longtemps été un État arctique réticent – les États-Unis cherchent désormais à se positionner pour « concurrencer et gérer efficacement les tensions » dans le cadre du nouveau dix-sept de Washington. stratégie arctique<sup>39</sup>. Cette nouvelle stratégie comprend quatre piliers : la sécurité, le changement climatique et la protection de l'environnement, le développement économique durable, ainsi que la coopération et la gouvernance internationales. Dans le domaine de la sécurité, Washington s'appuie sur la dissuasion militaire, une présence dans l'Arctique et une sécurité conjointe avec des alliés et des partenaires afin de réduire le risque d'escalade involontaire<sup>40</sup>.

La politique de superpuissance menée par la Russie et la Chine recèle un potentiel de conflit à long terme, notamment entre ces deux pays.

Compte tenu des défis actuels de la coopération arctique, les États-Unis préconisent un soutien accru aux institutions de l'Arctique, y compris le Conseil de l'Arctique, dans le but de les positionner pour être en mesure de gérer l'impact d'une activité accrue dans la région. Ce faisant, il se concentre avant tout sur le respect des règles, normes et standards internationaux dans l'Arctique.<sup>41</sup>

Washington est conscient que l'exclusion à long terme de la Russie du Conseil de l'Arctique pourrait également entraîner des inconvénients stratégiques pour les États-Unis. D'une part, l'infrastructure civile et militaire de l'Alaska est faible. Cela est en partie dû au manque de brise-glaces, qui sont nécessaires de toute urgence pour étendre les infrastructures, sécuriser les côtes, explorer le potentiel des matières premières sur les fonds marins et mener des recherches sur le cli

développements de compagnon. Par exemple, les États-Unis (comme la Chine) n'ont que deux brise-glaces, tandis que la Russie en a environ 50.42 Même l'Inde a six petits brise-glaces en service. D'autre part, il est important que les États-Unis réintègrent la Russie dans le cadre de gouvernance du Conseil de l'Arctique. L'objectif est d'empêcher la Russie de créer unilatéralement une organisation arctique concurrente dans laquelle des pays non arctiques tels que la Chine et l'Inde seraient représentés en tant que membres à part entière. Depuis le début de la guerre russe contre l'Ukraine, la coopération arctique entre la Russie, la Chine et l'Inde s'est intensifiée. Il est certes vrai que de nombreux États travaillent actuellement activement à capitaliser sur la rupture de la coopération arctique entre la Russie et l'Occident<sup>43</sup>. D'une part, comme dans le cas de la Chine, il s'agit de sécuriser en permanence les droits d'accès à la route maritime du Nord et exercer ainsi une influence dans la région arctique à long terme. En revanche, les pays émergents ont en particulier intérêt à s'entendre avec la Russie sur l'accès aux matières premières en Arctique, d'autant plus que ces pays dépendent encore fortement des énergies fossiles. En retour, Moscou espère attirer d'importants investissements et surtout une coopération technologique face aux sanctions occidentales.

Les sept États de l'Arctique occidental conviennent que la coopération dans l'Arctique n'a guère de sens sans la Russie en tant que plus grand pays de l'Arctique, d'autant plus que les services météorologiques, les opérations de garde-côtes et les services de recherche et de sauvetage dépendent à des degrés divers de la coopération avec la Russie. Il en va de même pour les programmes de recherche sur le climat polaire et la surveillance des glaces de mer d'importance mondiale<sup>44</sup>. En juin 2022, certains projets de recherche ont repris dans le cadre du Conseil de l'Arctique et peuvent se poursuivre sans la participation de la Russie.

À l'heure actuelle, les États de l'« Arctique 7 » ne peuvent discuter des questions arctiques qu'avec la Russie dans les organisations internationales responsables de l'Arctique telles que les Nations Unies. Les États de l'Arctique occidental éviteront délibérément de provoquer Moscou en créant une nouvelle institution sans la Russie ou en s'appropriant le Conseil de l'Arctique et en excluant définitivement la Russie.

Le Conseil de l'Arctique traverse actuellement ce qui est probablement sa crise la plus grave à ce jour. Un retour à une coopération arctique constructive s'impose de toute urgence face aux défis climatiques auxquels l'humanité est confrontée, mais cela est quasiment impossible à l'heure actuelle. L'issue de la guerre en Ukraine sera ici un facteur clé.

Si la Russie gagnait la guerre, l'ordre international fondé sur des règles serait définitivement perturbé et la coopération avec les États de l'ouest de l'Arctique serait rendue impossible de façon durable. Une défaite de la Russie avec le rétablissement de la pleine souveraineté de l'Ukraine permettrait une coopération au sein du Conseil de l'Arctique, mais à condition que Moscou s'engage à respecter l'ordre international fondé sur des règles. Ce serait

exiger un changement de régime à Moscou autant que n'importe quoi, ce qui n'est actuellement pas prévisible.

En fin de compte, Moscou est également consciente que la coopération multilatérale dans l'Arctique est également nécessaire pour la Russie. Cependant, les dirigeants russes ont complètement sous-estimé la réaction de l'Occident après l'invasion de l'Ukraine et ont supposé que les États de l'Arctique occidental poursuivraient les négociations au sein du Conseil de l'Arctique comme ils l'ont fait après l'annexion de la Crimée. Il faut finalement s'attendre à ce que la Russie tente de mettre en œuvre sa stratégie arctique même sans le Conseil de l'Arctique, en s'appuyant notamment sur le soutien de la Chine.

- traduit de l'allemand -

**Michael Däumer** est consultant pour les questions concernant la région arctique. Il a été le représentant allemand au Conseil de l'Arctique de 2014 à 2018, après avoir dirigé les bureaux de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Madrid et à Amman.

- 1 Paul, Michael 2022 : Der Kampf um den Nordpol. Die Arktis, der Klimawandel und die Rivalität der Großmächte, Fribourg i. Br.
- 2 German Arctic Office 2020: Arctic Governance, Fact Sheet, Alfred Wegener Institute (AWI), mai 2020, p. 1, dans : <https://bit.ly/3Y4kK10> [8 février 2023].
- 3 Idem, p. 1.
- 4 German Arctic Office 2019: Shipping in the Arctic, Fact Sheet, AWI, août 2019, p. 2, dans : <https://bit.ly/3KL0UjK> [8 février 2023].
- 5 Paul, Michael / Swistek, Göran 2022 : La Russie dans l'Arctique. Plans de développement, potentiel militaire et prévention des conflits, document de recherche SWP 2022/ RP 03, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP), p. 7, 2 février 2022, dans : <https://bit.ly/3xYZgSn> [8 février 2023].
- 6 Idem.
- 7 Office arctique allemand 2020, n. 2, p. 2.
- 8 Dolata-Kreutzkamp, Petra 2009 : « L'Arctique est La nôtre » : La politique arctique du Canada – Entre souveraineté et changement climatique, Fokus Kanada, 2/2009, Friedrich-Ebert-Stiftung, p. 3, dans : <https://bit.ly/3kEOXQk> [8 février 2023].
- 9 Idem.
- 10 Damm, Volkmar / Reichert, Christian / Berglar, Kai / Andruleit, Harald 2016 : Der arktische Ozean aus rohstoffwirtschaftlicher und völkerrechtlicher Sicht, Commodity TopNews 52, Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles, 20 octobre 2016, p. 8, dans : <https://bit.ly/40OvM6L> [13 février 2023].
- 11 Funston, Bernard 2022 : Erst Trump, dann Poutine : « Für den Arktischen Rat war das der Anfang vom Ende », entretien, ntv, 22 octobre 2022, dans : <https://bit.ly/3JRa3VR> [8 février 2023].
- Les 12 pays observateurs du Conseil de l'Arctique sont l'Allemagne, la France, la Pologne, l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie, la Suisse, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et Singapour.
- 13 Le Bureau d'information du Conseil d'État du People's Republic of China 2018: China's Arctic Policy, White Paper, 26 janvier 2018, dans : <https://bit.ly/3Yvrdgh> [8 février 2023].
- 14 Schulze, Vincent-Gregor 2017 : Stratégies arctiques Round-up 2017, octobre 2017, dans : <https://bit.ly/3SC034S> [8 février 2023].
- 15 Cepinskyte, Agne / Paul, Michael 2020 : Grossmächte in der Arktis. Die sicherheitspolitischen Ambitionen Russlands, Chinas und der USA machen einen militärischen Dialog erforderlich, SWP-Aktuell 2020/A 50, SWP, 18 juin 2020, in : <https://bit.ly/3Y95LMW> [9 février 2023].
- 16 Däumer, Michael 2021 : Die Arktis im Strategischen Konzept der NATO, SIRIUS – Zeitschrift für Strategische Analysen 5 : 4, 3 décembre 2021, pp. 377–385, ici : p. 378, dans : <https://bit.ly/3lwL7R6> [8 février 2023].
- 17 Klein, Max 2020 : Die Konfliktlinien in der Arktis : Ökonomie, Klimaschutz und Sicherheit, Tagungsbericht, Konrad-Adenauer-Stiftung, février 2020, p. 1, dans : <https://bit.ly/3x6i3Wu> [9 février 2023].
- 18 AWI 2020 : Le pôle Nord bientôt libre de glace en été, 20 avril 2020, dans : <https://bit.ly/3Y8qAIs> [9 février 2023].

- 19 Agence nationale pour l'éducation civique du Bade-Wurtemberg  
2021 : Permafrostböden, in : <https://bit.ly/3Xtbfl8> [13 février  
2023].
- 20 Paul / Swistek 2022, n. 5, p. 6.
- 21 Office arctique allemand 2019, n. 4, p. 1.
- 22 Agence allemande pour l'environnement 2016 : Geologie und  
Ressourcen der Arktis, 1er février 2016, dans : <https://bit.ly/3YY8OZx> [22 février 2023].
- 23 Däumer 2021, n. 16, p. 380.
- 24 Damm et al. 2016, n. 10, p. 2.
- 25 Bird, Kenneth J. / Charpentier, Ronald R. / Gautier, Donald L.  
et al. 2008 : Circum-Arctic Resource Appraisal : Estimates  
of Undiscover Oil and Gas North of the Arctic Circle, US  
Geological Survey, Fact Sheet 2008-3049, in : <https://on.doi.gov/3JWm1gE> [10 février 2023].
- 26 Agence allemande pour l'environnement 2016, n. 22.
- 27 Paul / Swistek 2022, n. 5, p. 7.
- 28 Paul, Michael 2020 : Arktische Seewege. Zwispältige Aussichten  
im Nordpolarmeere, SWP-Studie 2020/S 14, SWP, 23 juillet 2020,  
p. 6, dans : <https://bit.ly/3RMdFKG> [10 février 2023].
- 29 Idem, p. 18.
- 30 Ministère fédéral des Affaires étrangères 2019 : Lignes  
directrices de la politique arctique de l'Allemagne :  
Assumer la responsabilité, créer la confiance, façonner  
l'avenir, août 2019, p. 42, dans : <https://bit.ly/3JMOdSW> [18 mars 2023].
- 31 Hansler, Jennifer 2019 : Pompeo : La fonte des glaces de mer  
présente de « nouvelles opportunités pour le commerce », CNN,  
7 mai 2019, dans : <https://cnn.it/3YoDNxM> [10 février 2023].
- 32 Sengupta, Somini 2019 : les États-Unis font vibrer l'Arctique  
Talks With a Sharp Warning to China and Russia, The New York  
Times, 6 mai 2019, dans : <https://nyti.ms/3K11zeG> [10 février  
2023].
- 33 Paul / Swistek 2022, n. 5, p. 6.
- 34 Däumer 2021, n. 16, p. 381.
- 35 Paul / Swistek 2022, n. 5, p. 14.
- 36 OTAN 2022 : Concept stratégique OTAN 2022, dans :  
<https://www.nato.int/strategic-concept> [10 février 2023].
- 37 Sengupta 2019, n. 32.
- 38 Idem.
- 39 La Maison Blanche 2022 : Stratégie nationale pour la région  
arctique, octobre 2022, p. 3, dans : <https://bit.ly/3DXEB4x>  
[10 février 2023].
- 40 Ibid., p. 8/9.
- 41 Idem, p. 3.
- 42 Cohn, Johanna 2022 : Icebreakers in the Arctic : An Overlooked  
Environmental Concern, Steady State Herald, 14 avril 2022,  
dans : <https://bit.ly/3C9ZqJ0> [6 mars 2023].
- 43 Buchanan, Elizabeth 2022 : The Punishment Paradox :  
Understanding the Unintended Consequences of Suspending  
Arctic Cooperation with Russia, Modern War Institute at West  
Point, 24 octobre 2022, dans : <https://bit.ly/3lqlpEU> [10  
février 2022].
- 44 Breum, Martin 2022 : Bien que les contacts officiels de l'Arctique  
avec la Russie soient fermés, un éventail de ponts non officiels  
pourraient rester ouverts, ArcticToday, 19 octobre 2022,  
dans : <https://bit.ly/40LojFI> [10 février 2023].



[L'arctic. Entre conflit et coopération](#)

---

# Minéraux de l'Arctique et Routes maritimes

Un aperçu des ressources, de l'accès et de la politique

Arild Moe

## Les ressources minérales abondantes de l'Arctique – hydrocarbures et minéraux durs – attirent l'attention. Mais quels sont les moteurs et les freins du développement industriel ? Les aspects juridiques sont-ils clairs ou le contrôle des ressources est-il sujet à litige ? De même, les voies maritimes de l'Arctique s'ouvrent. Leur accès pourrait-il devenir une source de conflit ?

L'Arctique, qui évolue rapidement, avec la fonte des glaces et la découverte de riches ressources minérales, attire l'attention de plusieurs côtés. Mais que savons-nous de ces ressources et

quel est l'état du développement ? Y a-t-il une course pour eux qui pourrait conduire à des conflits ? Est

le développement des routes maritimes dans l'Arctique va-t-il être important pour le commerce mondial et la concurrence pour y accéder pourrait-elle provoquer des tensions ?

Ce sont les questions abordées dans cet article.

### Ressources en hydrocarbures de l'Arctique

Intérêt international pour le développement des ressources de l'Arctique

Le développement a vraiment décollé à partir de 2008 environ, stimulé par les estimations de l'United States Geological Survey (USGS) indiquant un potentiel considérable, en même temps que le recul de la couverture de glace dans l'océan Arctique faisait l'objet de nombreuses discussions.

Alors que moins de glace était principalement interprétée comme un signe inquiétant d'un changement climatique imminent, elle ouvrait également des perspectives pour un meilleur accès aux richesses de l'Arctique ainsi que pour la navigation dans la région. L'image de ressources abondantes et d'un océan Arctique presque libre de glace continue actuellement de dominer une grande partie de la couverture médiatique de la région.

Les rapports de l'USGS étaient renversants, estimant que l'Arctique contenait 12,3 % des ressources pétrolières non découvertes du monde et 32,1 % de ses ressources gazières non découvertes<sup>1</sup>. réserves, ce qui est quelque chose de différent. Les ressources non découvertes se réfèrent aux estimations

de la probabilité de découvertes, sur la base d'indications géologiques ou de similitudes avec d'autres

régions connues. Dans le cas de l'Arctique, les estimations ont été faites pour de grandes sous-régions.

Ils n'ont rien dit sur l'endroit exact où les hydrocarbures pourraient être trouvés. Pour découvrir du pétrole et du gaz offshore, une exploration extensive et coûteuse devrait avoir lieu. De plus, les chiffres ont été interprétés à tort comme reflétant des estimations pour l'océan Arctique uniquement. En fait, ils comprenaient également de vastes zones terrestres au nord du cercle polaire arctique, dont une grande partie en Russie, où des réserves avaient déjà été prouvées. Ainsi, dans l'ensemble, l'impression de nouvelles ressources pétrolières et gazières disponibles pour l'exploitation était fortement exagérée.

Il était également clair que si des réserves étaient découvertes au large, elles seraient coûteuses à produire.

Néanmoins, le développement pourrait être viable si les prix du marché mondial étaient suffisamment élevés. La crainte d'une crise d'approvisionnement énergétique imminente et le discours de « pic pétrolier » - i. e. que les approvisionnements mondiaux en pétrole sont limités et que la production commencerait à baisser – bientôt déclinée avec le pétrole non conventionnel et révolution du gaz, cependant, lorsque la production de pétrole et de gaz de schiste a fait des États-Unis le premier producteur mondial de pétrole.

Avec une préoccupation croissante pour les évolutions climatiques et les efforts de décarbonation, l'attention s'est tournée vers le « pic de demande », car la transition énergétique mondiale implique moins d'utilisation d'énergies fossiles.

L'incertitude quant à la demande future – et aux prix – du pétrole et du gaz a des conséquences majeures sur l'extraction des ressources extracôtières de l'Arctique, car des longs délais de développement. Il peut facilement s'écouler 15 ans entre le début de l'exploration et le début de la production - si des ressources sont découvertes -, puis le champ doit être

productif jusqu'à 20 ans pour amortir les énormes investissements. Personne ne sait comment les prix

se développera sur une si longue période. Pour cette raison, plusieurs grandes compagnies pétrolières semblent réticentes à s'engager dans de grands nouveaux projets offshore dans l'Arctique. Dans les cas où des découvertes sont faites près du rivage ou près de champs de production où l'infrastructure existante peut être utilisée, les calculs seront différents.

Existe-t-il un potentiel de conflit ?

Une autre impression courante est que les ressources au large de l'Arctique se trouvent dans des zones contestées

ou dans des zones hors de la juridiction nationale et que des conflits pourraient donc survenir dans la recherche et le développement de ces ressources.

Cependant, il n'y a actuellement aucune grande zone contestée dans l'Arctique qui soit attrayante pour les prospection pétrolière. Le dernier grand différend concernait la délimitation entre la Norvège et la Russie d'une partie importante de la mer de Barents où l'on s'attendait à la découverte de pétrole<sup>2</sup>. Les parties ont négocié pendant plus de 40 ans avant de tracer une frontière en 2010.

Dans l'intervalle, ils se sont largement abstenus d'exploration dans la région, bien qu'il ait été rapporté qu'à un moment donné, l'Union soviétique avait tenté d'inciter les compagnies pétrolières occidentales à y forer, vraisemblablement pour faire pression sur la Norvège, mais en vain. Cela souligne un point général, à savoir que les compagnies pétrolières répugnent à travailler dans des domaines où la compétence n'est pas claire ou contestée. Une exploration peut coûter plus de 100 millions de dollars américains.

## Il n'y a pas de pression commerciale pour obtenir un contrôle national sur le fond marin de l'océan Arctique central.

Il existe cependant une zone dans le centre de l'océan Arctique hors de la juridiction des États côtiers. La taille de cette zone reste à déterminer car elle dépend de l'issue d'un long et lent processus au sein de la Commission des limites du plateau continental, un organe technique créé par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

(UNCLOS) de faire des recommandations aux États côtiers sur la délimitation extérieure de leurs plateaux continentaux.<sup>3</sup> Si un État revendique une extension

plateau au-delà de 200 milles marins du rivage, il doit fournir des preuves géologiques que son plateau s'étend aussi loin. La Russie, qui possède déjà le plus grand plateau continental à moins de 200 milles marins, a soumis des documents pour une extension significative. Dans une décision au début de 2023, la Commission n'a pas recommandé une partie substantielle de la revendication la plus récente - la crête de Gakkel.<sup>4</sup>

La Russie, le Canada et le Danemark/Groenland ont des revendications qui se chevauchent. Cette situation a conduit certains observateurs à conclure qu'il existe un risque de conflit.

La Commission a été créée pour évaluer uniquement les preuves scientifiques, et elle ne fera pas de recommandations s'il y a un différend entre les États sur la délimitation entre eux. La résolution des différends est laissée aux parties elles-mêmes, ce que les États côtiers arctiques que sont la Russie, la Norvège, le Danemark / Groenland, le Canada et les États-Unis ont convenu de faire, pacifiquement, lorsqu'ils ont signé la Déclaration d'Ilulissat en 2008. L'engagement est toujours valable dans la situation internationale tendue d'aujourd'hui, mais il y a deux bonnes raisons pour lesquelles le risque de conflit reste encore faible.

Premièrement, les zones en question sont très éloignées des terres et les eaux sont très profondes. Il n'y a, jusqu'à présent, aucune indication géologique solide de minéraux intéressants dans cette région. Cela peut changer, mais il y a d'énormes zones de plateau continental incontestées qui sont susceptibles d'être explorées en premier.

Il n'y a donc aucune pression commerciale pour obtenir le contrôle national du fond marin dans l'océan Arctique central.<sup>6</sup> Deuxièmement, le droit de revendiquer un plateau continental étendu, et le droit exclusif de l'État côtier sur les ressources du plateau, découle de la loi de la mer, codifié dans l'UNCLOS en 1982. Un conflit sur la délimitation dans l'océan Arctique central

saperait la confiance dans l'UNCLOS en tant qu'instrument juridique suffisant pour la gestion de l'Arctique. Les États-Unis n'ont pas ratifié la convention mais y adhèrent en tant que droit coutumier. Des propositions visant à établir un « traité de l'Arctique » étaient sur la table en 2008 - et ont été l'une des

raisons pour lesquelles les Arctic Five (les États riverains de l'Arctique) ont uni leurs forces - et les défis aux droits exclusifs des États côtiers pourraient surgir à nouveau, par exemple de la part de la superpuissance montante de la Chine. Tous les États de l'Arctique auraient beaucoup à perdre des développements de ce genre. Dans l'océan Arctique central, les États côtiers peuvent être d'accord pour ne pas être d'accord, et cette situation peut perdurer pendant des décennies.

#### Statut des activités pétrolières offshore

La plupart des ressources en hydrocarbures offshore devraient se trouver dans des eaux relativement peu profondes, c'est-à-dire à moins de 500 mètres, sur les plateaux continentaux incontestés des États arctiques. Mais les perspectives de développement ne dépendent pas seulement de la base de ressources. Les conditions-cadres et le règlement



Hauts diplomates des États côtiers de l'Arctique à Ilulissat, au Groenland, en 2008 : à cette époque, les États ont réaffirmé leur intention de régler pacifiquement les revendications territoriales qui se chevauchent. Bien que l'on puisse se demander si cet engagement est toujours valable aujourd'hui, la majorité des gisements de matières premières pertinents dans l'Arctique se trouveront probablement de toute façon dans des zones incontestées. Photo : © Bent Petersen, epa, dpa, picture-alliance.

varient en fonction des priorités nationales.<sup>7</sup> Et bien sûr, les coûts diffèrent également.

Les zones les plus prometteuses pour les découvertes de pétrole se trouvent sur le plateau continental extérieur de l'Alaska. En 2021, les autorités américaines ont estimé qu'il y avait 21 milliards de barils (2,8 milliards de tonnes) de ressources pétrolières techniquement récupérables non découvertes dans les mers de Beaufort et de Chukchi,



et d'énormes ressources gazières<sup>8</sup>. Néanmoins, il n'y a pas d'activité là-bas aujourd'hui, à part quelques puits relativement proches du rivage dans la mer de Beaufort.

Shell a dépensé sept milliards de dollars américains pour un programme d'exploration infructueux, qu'il a abandonné en 2015. Une interdiction du développement de l'énergie offshore sur la majeure partie du plateau continental extérieur, qui est sous juridiction fédérale, a été imposée par l'administration Obama en 2016 sur l'environnement et pour dans une certaine mesure des raisons climatiques. L'interdiction a été révoquée par le président Trump, mais elle a été rétablie par son successeur, Joe Biden.<sup>9</sup> L'incertitude réglementaire demeure. La production terrestre se poursuit en Alaska, mais elle est en déclin en raison de l'épuisement de la base de ressources. Dans une décision controversée, le président Biden a décidé en mars 2023 d'ouvrir de vastes sections de terres fédérales au développement pétrolier.<sup>10</sup> Cependant, les vastes ressources de gaz naturel, tant à terre qu'en mer, ne sont pas considérées comme attrayantes à exploiter en raison des calculs des coûts par rapport aux prix.

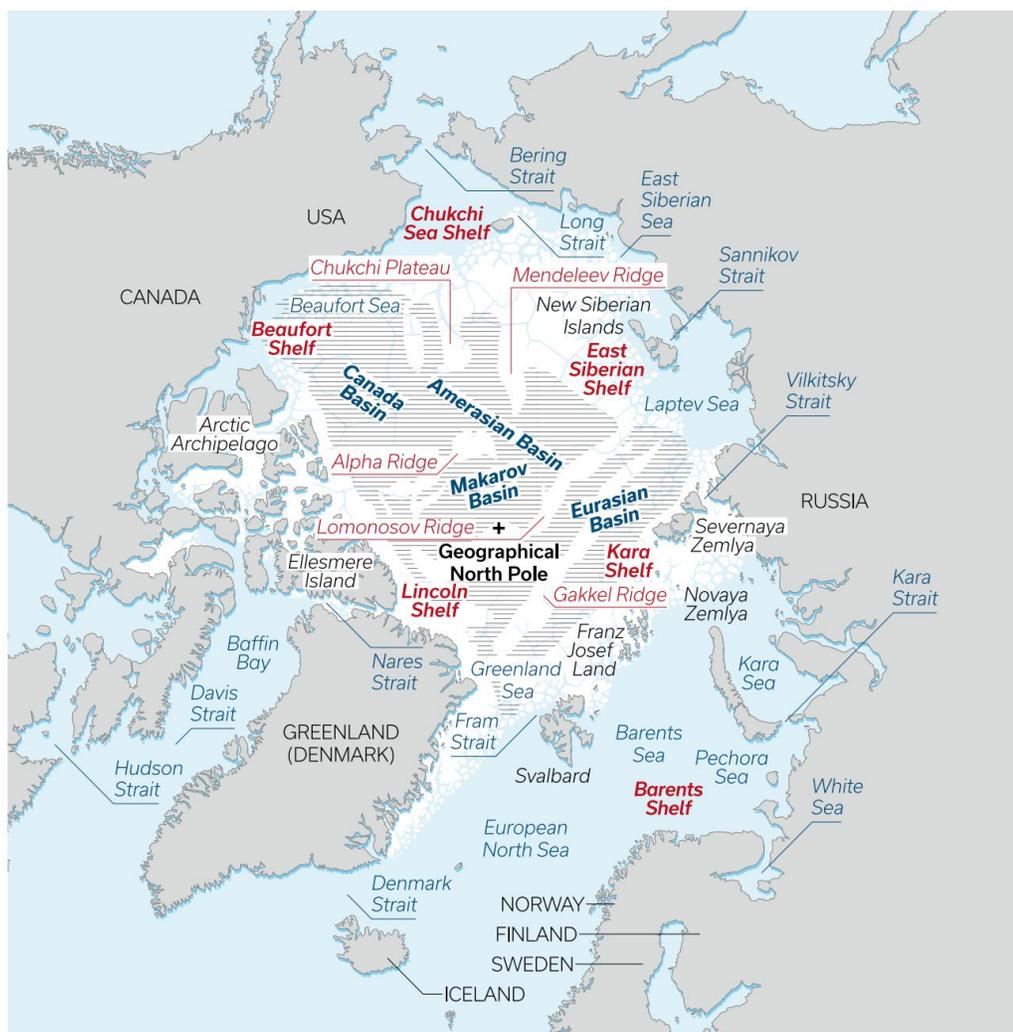
### Après une brève vague d'enthousiasme parmi les grandes entreprises, les résultats négatifs des forages d'exploration les ont poussés à quitter le Groenland.

Les zones extracôtières de l'Arctique canadien devrait également contenir des ressources pétrolières très importantes. Le forage a eu lieu dans les années 1970 et 1980. En 2002 et 2004, de nouveaux baux ont été vendus lorsque l'intérêt a augmenté. Les licences les plus récentes ont été délivrées en 2012. Cependant, un moratoire conjoint sur l'activité offshore a été instauré avec les États-Unis en 2016. Il est réexaminé tous les cinq ans. Les onze permis d'exploration qui avaient été accordés sont désormais gelés.

Le gouvernement canadien a annoncé qu'il voulait continuer à suspendre toutes les activités pétrolières et gazières dans les eaux arctiques du Canada.<sup>11</sup>

aucune forte pression politique ou de l'industrie pour changer cette position.

Fig. 1 : L'océan Arctique, les mers marginales et les sous-zones



Bassins sous-marins. Sources : propre illustration basée sur Macnab, Ron/Neto, Paul/van de Poll, Rob 2001 : Cooperative Preparations for Determining the Outer Limit of the Juridical Continental Shelf in the Arctic Ocean : A Model for Regional Collaboration in Other Parts of the World ? , IBRU Boundary and Security Bulletin, IBRU Center for Borders Research, Durham University, pp.86–96, in : <https://bit.ly/3YTRCDD> [18 mars 2023] ; Weber, JR 1983 : Maps of the Arctic Basin Sea Floor : A History of Bathymetry and its Interpretation, Arctic 36 : 2, juin 1983, pp.121–143, in : <https://bit.ly/40iBuwM> [18 mars 2023] . Carte : © Peter Hermes Furian, AdobeStock.

Les estimations de l'USGS indiquaient un potentiel offshore considérable au large du Groenland, et les autorités ainsi qu'une grande partie de la population accueillait l'activité pétrolière comme une source de revenus qui pourrait rendre le pays totalement indépendant du Danemark.<sup>12</sup> Cependant, après une brève vague d'enthousiasme parmi les grandes entreprises, les résultats négatifs des forages d'exploration les ont poussés à quitter le Groenland. En 2021, le gouvernement groenlandais a déclaré la fin du pétrole et du gaz

l'exploration, citant les préoccupations environnementales et climatiques en plus des calculs économiques.<sup>13</sup>

La partie norvégienne de la mer de Barents est toujours considérée comme une zone prometteuse dans les estimations officielles des ressources norvégiennes. Les ressources pétrolières sont estimées à environ 2 400 millions de tonnes équivalent pétrole, réparties entre le pétrole et le gaz naturel. La part du lion des ressources n'a pas été découverte et de vastes zones n'ont pas été explorées<sup>14</sup>.

la partie nord de la mer de Barents – le plateau continental autour de l'archipel du Svalbard – n'a pas du tout été ouverte à l'exploration. L'exploration dans la partie sud a commencé en 1980, mais l'intérêt de l'industrie a fluctué et la réponse aux récents appels d'offres a été modeste. Deux projets majeurs sont en production, le projet de gaz naturel Snow White et le projet pétrolier Goliat. Un deuxième projet pétrolier – Johan Castberg – est en cours de développement et les plans d'un troisième projet pétrolier – Wisting II y a un intense débat national sur l'activité pétrolière norvégienne avec des demandes d'exploration dans de nouvelles zones à éviter et une industrie réduite pour ouvrir la voie à un avenir décarbonisé. La politique du gouvernement jusqu'à présent est de soutenir l'activité.

La Russie possède le plus grand plateau continental parmi les États arctiques. L'exploration a eu lieu depuis les années 1980, à commencer par la mer de Barents. Pendant longtemps, cependant, le développement offshore n'a pas été une priorité élevée en raison de l'abondance des ressources terrestres. Les priorités politiques ont changé au début des années 2000, car la base de réserve à terre était devenue plus difficile et coûteuse à développer. Les études géologiques et les résultats de forage ont indiqué un énorme potentiel offshore, en particulier dans les mers de Barents, Pechora et Kara : quelque 100 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, dépassant de loin les estimations de l'USGS<sup>15</sup>. base incertaine.

L'industrie pétrolière russe manquait d'expérience et de technologie pour les opérations en mer profonde, mais un cadre de coopération avec des sociétés étrangères a été établi et des projets à grande échelle ont été envisagés. Les préparatifs pour le développement de l'immense champ gazier de Shtokman dans la mer de Barents ont été menés par le russe Gazprom en collaboration avec le français Total et le norvégien Statoil. Cependant, le projet a été effectivement annulé en 2012 en raison de problèmes de coûts et de perspectives de marché négatives causées par la croissance rapide du gaz non conventionnel aux États-Unis. Dans le même temps, des projets pétroliers à grande échelle ont été négociés entre la compagnie pétrolière russe Rosneft, dominée par l'État,

Eni et Statoil en Italie dans la mer de Barents, et entre Rosneft et ExxonMobil dans la mer de Kara et plus à l'est. Début 2014, il semblait qu'un important développement offshore dans l'Arctique russe serait bientôt en cours. Les sanctions économiques contre la Russie, et notamment l'offshore pétrolier arctique, imposées après l'annexion de la Crimée et le soutien des séparatistes du Donbass, ont mis un terme à cette expansion. ExxonMobil s'est retiré juste au moment où un accord avait été conclu. Et tous les accords de coopération ont été gelés puis annulés.

## Le démarrage réussi de Yamal LNG en 2017 a ouvert un nouveau chapitre de la navigation arctique.

La position officielle russe était d'abord que les majors occidentales pouvaient être remplacées par des sociétés asiatiques, c'est-à-dire chinoises. Cela ne s'est pas produit, en partie parce qu'ils n'ont pas l'expérience nécessaire, mais aussi parce que la chute significative du prix du pétrole a rendu les projets offshore coûteux dans l'Arctique moins attrayants. Depuis lors, les rapports officiels russes ont également modifié leur vision. De nouvelles estimations de pétrole et de gaz économiquement récupérables indiquent un potentiel d'environ un milliard de tonnes d'équivalent pétrole dans l'ouest de l'Arctique russe.<sup>16</sup> Il s'agit encore d'un volume très important, principalement du gaz naturel. Dans un document de politique pétrolière complet de 2021, le ministère de l'Énergie a déclaré que le développement offshore à grande échelle dans l'Arctique n'aurait guère lieu avant 2035 en raison d'un manque de technologie et des attentes selon lesquelles le prix du pétrole resterait trop bas.<sup>17</sup> Certaines explorations près des côtes se poursuivra cependant, de même que le seul champ offshore russe en production dans l'Arctique, Prirazlomnoe, qui est situé dans les eaux peu profondes de la mer de Pechora et a été mis en s

### Ressources et route maritime du Nord

D'importants développements énergétiques ont lieu depuis des décennies à terre dans l'Arctique russe. Dans les années 1990, la production de pétrole a commencé

des champs du district autonome Nenets dans la partie nord de la Russie européenne, à l'ouest des montagnes de l'Oural. Le pétrole est transporté par voie maritime à partir d'un terminal dans les eaux peu profondes de Peou

Mer. Mais le développement le plus remarquable est l'exploitation des énormes ressources de gaz dans le district autonome de Yamal-Nenets au nord Sibirie occidentale, à l'est de l'Oural. Développement de



Entre espoir et scepticisme : L'attente officielle de la Russie était que le trafic de transit international sur la route maritime du Nord prospérerait une fois l'utilisation assurée toute l'année. Cependant, les observateurs extérieurs restent prudents quant au potentiel. Photo : © Oksana Sotnik, TASS, dpa, picture alliance.

des gisements de gaz géants exploités par Gazprom ont commencé dans les années 1980, tous reliés à l'ouest de la Russie et à l'Europe via des pipelines. La région représente environ 90 % de la production russe de gaz

Cependant, ces dernières années, c'est la production de gaz naturel liquéfié (GNL) qui a retenu le plus l'attention internationale. Le Yamal LNG usine sur le côté est de la péninsule de Yamal



traite quelque 19,5 millions de tonnes de GNL par an . L'usine est majoritairement détenue et exploitée par Novatek, qui est une société privée mais qui entretient des liens étroits avec le Kremlin. TotalEnergies détient une participation de 20 % et les intérêts chinois contrôlent 29,9 %. Le projet nécessitait un transport maritime et comprenait la construction de 15 méthaniers brise-glace, détenus et exploités principalement par des consortiums de compagnies maritimes internationales, dont l'une appartenait à la Russie.<sup>18</sup>

#### Le démarrage réussi de Yamal LNG en 2017

a ouvert un nouveau chapitre de la navigation dans l'Arctique. Toutes les 50 heures environ, un transporteur achemine 170 000 mètres cubes de gaz vers le marché. La majeure partie du gaz a été envoyée en Europe, ou rechargée là-bas pour être ensuite transportée vers l'Asie, mais de plus en plus de cargaisons sont envoyées vers l'est directement vers l'Asie. La vision était, et est, de continuer à développer la production de GNL à partir de plusieurs champs de la région d'Ob Bay pour desservir les marchés asiatiques. En outre, des plans pour un vaste projet pétrolier en Sibérie orientale - Vostok Oil - sont en cours depuis quelques années, impliquant un transport par voie maritime. Pour faciliter ce développement, la Russie s'est lancée dans un ambitieux programme de renouvellement et d'expansion de sa flotte de brise-glaces nucléaires qui rendrait possible l'utilisation toute l'année de l'ensemble de la route maritime du Nord. Même si la glace diminue et les étés sans glace sont réalistes dans quelques de

cadres, il y aura encore de la glace pendant certaines parties de l'année.

### Dans la situation actuelle et dans un avenir proche, la Route du Centre n'est pas une option réaliste.

L'expansion des expéditions d'hydrocarbures hors de l'Arctique a modifié l'orientation du développement de la route maritime du Nord. Dix à douze

Il y a quelques années, on s'attendait à ce que le transport maritime international de transit entre le Pacifique et l'Atlantique monte en flèche, mais il n'a pas décollé – pour plusieurs raisons .

limité. Les grandes compagnies maritimes de conteneurs s'intéressent peu à la route arctique. Même s'il est plus court que les routes du sud, il présente des limites en termes de prévisibilité ( des glaces inattendues rendent impossible une livraison juste à temps ), de taille en raison des détroits peu profonds et du manque de marchés en cours. La position officielle de la Russie est que les transits internationaux prospéreront une fois que l'utilisation tout au long de l'année sera sécurisée, mais les observateurs extérieurs restent sceptiques quant au potentiel, bien qu'une certaine croissance soit attendue. Certaines grandes compagnies de ligne ont manifesté leur intérêt pour établir une route de fret avec des compagnies russes, mais la seule compagnie assurant jusqu'à présent un service de fret régulier sur l'ensemble de la route est la compagnie chinoise COSCO, avec quatre à cinq traversées par an dans chaque direction.

Les compagnies maritimes internationales ne se précipitent pas pour explorer la voie de transit, et les politiques russes régissant le trafic maritime de destination croissant sont devenues plus protectionnistes et n'encouragent pas la participation étrangère.<sup>20</sup> La guerre russe contre l'Ukraine et les sanctions ont créé de nouvelles incertitudes.

qui ne manqueront pas de réduire davantage l'intérêt extérieur et qui auront probablement aussi un impact sur le développement de projets d'hydrocarbures dans l'Arctique russe, en raison d'un accès réduit aux technologies clés ainsi qu'aux marchés.

#### Le passage du Nord-Ouest et la route transpolaire

L'autre route maritime de l'Arctique, le passage du Nord-Ouest, qui se compose de plusieurs voies de navigation traversant les archipels de l'Arctique canadien, n'a pas du tout été aménagée comme route commerciale.

Les autorités canadiennes n'ont pas encouragé l'utilisation de la route, en partie pour des raisons de sécurité environnementale, mais aussi en raison d'un différend avec les États-Unis sur le statut juridique de la route - en tant que détroit international ou territoire intérieur canadien.

des eaux. Les Inuits revendiquent également le contrôle de certaines parties de la route, car ils dépendent du transport sur la glace qui serait brisée par l'utilisation de la route en hiver. La situation des glaces

est lourde pendant de longues périodes de l'année, et la glace peut être un obstacle même en été. Comme de la glace

se disloque dans l'océan Arctique, les directions des vents dominants ont tendance à amener des banquises dans les eaux canadiennes. La plupart des navires sur la route sont des yachts, mais ces dernières années, de grands navires de croisière ont été aperçus. Le nombre de cargos est très faible : seulement huit en 2022.<sup>21</sup> Néanmoins, comme la situation des glaces devrait s'alléger, un intérêt commercial accru pour les transits est attendu, en particulier le transport saisonnier de minerais et de métaux avec un soutien brise-glace vers les usines de traitement en Asie .

Il existe également une troisième route à travers l'Arctique - appelée route transpolaire ou route centrale - directement à travers l'océan Arctique. Il ne s'agit pas d'une voie maritime existante, mais on en discute comme possibilité à mesure que la glace continue de fondre.<sup>22</sup> Cependant, comme indiqué ci-dessus, la glace restera pendant au moins une partie de l'année, rendant la navigation imprévisible et risquée. Les risques pour la sécurité des voyages dans ces eaux si éloignées de toute côte sont considérables. Dans la situation actuelle et dans un avenir proche, la Route du Centre n'est pas une option réaliste.

#### Minéraux durs

L'Arctique devrait contenir une vaste gamme de minéraux durs. Certaines réserves sont prouvées, mais généralement beaucoup d'exploration sera nécessaire pour évaluer et développer les gisements. Avec le plus grand territoire terrestre arctique, la Russie se démarque avec des gisements attendus de plusieurs minéraux et métaux de terres rares. Cependant, l'exploration et le développement de ressources sont coûteux et prennent du temps. Il a longtemps été jugé nécessaire de faire venir des investisseurs étrangers pour développer des projets à grande échelle. Cela s'est heurté à une opposition politique et les conditions d'investissement à long terme en Russie n'ont pas été attrayantes, c'est le moins qu'on puisse dire. Avec les tensions et l'incertitude qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine, une volonté d'investir en Russie semble encore moins probable. Seules les grandes entreprises publiques chinoises peuvent être intéressées, mais même ces types d'entreprises n'ont pas entrepris beaucoup d'activités dans le secteur minier russe jusqu'à présent.

Il y a un intérêt commercial pour le mineur durals dans les autres pays de l'Arctique, tout comme il y a des discussions nationales impliquant des autochtones

les droits et les préoccupations environnementales qui peuvent limiter l'accès pour l'industrie. L'extraction de minéraux durs et de métaux de terres rares en est à ses débuts, mais plusieurs projets miniers en Alaska<sup>23</sup> et, dans une moindre mesure, dans l'Arctique canadien<sup>24</sup> sont à prévoir dans les années à venir. Dans tous les cas, les investisseurs et industries extérieurs n'ont aucun droit d'exploration sans l'autorisation des autorités nationales – et parfois régionales et locales.

## Le besoin croissant de minéraux de terres rares dans les technologies vertes a accru l'attention portée au Groenland.

Un cas d'intérêt particulier est celui du Groenland, une nation du Royaume du Danemark dotée d'une large autonomie, d'un immense territoire, d'une très petite population – et de riches gisements de minéraux et de métaux de terres rares<sup>25</sup>. On a émis l'hypothèse que le pays serait vulnérable à la pression pour l'accès à ses ressources minérales en raison de la capacité limitée de l'État et parce que le développement minier pourrait offrir une diversification importante de son économie, ouvrant à terme la voie à une indépendance totale vis-à-vis du Danemark.

Plus précisément, il a été avancé que les entreprises chinoises fortement liées à l'État étaient prêtes à lancer de grands projets miniers au Groenland. Cependant, un examen plus approfondi a montré que l'intérêt chinois était exagéré et que les investissements annoncés n'ont jamais eu lieu.<sup>26</sup> Néanmoins, des investisseurs chinois sont impliqués en tant que copropriétaires dans un projet d'uranium controversé . Cependant , l'autorisation de développement n'a pas été donnée et il y a un débat interne houleux sur les avantages de l'ouverture de mines par rapport aux impacts environnementaux et aux menaces pour les moyens de subsistance traditionnels.<sup>27</sup> Le besoin croissant de minéraux de terres rares dans les technologies vertes et la dépendance à l'égard de La Chine pour ces ressources, a accru l'accent mis sur le Groenland. La fonte des glaciers rend les gisements plus accessibles. Au cours des dernières années, plusieurs sociétés étrangères

ont évalué ou demandé des droits d'exploration, et l'intérêt politique pour le Groenland et ses ressources, en particulier de la part des États-Unis, a monté en flèche.<sup>28</sup>

#### Minéraux des fonds marins

L'exploitation des minéraux des grands fonds marins, qui était à l'ordre du jour dans les années 1980, a connu un retour en force ces dernières années lié à un besoin croissant de métaux spécifiques. Les plateaux continentaux de l'Arctique sont considérés comme des zones prometteuses, mais il existe des défis technologiques et environnementaux considérables associés à l'exploitation minière sur le fond marin qui doivent être résolus. cartographie activement ses ressources et se prépare à s'ouvrir à l'exploration dans certaines zones.<sup>31</sup> L'exploration et l'exploitation seront sous contrôle national, mais si les ressources du plateau continental autour du Svalbard sont jugées intéressantes, un différend sur les conditions d'exploitation pourrait émerger.

La position norvégienne est que la Norvège y a des droits exclusifs sur les ressources, alors que certains États soutiennent que les dispositions d'égalité de traitement du traité de Svalbard s'appliquent. Cependant, il n'y a aucun désaccord sur le fait que la Norvège a la souveraineté et peut décider d'ouvrir le plateau pour l'exploitation commerciale des minéraux ou de le garder fermé. C'est un parallèle avec l'activité pétrolière.

En l'absence d'un soutien général à la position norvégienne, l'étagère n'a pas été ouverte.

La possibilité d'exploitation minière sur le fond marin de l'océan Arctique central en dehors de l'État côtier la juridiction est très éloignée, mais un cadre existe car l'Autorité internationale des fonds marins a été créée dans le cadre de l'UNCLOS à cette fin.

#### Implications pour la sécurité

La propriété contestée des ressources minérales de l'Arctique en mer ou sur terre n'a aucune incidence sur la sécurité. L'idée qu'il existe des ressources attractives dans des zones contestées est encore répandue mais il est trompeur, et les ressources minérales en dehors de la juridiction nationale ne sont pas

à l'ordre du jour pour des raisons technologiques et économiques, bien qu'elles le soient peut-être à l'avenir. Un conflit de sécurité sur les ressources impliquerait aujourd'hui des revendications sur des ressources appartenant à un autre État, ce qui ne semble pas probable, même maintenant. Un scénario plus réaliste serait une combinaison de pressions politiques et économiques pour accéder aux ressources.

L'idée qu'il existe des ressources attractives dans des zones contestées est encore répandue mais elle est trompeuse.

---

Les routes maritimes sont quelque peu différentes.

Un principe fondamental du droit de la mer est la liberté de navigation, qui est mise en balance avec les droits étendus des États côtiers sur les ressources de l'océan et du fond marin. En dehors des eaux intérieures, les navires étrangers jouissent d'un droit de passage dans les eaux territoriales (douze milles nautiques du rivage), et plus loin l'État côtier ne peut en principe imposer aucune restriction.

Il existe cependant une exception à ces règles dans l'article 234 de la CNUDM, qui stipule que « les États côtiers ont le droit d'adopter et d'appliquer des lois et réglementations non discriminatoires pour la prévention, la réduction et le contrôle de la pollution marine par les navires naviguant dans les glaces ». les zones couvertes à l'intérieur des limites de la zone économique exclusive, où des conditions climatiques particulièrement rigoureuses et la présence de glace recouvrant ces zones pendant la majeure partie de l'année créent des obstacles ou des risques exceptionnels à la navigation, et la pollution du milieu marin pourrait causer des dommages importants ou perturbation irréversible de l'équilibre écologique . »<sup>32</sup>

La Russie se réfère à cet article pour justifier son système de gestion de la route maritime du Nord, qui implique des autorisations pour parcourir la route et l'utilisation obligatoire de brise-glaces russes si nécessaire. Des objections ont été soulevées, en particulier par les États-Unis, selon lesquelles les règles

concernant la route maritime du Nord sont discriminatoires et leur champ d'application est également remis en cause.

L'ensemble de la zone de la route maritime peut-il vraiment être considéré comme couvert de glace pendant la majeure partie de l'année ?<sup>33</sup> Les États-Unis ont également protesté à plusieurs reprises contre l'absence d'exemption pour les navires d'État (y compris militaires) telle que codifiée dans l'article 236 de l'UNCLOS. En 2022, la Russie a imposé des restrictions encore plus fortes aux navires de guerre étrangers, exigeant une notification par voie diplomatique trois mois à l'avance.<sup>34</sup>

Les États-Unis sont particulièrement préoccupés par les droits de navigation dans les détroits de la route maritime du Nord. La position russe est que ces détroits relativement étroits sont des eaux intérieures ; le champ d'application de la réglementation serait donc très large. Les États-Unis soutiennent que les détroits relèvent de la définition de l'UNCLOS des « détroits utilisés pour la navigation internationale ». Les navires battant pavillon étranger ont des droits de transit dans ces détroits. Ces droits de transit sont très proches du « passage inoffensif », dont bénéficient les navires militaires dans les eaux territoriales, mais ils vont plus loin, les sous-marins n'ayant pas à naviguer en surface. Les États-Unis soutiennent qu'ils ont le droit d'envoyer des navires de guerre via la route maritime du Nord sans notification, comme ils l'ont fait dans d'autres zones maritimes à compétence contestée dans ce qu'on appelle les FONOP - opérations de liberté de navigation.<sup>35</sup> pourrait entraîner le risque d'un conflit militaire, mais rien n'indique que les États-Unis

en considération.<sup>36</sup>

Les utilisateurs commerciaux de la route maritime ont cependant accepté la réglementation russe. Plus de restrictions russes auront un impact sur leur intérêt économique dans la route maritime, mais ne créent pas de problèmes de sécurité.

Il est peu probable que des États étrangers utilisent la puissance militaire pour soutenir le passage de navires de charge par voie maritime.

Alors qu'un conflit militaire associé à la recherche et au développement de ressources minérales est peu probable, les politiques et la gestion des ressources de l'Arctique peuvent néanmoins s'enliser dans le conflit. Ce sera principalement entre des acteurs nationaux qui soutiennent ou rejettent des projets spécifiques,

cependant. Les impacts environnementaux et les effets sur les moyens de subsistance traditionnels sont déjà une préoccupation dans de nombreux endroits, et les positions semblent tout à fait susceptibles de s'enraciner davantage. Des militants externes peuvent être impliqués dans ce genre de conflits. Des pressions d'autres pays ou d'organisations internationales sont également possibles, comme en témoignent par exemple les déclarations de l'UE sur la conservation de l'environnement arctique. Un tel développement

Les investissements peuvent transformer les projets de ressources en défis diplomatiques et de politique étrangère. D'autre part, la guerre en Ukraine et l'incertitude quant à l'évolution de la situation en Russie entraîneront une réévaluation des approvisionnements critiques en matières premières, et pas seulement en pétrole et en gaz, ce qui est susceptible d'accroître l'importance des parties non russes de l'Arctique.<sup>37</sup>

---

[Arild Moe](#) est professeur de recherche à l'Institut Fridtjof Nansen à Lysaker, en Norvège.

- 1 Gautier, Donald et al. 2009 : Assessment of Undiscovered Oil and Gas in the Arctic, *Science* 324 : 5931, 29 mai 2009, pp. 1175–1179, dans : <https://bit.ly/3lWJCgu> [28 février 2023].
- 2 Moe, Arild / Fjærtøft, Daniel / Øverland, Indra 2011 : Space and Timing : Why Was the Barents Sea Delimitation Dispute Resolved in 2010 ?, *Polar Geography*, 34 : 3, 11 octobre 2011, pp. 145–162, dans : <https://bit.ly/3KJwCe> [28 février 2023].
- 3 Jensen, Øystein 2022 : Fin de l'Arctique commun Seabed: Recent State Practice in the Establishment of Continental Shelf Limits Beyond 200 nm, *The Polar Journal* 12 : 1, 7 avril 2022, pp. 108–121, dans : <https://bit.ly/3Z5ppul> [28 février 2023].
- 4 Recommandations préparées par la Sous-Commission créée pour l'examen de la demande présentée par la Fédération de Russie. Approuvé par la Commission, avec modifications, le 6 février 2023. Voir UN 2023: Recommendations of the Commission on the Limits of the Continental Shelf in Regard to the Partial Revised Submission Made by the Russian Federation in Respect of the Arctic Ocean on 3 August 2015 with Addenda Submitted on 31 March 2021, Annexe II, Summary of les Recommandations de la Commission, Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Commission des limites du plateau continental, 6 février 2023, dans : <https://bit.ly/3Y7HVRy> [25 février 2023].
- 5 Dodds, Klaus 2013 : The Ilulissat Declaration (2008) : The Arctic States, « Law of the Sea » and Arctic Ocean, *The SAIS Review of International Affairs* 33 : 2, pp. 45–55, in : <https://bit.ly/3xWMmNj> [28 février 2023].
- 6 Dans la colonne d'eau, la situation est différente. Les États côtiers ont des zones économiques exclusives de 200 milles marins. En dehors des ZEE se trouvent la haute mer. Les cinq États côtiers de l'Arctique et les quatre plus grands pays pêcheurs hors de l'Arctique ainsi que l'UE ont convenu d'un moratoire sur la pêche dans la région jusqu'à ce qu'un système de gestion durable de la pêche y soit établi. L'accord est entré en vigueur en 2021. Pour l'instant, il n'y a pas de stocks de poissons commercialement exploitables dans la région. Mais il peut y en avoir dans le futur. US Department of State 2021: The Agreement to Prevent Unregulated High Seas Fisheries in the Central Arctic Ocean Enters into Force, communiqué de presse, 25 juin 2021, dans : <https://bit.ly/3KH83zK> [20 février 2023].
- 7 Une présentation plus détaillée des politiques de la cir États cumpolaires peuvent être trouvés dans Claes, Dag Harald / Moe, Arild / Rottem, Svein Vigeland 2018: Arctic Hydrocarbon Development: State Interests and Policies, in: Rottem, Svein Vigeland / Folkestad Solvødt, Ida (eds.) 2018: Arctic Governance : Énergie, ressources marines vivantes et transport maritime, vol. 2, Londres, p. 26–50.
- 8 Jemison, Kelly / Lu, Michael 2021 : 2021 Assessment of Oil and Gas Resources: Alaska Outer Continental Shelf Region, OCS Report BOEM 2021-066, Bureau of Ocean Energy Management (BOEM), US Department of the Interior, octobre 2021, dans : <https://bit.ly/3EJcfv6> [20 février 2023].
- 9 Comay, Laura B. 2022 : Programme de location de pétrole et de gaz offshore de cinq ans : état et problèmes en bref, rapport CRS R44692 version 29, Service de recherche du Congrès, 29 septembre 2022, dans : <https://bit.ly/3mgYZqY> [20 février 2023].
- 10 Friedman, Lisa 2023: Comment Biden est-il passé du non 'More Drilling' to Backing a Huge Project in Alaska, *The New York Times*, 13 mars 2023, dans : <https://nyti.ms/40FWKNS> [4 avril 2023].
- 11 Gouvernement du Canada 2023 : Décret interdisant Certaines activités dans les eaux extracôtières de l'Arctique, 2022 : DORS/2022-274, *Gazette du Canada*, Partie II, 157 : 1, 4 janvier 2023, dans : <https://bit.ly/3m0zgTF> [20 février 2023].
- 12 Christiansen, Flemming G. 2021 : Histoire de l'exploration pétrolière au Groenland : Montée et chute, apprentissages et perspectives d'avenir, *Politique des ressources*, vol. 74, art. 102425, décembre 2021, dans : <https://bit.ly/3Klob4b> [28 février 2023].
- 13 Ramsay, Adam / White, Aaron 2021 : Le gouvernement du Groenland interdit le forage pétrolier, mène la résistance indigène au capitalisme extractif, *openDemocracy*, 10 novembre 2021, dans : <https://bit.ly/3ZclfvZ> [28 février 2023].
- 14 Norsk Petroleum 2023 : Norwegian Petroleum Facts, dans : <https://bit.ly/3kySgIK> [25 février 2023].
- 15 Voir e. g. Zolotukhin, Anatoly / Gavrilov Victor 2011 : Russian Arctic Petroleum Resources, *Oil & Gas Science and Technology – Revue IFP Energies nouvelles*, 66 : 6, pp. 899–910, in : <https://bit.ly/3Sxll2B> [28 février 2023].
- 16 Nazarov, Valentin / Grigoriev, Gennady / Krasnov, Oleg / Medvedeva, Lyudmila 2021 : России (Évaluation économique de la base de ressources en hydrocarbures sur le plateau continental arctique russe), *Neftegazovaya geologiya. Teoriya i Praktika* 16 : 1, 30 mars 2021, dans : <https://bit.ly/3mXjs4Q> [15 mars 2023].
- 17 Podlinova, Anna / Volobuev, Alexander 2021 : Россия отложит разработку шельфа минимум на 15 лет – Ведомости (La Russie reporte le développement du plateau arctique pour un minimum de 15 ans), *Vedomosti*, 11 avril 2021, sur : <https://bit.ly/3lWNYnQ> [28 février 2023].
- 18 Le développement de Yamal LNG est analysé dans Hendersen, James / Moe, Arild 2019 : La mondialisation du gaz russe : catalyseurs politiques et commerciaux, Cheltenham, Royaume-Uni.
- 19 Moe, Arild 2020 : Russlands Nördlicher Seeweg – Nationale Exporttrasse statt internationaler Handels route, *Osteuropa*, 5/2020, pp. 61–79, in : <https://bit.ly/3SzPWwh0> [28 février 2023].
- 20 Idem.
- 21 Pointe, Robert et al. 2022 : Transits of the North west Passage to End of the 2022 Navigation Season, *Scott Polar Research Institute, University of Cambridge*, 8 décembre 2022, dans : <https://bit.ly/2AYIneC> [25 février 2023].

- 22 Bennett, Mia M. / Stephenson, Scott R. / Yang, Kang et al. 2020 : Changement climatique et ouverture de la route maritime transpolaire : logistique, gouvernance et impacts géoéconomiques, sociétaux et environnementaux plus larges, pp. 161–186, dans : Spohr, Kristina / Hamilton, Daniel S. / Moyer, Jason C (eds.) 2020 : L'Arctique et l'ordre mondial, Université Johns Hopkins, Washington.
- 23 Lasley, Shane 2020 : Révéler les critiques de l'Alaska minerals, North of 60 Mining News, 10 juillet 2020, dans : <https://bit.ly/3SxVCs3> [20 février 2023].
- 24 Maloney, James / McLean, Greg / Simard, Mario et coll. 2021 : De l'exploration minérale à la fabrication de pointe : Développer des chaînes de valeur pour les minéraux critiques au Canada. Rapport du Comité permanent des ressources naturelles, Chambre des communes Canada, juin 2021, dans : <https://bit.ly/3mcWTZq> [20 février 2023].
- 25 Eilu, Pasi / Björkgård, Terje / Franzson, Hjalti et al. 2021 : The Nordic Supply Potential of Critical Metals and Minerals for a Green Energy Transition, Nordic Innovation, 16 septembre 2021, dans : <https://bit.ly/3lWBTPx> [20 février 2023].
- 26 Stensdal, Iselin 2020 : Beaucoup de bruit pour quelque chose ? China in Arctic Resource Development: Greenland and the Isua Iron-ore Project, in: Rottem, Svein Vigeland / Folkestad Soltvedt, Ida (eds.) 2020: Arctic Governance: Norway, Russia and Asia, Vol. 3, Londres, p. 259–279.
- 27 Ewing, Jack 2021 : The World Wants Greenland's Minerals, but Greenlanders Are Wary, The New York Times, 1er octobre 2021, dans : <https://nyti.ms/3J1gSA> [28 février 2023].
- 28 Poulsen, Regin Winther 2022 : comment va le Groenland La richesse minérale en a fait un champ de bataille géopolitique, Foreign Policy, 18 décembre 2022, dans : <https://bit.ly/3ZoDoLG> [28 février 2023].
- 29 Miller, Kathryn A. / Thompson, Kirsten F. / Johnston, Paul et al. 2018 : Un aperçu de l'exploitation minière des fonds marins, y compris l'état actuel du développement, les impacts environnementaux et les lacunes dans les connaissances, Frontiers in Marine Science, Vol. 4, Art. 418, 10 janvier 2018, dans : <https://bit.ly/2o0FMZ7> [28 février 2023].
- 30 Gouvernement du Canada 2023 : Déclaration sur l'exploitation minière des fonds marins, Ressources naturelles Canada, 9 février 2023, dans : <https://bit.ly/3KERq7X> [27 février 2023].
- 31 Direction norvégienne du pétrole 2023 : Min éraux des fonds marins : ressources substantielles sur le plateau norvégien, 27 janvier 2023, dans : <https://bit.ly/41z3cqc> [27 février 2023].
- 32 ONU 2022 : Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982. Aperçu et texte intégral, dans : <https://bit.ly/3lWFSPN> [27 février 2023].
- 33 Roach, J. Ashley 2020 : Freedom of the Seas in the Arctic Region, pp. 219–250, dans : Spohr / Hamilton / Moyer (eds.) 2020, n. 22.
- 34 Nilsen, Thomas 2022 : le parlement russe passe loi limitant la liberté de navigation le long de la route maritime du Nord, The Barents Observer, 1er décembre 2022, dans : <https://bit.ly/3ZpjEHY> [28 février 2023].
- 35 Overfield, Cornell 2022 : les revendications arctiques de la Russie Are on Thin Ice, Foreign Policy, 20 décembre 2022, dans : <https://bit.ly/41JMuF1> [28 février 2023].
- 36 Le différend avec le Canada sur le statut du passage du Nord-Ouest présente de fortes similitudes. En principe, les deux États, qui sont bien entendu de proches alliés, se sont « mis d'accord pour ne pas être d'accord ». Mais des propositions américaines pour mener à bien des FONOP sont évoquées de temps à autre. Un conflit de sécurité est cependant inconcevable. Pincus, Rebecca 2019 : Rushing Navy Ships into the Arctic for a FONOP is Dangerous, Actes de l'US Naval Institute 145 : 1, janvier 2019, dans : <https://bit.ly/3Z8ZbHq> [28 février 2023].
- 37 Raspotnik, Andreas / Stępień, Adam / Koivuova, Timo 2022: The European Union's Arctic Policy in the Light of Russia's War against Ukraine, The Arctic Institute, 26 avril 2022, dans : <https://bit.ly/3Y9n5Bg> [ 28 février 2023].



# DISCUSSION

*under discussion*

L'arctic. Entre conflit et coopération

## Menaces de Pertes irréversibles

Le changement climatique dans l'Arctique et les conséquences de  
La guerre de la Russie en Ukraine pour la coopération internationale en matière de recherche

Entretien avec le professeur Antje Boetius

Le professeur Boetius est un chercheur marin et directeur de l'Institut Alfred Wegener, la principale institution allemande dans le domaine de la recherche polaire et marine. Dans une interview accordée à International Reports, elle explique pourquoi le changement climatique menace de causer des pertes irréversibles dans l'Arctique, pourquoi l'attaque russe contre l'Ukraine a également eu de graves répercussions sur la recherche dans la région polaire et ce qu'elle souhaite toujours découvrir sur l'Arctique.

---

International Reports (IR) : Professeur Boetius, combien de fois êtes-vous allé dans l'Arctique ?

Antje Boetius : En ne comptant que les expéditions en mer que j'ai entreprises en

tant que chercheur marin et hauturier, j'y suis allé neuf fois jusqu'à présent.

Chaque expédition a duré jusqu'à trois mois, souvent dans des eaux couvertes de glace autour du pôle Nord, et impliquait d'explorer les profondeurs de l'Arctique, en particulier les fonds marins. En plus de ces expéditions, j'assiste aussi régulièrement à des conférences de recherche dans la région arctique, par exemple à Tromsø et Reykjavík. J'ai aussi été à Mourmansk et Kirkenes. Et puis il y a eu une expédition terrestre inoubliable au Groenland l'année dernière.

IR : Restons aux expéditions pour l'instant : combien de temps la préparation prend-elle ?

Boetius : L'Institut Alfred Wegener , Centre Helmholtz de recherche polaire

et marine, organise des expéditions maritimes, terrestres et aériennes. Je suis moi-même principalement impliqué dans les expéditions maritimes. Les entreprises de ce type ont souvent un délai d'exécution de plusieurs années. Notre brise-glace de recherche Polarstern joue ici un rôle crucial : il existe très peu de brise-glace de ce type dans le monde qui peuvent être utilisés pour pénétrer dans la glace puis explorer la mer et les fonds marins en dessous. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous commençons la coordination internationale bien avant le début d'une expédition, afin d'établir quels chercheurs d'autres pays participeront , quelle expertise ils peuvent apporter et à quelles questions de recherche l'expédition devrait être conçue pour répondre.

IR : Pouvez-vous nous donner quelques exemples des questions étudiées ?

Boetius : De nos jours, l'accent est souvent mis sur l'impact du changement climatique

sur l'Arctique. Par exemple : comment provoque-t-il des changements dans les phénomènes météorologiques , les courants océaniques, les tourbillons et les mouvements des vagues ? Comment cela affecte-t-il les poissons et les autres formes de vie dans la région, jusqu'aux profondeurs de l'océan ? Un deuxième domaine important est la recherche des fonds marins sur l'origine des bassins arctiques et l'histoire de la couverture de glace. Les fonds marins de l'Arctique sont assez mal cartographiés. Il peut y avoir des imprécisions de 100 mètres en ce qui concerne la profondeur, et les montagnes sous-marines sont parfois enregistrées à des kilomètres de leur emplacement réel. C'est parce que l'Arctique

Jusqu'à présent, les fonds marins n'ont été que grossièrement étudiés par des sous-marins militaires qui ne disposaient pas des instruments idéaux à cette fin - et parce qu'il y a trop peu de brise-glace de recherche dans l'Arctique.

IR : Quand y êtes-vous allé pour la première fois ?

Boetius : C'était en 1993. J'ai donc pu découvrir le « vieil Arctique » tel qu'il était

à l'époque. Il y avait déjà quelques premiers signes avant-coureurs à l'époque, mais la plupart des gens ne pensaient pas que le changement climatique pouvait modifier une région aussi rapidement qu'il l'a fait dans l'Arctique. J'ai la chance d'avoir eu la chance de visiter l'Arctique dans son état antérieur en tant que doctorant, et même maintenant, je peux encore m'en inspirer pour mes recherches. Les échantillons que j'ai prélevés et les enregistrements que j'ai faits en 1993 servent maintenant de points de référence qui me permettent de documenter les développements et de montrer comment les changements climatiques affectent directement la vie dans l'Arctique.

IR : Quelle est la première chose qui frappe quelqu'un qui est allé dans l'Arctique en 1993 et qui revient au même endroit aujourd'hui ?

Boetius : On peut vraiment observer le changement climatique et ses

conséquences à l'œil nu. Le phénomène le plus frappant est la banquise. Lorsque j'étais dans la région du pôle Nord pour la première fois il y a environ 30 ans, la glace de mer y avait environ trois à quatre mètres d'épaisseur en moyenne. Aujourd'hui, nous voyons une épaisseur d'environ un mètre et demi autour du pôle Nord en été - et parfois la mer est complètement libre de glace. Mais vous pouvez également observer le changement climatique sur terre, dans le dégel des sols du pergélisol. Je peux vous donner un exemple précis : la station de recherche de l'Institut Alfred Wegener sur l'archipel du Svalbard est construite à moitié sur de la pierre, à moitié sur un sol préalablement gelé. Il y a maintenant une fissure dans le bâtiment parce que la partie qui a été construite sur ce qui était censé être un sol gelé en permanence s'enfonce dans la boue. Cette fiabilité décroissante de la surface du sol est quelque chose que beaucoup de gens vivent dans l'Arctique aujourd'hui.

Et puis il y a aussi le changement social : l'Arctique est une zone de migration qui attire de plus en plus de personnes du monde entier. De nombreuses villes de l'Arctique – que ce soit en Norvège, aux États-Unis ou au Canada – sont désormais très internationales et diversifiées. C'est un autre changement que j'ai observé au fil du temps, en dehors des aspects scientifiques.

IR : Regardons de plus près la question du changement climatique.

On entend souvent dire que c'est plus évident dans l'Arctique qu'ailleurs. Est-ce vraiment le cas, et si oui, comment cela se manifeste-t-il exactement ?

Boetius : Oui, c'est vraiment vrai. Il y a des stations météorologiques sur terre et

en mer qui indiquent tous que le réchauffement de la région arctique a progressé trois à quatre fois plus vite que la moyenne mondiale au cours des 40 dernières années. Vous pouvez également le voir dans le recul de la couverture de glace. Ce qui reste à la fin de l'été diminue d'environ 13 % chaque décennie. C'est alarmant, bien sûr, car cela déséquilibre tout le système - et donc la vie au sein de ce système.

IR : L'Accord de Paris s'est fixé pour objectif de limiter le réchauffement climatique bien en dessous de deux degrés et, si possible, à 1,5 degré. Cette dernière semble désormais une perspective lointaine. Quelle différence cela fera-t-il dans l'Arctique

si l'augmentation de la température est limitée à 1,5 degré contre deux degrés ? Boetius : Dans quelques années, nous aurons atteint la quantité de CO2 dans

l'atmosphère qui provoquerait un réchauffement moyen de 1,5 degré - car il est peu probable que nous atteindrons la neutralité climatique assez rapidement, c'est-à-dire bien avant 2050. Néanmoins, il se passe beaucoup de choses en matière de transition énergétique. Déjà aujourd'hui, le réchauffement climatique s'accompagne de tant d'extrêmes et de tant de chocs pour la vie sur terre que l'on peut s'attendre à d'énormes bouleversements de société. Il est difficile de prédire quand, où et comment cela se produira, mais le changement social est motivé par le déplacement des personnes, les risques sanitaires et les pertes économiques que nous commençons déjà à voir – ainsi que par les énormes opportunités offertes par des énergies renouvelables de plus en plus abordables . De plus, un réchauffement climatique de 1,5 degré signifie environ six degrés de réchauffement régional dans l'Arctique, ce qui entraînera une fonte de plus en plus rapide des glaces marines et terrestres et du pergélisol. Cela aggravera à son tour le changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer. L'une des différences est que l'Arctique sera libre de glace toutes les quelques décennies si l'augmentation de la température mondiale est limitée à 1,5 degré, alors que cela se produira toutes les quelques années si la température augmente de deux degrés - avec des conséquences fondamentales pour toutes les formes de vie.



Chercheuse dévouée : Antje Boetius est directrice de l'Institut Alfred Wegener depuis 2017.  
Photo : Esther Horvath, AWI cb 4.0.

IR : Pourquoi cela devrait-il inquiéter ceux d'entre nous qui vivent bien au sud du cercle polaire arctique ?

Boetius : Il y a plusieurs raisons. D'abord et avant tout est le

élévation globale du niveau de la mer - la perte de masse de glace au Groenland, par exemple, affecte de manière cruciale les habitats des îles du Pacifique et des zones côtières du monde entier. Et depuis l'Arctique se réchauffe plus rapidement que d'autres régions du monde et perd de la glace, il y a un changement dans le gradient de température – la différence de température – entre la région polaire nord et les latitudes inférieures. Les chercheurs supposent que cela a un impact sur le vortex polaire et le courant-jet, c'est-à-dire les fortes bandes de vent qui façonnent notre météo locale à haute altitude. En conséquence, certains modèles météorologiques peuvent s'installer plus longtemps sur l'Europe centrale, par exemple, au lieu de passer relativement rapidement. Cela pourrait entraîner, par exemple, une chaleur et une sécheresse prolongées en été – ou un froid polaire mortel et des chutes de neige massives en Amérique et au Japon, comme cela s'est produit à Noël dernier.

De plus, le dégel du sol crée des problèmes pour les infrastructures telles que les pipelines et les voies de transport. J'ai déjà mentionné plus tôt l'exemple de notre station de recherche à Svalbard. La même chose se produit avec d'autres infrastructures : il y a déjà eu des marées noires en Russie suite à la rupture de réservoirs et de pipelines. De plus, nous assistons à des changements dans les populations de poissons et dans la répartition des autres espèces sauvages, avec des conséquences sur la biodiversité et les écosystèmes.

Nous voulons également assurer la survie des ours polaires et des morses de l'Arctique. Une autre chose qui m'inquiète beaucoup, c'est qu'il y a une menace de perte irréversible si la banquise continue de reculer dans l'Arctique. Et nous constatons également pour la première fois une tendance négative en Antarctique. Une fois que les espèces ont disparu et que de plus en plus de glace du Groenland a fondu, augmentant ainsi le niveau de la mer, nous ne pouvons pas inverser ces processus.

IR : Au sujet de la fonte des glaces : il y a eu un débat sur la mesure dans laquelle il existe certaines

points de basculement qui conduiraient à un effet d'emballement en termes de disparition de la couverture de glace. Pouvez-vous évaluer si nous sommes réellement au bord d'un tel point de basculement ou même si nous l'avons peut-être déjà dépassé ?

Boetius : Les points de basculement physiques sont connus de l'histoire de la Terre. À ces points,

les éléments sont modifiés dans un état différent par des perturbations - par exemple la perte de glace de mer à un certain niveau de réchauffement climatique ou la fonte de la glace terrestre du Groenland. Les chercheurs ont récemment déterminé que nous nous rapprochons dangereusement de certains des points de basculement physiques, en particulier dans la région arctique. L'hypothèse est que les points de basculement biologiques – l'extinction extrême des espèces – et les points de basculement sociaux seront atteints encore plus rapidement.

IR : Une autre conséquence fréquemment mentionnée de la fonte des glaces est que des matières premières qui étaient auparavant pratiquement inaccessibles pourraient maintenant devenir disponibles pour être utilisées. De quoi parlons-nous précisément ici ?

Boetius : L'accent est mis principalement sur le gaz naturel, mais il y a aussi le pétrole.

Jusqu'à présent, la glace de mer limitait l'exploration et l'extraction de ces ressources naturelles, tout simplement parce que la glace est un obstacle et un danger pour la navigation et pour les infrastructures telles que les plates-formes de forage. Lorsque des glaces fragmentées dérivent sur l'eau, poussées par le vent, un passage un moment libre de glace peut très vite se boucher.

Les navires circulant dans la région pour transporter des matières premières, par exemple, peuvent rester bloqués. La glace peut également accumuler tellement de pression qu'elle cause des dommages, dans le pire des cas, entraînant une menace de fuite de pétrole ou de gaz. Ce serait particulièrement dévastateur dans l'Arctique. D'une part, il serait extrêmement difficile de réparer les fuites ou de récupérer le pétrole déversé là-bas, et d'autre part, les bactéries marines qui pourraient normalement décomposer les hydrocarbures toxiques au fil du temps travaillent beaucoup plus lentement dans les eaux froides de la région polaire.

Il convient toutefois de noter que si les estimations de l'étendue des gisements de matières premières dans l'Arctique étaient autrefois extrêmement élevées, elles ont maintenant été révisées à la baisse.

De plus, les populations locales commencent à résister à l'extraction de pétrole et de gaz dans de nombreux endroits de l'Arctique, car cela entre souvent en conflit avec d'autres ressources importantes pour la population locale, à savoir la biodiversité endémique, la santé et le tourisme. L'importance de ce dernier a considérablement augmenté dans la région arctique, et la dernière chose que les touristes veulent voir, ce sont les plates-formes pétrolières ou la glace striée d'huile.

En plus du gaz et du pétrole, on pense également qu'il existe des gisements de métaux et de terres rares - vous vous souvenez peut-être de l'épisode de l'ancien président américain Donald Trump qui a eu l'idée d'acheter le Groenland pour cette raison. Mais là aussi, je serais plutôt prudent en faisant des prédictions sur l'exploitation de ces gisements. Toute conséquence potentielle devra d'abord être clarifiée avec la population et les représentants des Premières Nations.

IR : À la fin de la guerre froide, les gens espéraient que l'Arctique deviendrait un lieu de coopération pacifique, notamment dans le domaine de la recherche. Pouvez-vous donner un exemple précis ou nous parler d'une situation particulière dans laquelle vous, en tant que chercheur polaire, étiez dépendant de la coopération internationale ?

Boetius : D'une manière générale, nous encourageons évidemment une culture de

coopération internationale dans le domaine scientifique et universitaire qui fonctionne quelle que soit l'origine de nos partenaires. Si vous me demandez de vous donner un exemple précis d'une situation dans laquelle nous n'aurions pas réussi sans ce type de coopération, notre expédition MOSAiC à grande échelle de 2019/2020 me vient immédiatement à l'esprit : ici, des chercheurs de 20 pays ont exploré l'Arctique au cours d'une année sur notre brise-glace Polarstern, qui a été gelé sur une banquise à la dérive. Au milieu du projet, la pandémie de COVID-19 a frappé, ce qui signifie que de nombreux navires de ravitaillement n'étaient plus disponibles. Il s'est avéré que nous avons pu nous appuyer sur l'infrastructure russe de brise-glace de recherche pour transporter nos gens d'un endroit à un autre.

Sinon, nous aurions dû abandonner l'expédition. Nos instituts partenaires russes ont en effet joué un rôle important et utile en permettant aux chercheurs



En danger : À mesure que le réchauffement climatique progresse, l'Arctique est menacé non seulement d'atteindre des points de basculement physiques, mais aussi d'une perte irréversible d'espèces animales. [Photo : Mario Hoppmann, AWI cb 4.0.](#)

pour accéder à la région arctique et en termes de recherche elle-même. C'est fini maintenant – et il est déjà clair qu'il n'y a pas de remède rapide en vue.

Et puisque vous venez d'évoquer la fin de la guerre froide : la tradition de l'Arctique comme région de coopération remonte en fait bien plus loin. Par exemple, le traité de Svalbard de 1920 est l'un des plus anciens traités de coopération internationale qui existe et reste valable à ce jour. À l'époque, la Norvège s'est vu accorder la souveraineté sur l'archipel pour assurer la sécurité au travail - en rapport avec l'extraction du charbon à cette époque - et la protection de l'environnement au nom de toutes les parties. Pour sa part, le pays est depuis responsable du développement pacifique de la région et garantit aux citoyens de toutes les nations signataires la possibilité d'y exercer des activités économiques et scientifiques. Le Conseil de l'Arctique a également joué un rôle majeur dans la sécurisation du développement de la région arctique. Si nous regardons le passé récent, il est clair que même en dépit de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, au moins les derniers vestiges des règles de collaboration sont toujours en place : pour autant que je sache, la Russie continue d'adhérer au Code polaire de l'Organisation maritime internationale, qui régit la sécurité des navires opérant dans la région polaire. La coordination avec la Norvège sur la conservation des ressources halieutiques est également toujours en cours.

IR : Et pourtant, l'attaque russe contre l'Ukraine en février 2022 a également marqué un tournant pour la coopération en matière de recherche dans l'Arctique, n'est-ce pas ?

Boétius : Oui, bien sûr. Le printemps 2022 a été un moment décisif. À la suite des

sanctions imposées à la Russie, la recherche en collaboration avec des universités russes et d'autres instituts de recherche a également été immédiatement interrompue. Les organisations scientifiques allemandes et le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche ont pris des mesures très déterminées, et le programme-cadre européen a rapidement emboîté le pas. La suspension de la coopération avec les institutions de recherche russes et le retrait de la Russie du processus de Bologne dans ce domaine ont évidemment des impacts négatifs sur la recherche, à long terme principalement pour la Russie elle-même et la prochaine génération d'universitaires russes. En ce qui concerne le changement climatique, la région sibérienne est cruciale pour comprendre l'évolution de la banquise arctique et de la nature dans son ensemble, ainsi que les émissions de méthane liées à la fonte du pergélisol. À cet égard, la fin de la coopération n'est pas seulement préjudiciable à la région en question, elle est également préjudiciable à notre compréhension globale de l'évolution des émissions.

Après tout, nous disposions à cet effet d'une infrastructure d'observation commune ; maintenant nous ne pouvons plus nous inviter à participer à de futures expéditions. Cela nous empêchera d'élargir notre connaissance de l'Arctique dans son ensemble. C'est une perte dont il faut parler – même si, politiquement parlant, il n'y a évidemment pas d'alternative en ce moment.

IR : Pas même dans le contexte de la science internationale ?

Boetius : Même en tant que scientifique, je ne peux pas totalement ignorer les

attitudes politiques et la situation générale. Lorsque le président d'une université russe avec laquelle nous avons l'habitude de travailler écrit une lettre enflammée se félicitant que l'Ukraine soit enfin « libérée », il n'est tout simplement plus possible de travailler ensemble pour enseigner aux étudiants. Si nous n'avons pas une compréhension commune des valeurs et de la réalité et si notre communication n'est plus basée sur des faits, alors la coopération scientifique ne fonctionne tout simplement plus.

Les choses sont quelque peu différentes au niveau personnel : les scientifiques individuels qui mènent déjà des recherches conjointes sur certaines questions non militaires ou qui souhaitent postuler pour une bourse, par exemple, ne devraient pas être exclus uniquement en raison de leur nationalité. Le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères et le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche se sont mis d'accord à ce sujet avec les organisations scientifiques, impliquant également des organismes au niveau européen et international. Néanmoins, la coopération a été en fait mise en veilleuse au niveau institutionnel. Nos laboratoires en Russie sont fermés et les contrats ont été suspendus. Il n'y a pas de dialogue au niveau de la direction avec les gens du système scientifique là-bas.

IR : Pouvez-vous parler de la guerre à un niveau personnel ?

Boetius : Non, il est pratiquement impossible d'échanger des vues sur le sujet - notamment

pour la simple raison que, comme nous le savons tous, en Russie, même se référer à la guerre car une guerre suffit à encourir une peine de prison sévère. Parler ouvertement entraînerait simplement une énorme incertitude et un énorme risque, même si les personnes à qui nous parlons étaient disposées à le faire. Ne pas pouvoir parler ouvertement est quelque chose qui fait mal quand on connaît des gens depuis si longtemps ; à mon avis, cela affaiblit la confiance mutuelle

aussi. Indirectement, la guerre est toujours présente bien sûr – même si vous écrivez un article avec quelqu'un de Russie sur quelque chose d'aussi spécifique que la distribution des moules arctiques, par exemple. Travailler de manière créative ensemble, tout en lisant les articles sur les atrocités les plus brutales dans nos journaux ici, avec la presse russe parlant de libération – cela ne fonctionne vraiment pas bien. Certaines personnes sont capables de faire face à cet exercice d'équilibre, mais la plupart des gens à qui je parle trouvent cela extrêmement inconfortable et ont abandonné.

IR : Est-il juste de dire que la coopération en matière de recherche dans l'Arctique a atteint un niveau historiquement bas ?

Boetius : C'est définitivement le cas, malheureusement. Il reste encore quelques derniers vestiges de coopération et de coordination. Nous essayons tous de les maintenir, mais c'est extrêmement difficile. Et la science russe elle-même souffre certainement le plus.

IR : Alors que nous arrivons à la fin de l'interview, concentrons-nous à nouveau sur l'avenir : y a-t-il une question particulière que vous, en tant que scientifique, souhaitez toujours approfondir ?

Boetius : Une question qui me préoccupe beaucoup est de savoir pourquoi la vie en haute mer réagit si directement et rapidement aux changements à la surface de la mer, comme le changement climatique. Ici, nous parlons d'organismes qui vivent en fait dans l'obscurité et le froid permanents à environ quatre kilomètres sous la surface de l'eau. Pourtant, il est possible de détecter des changements dans la composition des communautés qui sont causés par des choses qui se passent réellement si loin à la surface. Pourquoi donc? C'est une question absolument cruciale pour le développement de la biodiversité et le rôle de l'homme.

Mon deuxième grand projet dans l'Arctique porte sur la compréhension de l'évolution du bassin arctique. Il y a un gigantesque système de dorsale qui traverse le milieu de l'océan Arctique, connu sous le nom de dorsale de Gakkel. J'y ai moi-même mené la toute première recherche sur les communautés biotiques des monts sous-marins d'origine volcanique : nous avons cartographié ces montagnes et trouvé des formes de vie exotiques sur les fonds marins. Il existe des écosystèmes alimentés à l'hydrogène qui semblent presque extraterrestres - d'anciens jardins d'éponges. Il s'agit donc de découvrir et d'explorer des formes de vie et des paysages qui ne sont connus nulle part ailleurs sur Terre.

IR : Et quand partirez-vous pour votre prochaine expédition dans le nord ?

Boetius : Une expédition de deux mois doit partir en août qui me conduira à nouveau dans de nombreux endroits que j'ai déjà visités en 1993 et en 2012. Naturellement, je suis curieux de voir ce que j'y trouverai, 30 ans après mon premier visite dans le cadre de ma thèse de doctorat. Ce sera ma première grande expédition en cinq ans. De plus, le brise-glace de recherche dont j'ai parlé plus tôt, le Polarstern, arrive maintenant en fin de vie. Il a plus de 40 ans et sera remplacé dans quelques années. Politiquement, c'était une décision très importante du gouvernement fédéral que le navire ait un successeur. Il s'agit d'un énorme investissement de l'Allemagne dans la recherche polaire internationale

infrastructure – et dans les connaissances qu'elle nous permet de générer. Et bien sûr, c'est aussi un investissement géostratégique important de construire un nouveau brise-glace de ce type. Il n'a pas été facile de prendre la décision, mais lorsque je parle à des collègues du Canada, des États-Unis, de la Norvège et du Danemark, cela est certainement considéré comme un engagement vital en faveur d'une coopération pacifique.

L'interview a été réalisée par Sören Soika et Fabian Wegener – traduit de l'allemand.

---

Le Dr Antje Boetius est professeur de géomicrobiologie à l'Université de Brême et directeur de l'Institut Alfred Wegener, Centre Helmholtz pour la recherche polaire et marine, à Bremerhaven. Tout au long de 2023, elle guidera et soutiendra le travail de la Konrad-Adenauer-Stiftung en tant que Fellow.

# Interjection



*Interjection*

L'arctic. Entre conflit et coopération

## Nouvelles perspectives sur le Grand Nord

Risques et options pour la politique arctique de l'Allemagne

Knut Abraham

Jusqu'à présent, la politique arctique de l'Allemagne a consisté en grande partie en déclarations d'intention concernant la protection de l'environnement et le multilatéralisme. Cela doit changer : après tout, la Russie adopte également une position de plus en plus conflictuelle dans l'Arctique, où elle poursuit un renforcement militaire. Dans le même temps, la Chine adopte également une approche plus ambitieuse dans la région. Pour cette raison, la sécurité doit jouer un plus grand rôle dans les délibérations de l'Allemagne sur l'Extrême-Nord à l'avenir.

---

Les ours polaires, les aurores boréales et une étendue infinie de blanc sont ce que la plupart des gens associent à l'Arctique. Politiquement, la région la plus septentrionale du monde n'a pas suscité beaucoup d'intérêt de la part de l'Allemagne à ce jour. Par le biais du Conseil de l'Arctique, les États arctiques ont tenté d'éloigner les tensions géopolitiques de la région depuis 1996, cherchant plutôt à régler pacifiquement les intérêts divergents entre les États.

Pendant la guerre froide, l'Arctique avait un rôle clé à jouer sur le plan militaire, en tant que distance de vol la plus courte pour les missiles et bombardiers intercontinentaux stratégiques entre l'Union soviétique et l'Amérique du Nord passe au-dessus du pôle Nord. L'Union soviétique a également caché des sous-marins avec une capacité nucléaire de seconde frappe sous la glace arctique. D'énormes radars ont été utilisés comme système d'alerte précoce pour l'approche des missiles et des bombardiers. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev préconise de faire de l'Arctique une « zone de paix » lors d'un voyage dans la péninsule de Kola en 1987 à propos de ses efforts de réforme, cela a suscité des espoirs, et c'est de cette idée qu'est né le Conseil de l'Arctique en 1996.

Cet organisme est un forum intergouvernemental qui réunit les huit États arctiques – le Danemark (avec le Groenland), la Finlande, l'Islande, le Canada, la Norvège, la Fédération de Russie, la Suède et les États-Unis (avec l'Alaska) – ainsi que plusieurs États observateurs, dont l'Allemagne, les organisations observatrices et six organisations représentant les peuples autochtones. Jusqu'à présent, des groupes de travail conjoints ont abordé des questions telles que la protection de l'environnement, le développement durable et les catastrophes.

gestion dans l'Arctique. Conformément à l'idée de «l'exception arctique», notamment dans le but d'assurer également la coopération avec la Russie, la question de la sécurité a été délibérément laissée de côté. Cela s'est également reflété dans la politique arctique de l'UE jusqu'à présent.

De plus, la stabilité régionale repose sur un réseau d'accords qui réglementent la navigation et la gestion des ressources. La plus importante d'entre elles est la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) de 1982, qui détermine les droits d'utilisation et de contrôle de l'océan Arctique et des eaux adjacentes et a jusqu'à présent évité de nombreux différends dans cette région.

De nouvelles problématiques apparaissent désormais sur les routes maritimes telles que le passage du Nord-Ouest à travers l'archipel canadien et la route maritime du Nord le long des côtes russes, où la fonte des glaces libère de plus en plus l'accès durant l'été. L'ouverture partielle de ces routes a conduit des acteurs comme la Chine à accroître leur présence dans la région ces dernières années et à y investir de manière continue. Plus récemment, les garde-côtes américains ont détecté à plusieurs reprises des navires de guerre chinois et russes opérant ensemble dans la zone économique exclusive (ZEE) américaine autour de l'Alaska.<sup>1</sup>

Encore insignifiante sur le plan économique et rarement utilisée, la route maritime du Nord raccourcit le trajet des navires marchands entre l'Europe et l'Asie, réduisant potentiellement les coûts de carburant d'environ 20 %. Pourtant, les coûts totaux, y compris la bureaucratie, sont nettement plus élevés que ceux encourus en utilisant le

Route du canal de Suez, par exemple. La clause arctique de l'UNCLOS, qui vise en fait à promouvoir la protection et la sécurité de l'environnement, est invoquée par la Russie et le Canada pour étendre leurs droits souverains à des eaux qui ne sont que par intermittence recouvertes de glace. Cependant, la clause arctique de l'article 234 de la CNUDM n'autorise que « des lois et réglementations non discriminatoires pour la prévention, la réduction et le contrôle de la pollution marine par les navires dans les zones couvertes de glace à l'intérieur des limites de la zone économique exclusive ».

De nouvelles connaissances sur les plaques continentales pourraient conduire à remettre en question les limites territoriales précédemment convenues.

Pourtant, la Russie a adopté une loi en mars 2019 obligeant les gouvernements étrangers à donner un préavis de 45 jours avant de franchir le passage du Nord-Est<sup>2</sup>. Cela restreint la liberté de navigation et est conforme à l'approche de la Russie consistant à réserver la route principalement à son propre usage. Les États-Unis, l'UE et la Chine classent les eaux en dehors de la zone des douze milles qui ne sont pas couvertes de glace comme des eaux internationales. En 1988, le Canada et les États-Unis ont signé un accord de coopération dans l'Arctique dans lequel ils ont convenu que les navires américains ne navigueraient dans les eaux revendiquées par le Canada qu'après s'être enregistrés auprès de la Garde côtière canadienne.<sup>3</sup>

Des règles claires s'appliquent aux détroits et aux voles internationaux libres de glace. eaux : l'application de ces

règles est important pour le transport maritime international et donc pour l'Allemagne aussi. Les États-Unis mènent à plusieurs reprises des opérations de «liberté de navigation» dans des eaux revendiquées illégalement telles que la mer de Chine méridionale pour contester des revendications maritimes excessives. Pour que les navires allemands puissent également circuler librement dans les eaux internationales, il pourrait devenir nécessaire pour l'Allemagne d'insister sur ce droit à l'avenir.

La Russie surveille la dorsale de Lomonossov dans l'océan Arctique depuis des décennies. En 2001,



La Russie a déclaré une zone de 1,2 million de kilomètres carrés, qui comprend la dorsale de Lomonossov et le pôle Nord, en tant que plateau continental étendu. Toutefois, un plateau continental étendu ne peut pas s'étendre à plus de 350 milles marins de la ligne de base de l'État côtier et ne peut s'étendre à plus de 100 milles marins au-delà de la ligne de profondeur d'eau de 2 500 mètres. Revendiquer une dorsale sous-marine de 2 000 kilomètres comme plateau continental et inclure le pôle Nord à 4 300 mètres de profondeur



L'atout le plus important de Moscou dans l'Arctique : la Flotte du Nord russe joue un rôle crucial, notamment pour assurer sa capacité nucléaire de seconde frappe. Photo : © Lev Fedoseyev, TASS, dpa, picture alliance.

une parodie du concept de plateau continental.<sup>4</sup> Dans de tels cas, la Commission des Nations Unies sur les limites du plateau continental ne peut que faire une recommandation comme base pour arriver à un accord politique. De nouvelles connaissances sur les plaques continentales et les îles révélées par la fonte des calottes glaciaires pourraient également conduire à remettre en question les limites territoriales précédemment convenues. Dans le

Déclaration d'Ilulissat de mai 2008, les États polaires se sont engagés à respecter les principes de l' UNCLOS dans la résolution des revendications qui se chevauchent dans la région. En raison des violations par la Chine du droit maritime en mer de Chine méridionale et de la Russie guerre d'agression en Ukraine, cependant, il est peu probable que le recours aux accords internationaux suffise à prévenir les conflits d'intérêts opposés à l'avenir.

La fin de l'exceptionnalisme arctique et les efforts militaires de la Russie

La période de coexistence largement pacifique depuis la fin de la guerre froide est désormais révolue. Gouvernements du monde occidental ont été poussés à l'action par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine qui a débuté en février 2022, précédée d'ultimatums lancés aux États-Unis et à l'OTAN. Espère que même les relations avec des États autoritaires comme la Russie et la Chine

pourraient être fondés sur des règles et réglés exclusivement par voie diplomatique ont été déçus, la Russie ne s'étant pas laissée dissuader par des menaces de sanctions. Mars 2022 a vu la fin de la coopération avec la Russie, qui présidait le Conseil de l'Arctique. La recherche coopérative dans l'Arctique a été interrompue; en conséquence, la zone arctique de la Fédération de Russie ne peut plus être utilisée pour la recherche conjointe. En juin 2022, la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Islande, le Canada, la Norvège et les États-Unis ont néanmoins décidé de reprendre les travaux du projet sans la Russie.

### Le principal objectif de la Russie dans l'Arctique est d'assurer une capacité nucléaire de seconde frappe.

Il y avait de nombreuses indications que le président Vladimir Poutine était sérieux quant à ses ambitions de superpuissance et sa quête d'expansion impériale. Depuis 2014, la Russie a adopté une position plus conflictuelle dans l'Arctique et a masqué et étendit activement ses capacités militaires. La région reste peu développée en termes d'infrastructures, les ressources financières de la Russie sont limitées et le déclin démographique s'aggrave.<sup>5</sup> Néanmoins, les mesures prises par le régime russe en Ukraine montrent que ses ambitions de superpuissance et son expansion impériale sont plus importantes pour lui que le bien-être de la population – en particulier celle des minorités nationales.

La Russie a trois objectifs principaux dans l'Arctique : le plus important d'entre eux est de s'assurer que le

Flotte sous-marine russe sur la péninsule de Kola dispose d'une capacité nucléaire de seconde frappe. Le deuxième objectif est d'accéder aux eaux de l'Atlantique Nord et de l'Arctique européen. Le troisième est de fournir une couverture militaire pour la poursuite des intérêts économiques et des projets d'investissement russes, notamment pour garantir l'utilisation commerciale de l'Arctique. route entre l'Asie et l'Europe, qui sera libre de glace à l'avenir.<sup>6</sup>

L'outil le plus important de Moscou à cet égard est la Flotte du Nord. Il dispose également d'unités de combat nouvellement créées avec un total de 6 000 hommes et de systèmes modernes de défense aérienne sur les côtes nord, sans parler des systèmes de transport, de reconnaissance, de communication et de commandement. Plusieurs des systèmes développés spécialement pour l'Arctique ont déjà été repérés et détruits en Ukraine<sup>7</sup>. La Russie construit des brise-glaces à propulsion nucléaire, permettant également aux militaires d'accéder à des régions éloignées. D'anciennes bases militaires et aéroports ont été réactivés et modernisés, comme ceux de l'île de Novaya Zemlya et des îles de Nouvelle-Sibirie. En 2007, une expédition sous-marine a placé un drapeau russe sur le fond marin au pôle Nord - comme symbole des revendications de souveraineté russe.

### Changement climatique et économie Importance de la région

L'étendue de la glace de mer de l'Arctique a diminué de moitié environ au cours des quatre dernières décennies à la suite de ce changement de compagnon. Des gisements de matières premières autrefois inaccessibles peuvent maintenant être exploités plus facilement et de nouveaux secteurs économiques peuvent être établis dans l'Arctique. Les technologies modernes permettent même une extraction plus efficace des matières premières sous la glace.<sup>8</sup> Les secteurs économiques concernés dans l'Arctique sont l'énergie, les ressources terrestres non énergétiques, la navigation, la pêche, le tourisme, l'agriculture et le bétail. On peut supposer qu'il existe encore de nombreuses matières premières non découvertes sous la glace qui pourrait susciter l'intérêt.

La Russie est particulièrement dépendante des revenus du secteur des matières premières : ce secteur offre des avantages particuliers dans une kleptocratie dominée par les oligarques – avantages qui sont exploités





Montrant le drapeau dans le Grand Nord : le secrétaire général Jens Stoltenberg rencontre des soldats de l'OTAN lors de l'exercice Cold Response 2022 en Norvège. Quelques semaines plus tôt, la Russie avait envahi l'Ukraine. Photo : © Annika Byrde, AP, alliance d'images.

par la classe dirigeante et qui servent à maintenir la stabilité du régime. Mais l'exportation de ces ressources ne sert pas seulement à enrichir les individus ; il génère également les fonds nécessaires pour augmenter les dépenses militaires. En revanche, la Chine a également besoin de ces ressources à des fins de production économique et de consommation privée.

La Russie et la Chine ont donc toutes deux des intérêts étatiques particulièrement forts à étendre leurs sphères d'influence dans l'Arctique et à exploiter les abondantes ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, les métaux et le poisson. Ces intérêts étatiques se heurtent aux intérêts largement privés des pays occidentaux industrialisés – et pour ces derniers également, la préservation des écosystèmes précieux et les intérêts des populations indigènes ne sont pas toujours la principale préoccupation. C'est pourquoi les accords internationaux exécutoires continueront d'être importants à l'avenir.

En outre, l'isolement de la Fédération de Russie devrait, à terme, rendre Moscou plus dépendante économiquement et techniquement de Pékin, ce qui pourrait renforcer

L'influence de la Chine dans la zone arctique russe et conduire à un développement intensifié des projets d'infrastructures polaires en lien avec les Routes de la Soie chinoises. La fermeture des ports de l'UE aux navires russes à la suite des sanctions reste significative à cet égard. Pour cette raison, la route arctique pourrait devenir un lien important entre la Russie et l'Asie, comme l'illustrent les récentes expéditions de pétrole de la Russie vers la Chine.

#### Recommandations politiques pour le gouvernement allemand

Compte tenu des politiques expansionnistes russes et chinoises et du changement climatique, la politique arctique de l'Allemagne devrait être adaptée et complétée par des aspects sécuritaires. Jusqu'à présent, il y a eu principalement des déclarations d'intention dans les domaines de la protection de l'environnement et du multilatéralisme, mais peu de choses ont changé.

Par rapport à ses partenaires, l'Allemagne a jusqu'à présent été principalement impliquée dans des activités scientifiques et de recherche dans l'Arctique. Grâce à son statut d'observateur officiel au Conseil de l'Arctique, il

prend cependant part aux réunions des groupes de travail et, en tant que signataire du traité de Svalbard, il a le droit d'utiliser économiquement l'archipel norvégien dans l'Arctique. En raison de son volume commercial important, l'Allemagne dépend d'un accès libre à la mer et de routes maritimes sûres. Une grande partie de l'énergie de l'Allemagne est importée par voie maritime et 60 % du commerce allemand est transporté par bateau. Ce commerce oblige la Russie et la Chine à respecter les accords internationaux et les décisions des tribunaux à compétence internationale. Cependant, ils sont de moins en moins disposés à le faire. Les deux pays ont violé à plusieurs reprises le droit international unilatéralement et sans préavis. Sous le régime actuel, il est peu probable que la Russie respecte les accords. Il en va de même pour la Chine : la situation en mer de Chine méridionale ou autour de Taiwan, par exemple, pourrait potentiellement dégénérer et déboucher sur une autre guerre.

## L'OTAN prévoit une plus grande implication dans l'Arctique et est prête à y accroître sa présence.

C'est pourquoi l'endiguement de la puissance russe et chinoise présente également un intérêt dans l'Arctique. Les deux puissances doivent être découragées de modifier unilatéralement ou bilatéralement le statu quo. Comme dans le cas du Danemark et des États-Unis en vert terrestres, des investissements stratégiques de l'Occident devraient être entrepris pour empêcher la Chine de construire de nouvelles bases et de créer des dépendances économiques par le biais d'investissements dans les infrastructures. Dans la mesure du possible, la Chine devrait être impliquée de manière responsable afin que le monde libre puisse fixer les règles - et non le Parti communiste chinois. Cela nécessite une volonté politique, une position commune vis-à-vis de la Chine et de la Russie et des instruments de dissuasion militaire.

L'OTAN organise régulièrement des exercices dans le Grand Nord, et l'Allemagne y participe.

Selon le secrétaire général Jens Stoltenberg, l'Alliance prévoit une plus grande implication dans l'Arctique et devrait accroître sa présence

là. Après avoir servi de forum pour les questions arctiques à partir de 2002, le Conseil OTAN-Russie a aujourd'hui cessé ses travaux, il est donc de plus en plus nécessaire d'organiser la sécurité dans l'Arctique contre la Russie. C'est également l'objet de la Table ronde des forces de sécurité de l'Arctique et de la Coopération nordique de défense (NORDEF), qui regroupe les cinq États arctiques du nord de l'Europe, à savoir le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède.

L'adhésion à l'OTAN récemment officialisée de la Finlande et la probable future adhésion de la Suède à l'OTAN rendront le flanc nord de l'OTAN plus sûr, car les deux pays disposent de forces armées puissantes. La Russie a retiré ses forces aptes à l'Arctique de la frontière avec la Finlande et la Norvège ; ceux-ci ont depuis été déployés en Ukraine et ont subi de lourdes pertes<sup>9</sup>. Le retrait montre que la Russie ne considère pas ses frontières avec l'OTAN comme menacées, contredisant ainsi la rhétorique du Kremlin se disant menacée par l'OTAN.

Afin d'évaluer la situation dans l'Arctique, l'OTAN doit avoir une vue d'ensemble de la situation dans les airs, dans la mer, sous l'eau et sur les fonds marins, en particulier autour des infrastructures critiques. Pour cela, il a besoin des capteurs et de l'infrastructure de communication appropriés.

Étant donné que des capacités très spécialisées sont nécessaires dans l'Arctique, il est important de reconnaître les capacités dont pourraient disposer les adversaires potentiels, tels que les sous-marins spécialisés russes ou chinois, afin de rendre les opérations visibles au public et, si nécessaire, d'empêcher toute mission d'être effectuée. L'OTAN elle-même doit avoir les capacités d'opérer et d'intervenir dans l'Arctique si cela s'avérait nécessaire.

Il y a un besoin urgent de protection des infrastructures critiques sur les côtes, en mer et sur les fonds marins, et l'OTAN a besoin d'équipements appropriés à cette fin : brise-glaces, sous-marins dotés de capacités spéciales pour mener des opérations sur les fonds marins, très longs -des drones sous-marins durables , des navires et des avions de patrouille maritime aptes à l'Arctique , ainsi que des forces spéciales.

Dans l'ensemble, il serait logique pour l'Europe

États-Unis à devenir moins dépendants des capacités militaires des États-Unis, qui sont maintenant devenus pratiquement indispensables pour toutes ces opérations. Le gouvernement allemand devrait proposer le développement de capacités conjointes dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'OTAN et de l'UE, l'acquisition du matériel nécessaire et, si nécessaire , son déploiement.

### L'Allemagne est désormais également appelée à apporter une contribution militaire dans l'Arctique.

---

Le Danemark a déjà réagi en supprimant sa clause de non-participation à la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE et en augmentant considérablement son budget militaire pour renforcer la surveillance aérienne et maritime des importantes voies maritimes autour du Groenland. La Finlande, elle aussi, considère la sécurité dure comme un critère clé pour la croissance économique et la stabilité dans l'Arctique, en maintenant des forces armées très puissantes ainsi qu'une infrastructure résiliente.

L'Allemagne est maintenant également appelée à apporter une contribution militaire dans l'Arctique. La marine allemande exige des capacités pour les opérations sous-marines et sur les fonds marins depuis des années, par exemple, mais a été repoussée à maintes reprises. La flotte allemande ne compte plus que six sous-marins, tandis que la Russie a fait passer sa flotte de sous-marins de 13 à 60 depuis 2014<sup>10</sup>. Les réductions annoncées des achats à payer sur le fonds spécial institué pour les forces armées affectent principalement la marine allemande. Il serait erroné de supprimer des capacités telles que l'avion de patrouille maritime P-8 Poseidon ou le système interactif de défense et d'attaque (IDAS), qui peuvent être utilisés pour contrer les menaces d'avions, d'hélicoptères et d'autres navires à partir d'un sous-marin : ceux-ci sont hautement également pertinents dans l'Arctique. Avec un budget de la défense en baisse et un fonds spécial depuis longtemps affecté à d'autres fins, la situation ne s'améliorera pas à moyen terme. Il est grand temps que le chancelier fédéral Olaf Scholz agisse selon son Zeiten wende et appuie ses paroles par des actes.

Dans le même temps, l'UE devrait envisager de promouvoir également l'exploration de l'Arctique dans le secteur civil afin de protéger les écosystèmes clés. Il est également important de comprendre les conséquences du changement climatique, car elles sont particulièrement drastiques dans l'Arctique.

L'exploitation minière ou l'extraction de matières premières nécessite une prudence particulière dans l'Arctique, car les écosystèmes se régénèrent beaucoup plus lentement que sous nos latitudes en cas de fuite de pétrole brut, par exemple.

La protection du milieu naturel particulièrement fragile est d'une importance primordiale. Il est également menacé par des problèmes d'héritage sous la forme d'épaves de sous-marins russes sur le fond marin de

L'arctique. Si nous voulons léguer à nos enfants une planète digne d'être vécue, l'agenda allemand et international doit inclure une réponse à la contamination militaire, au manque de normes environnementales et à leur mise en œuvre, aux vieilles munitions sur les fonds marins et au déversement de déchets toxiques.

En raison de la transition énergétique et de l'arrêt quasi total des livraisons d'énergie de la Russie vers l'Europe, il convient également de réfléchir à la manière dont l'exploitation des ressources fossiles dans l'Arctique pourrait être limitée ou du moins réalisée de manière écologiquement responsable. Il en va de même pour la pêche industrielle et la prévention de nouvelles sources de contamination, comme celle causée par les réacteurs nucléaires flottants. Comme nous pouvons le voir, il y a beaucoup de questions controversées à négocier avec un gouvernement russe après la guerre afin de prévenir ou de réparer les dommages environnementaux à grande échelle.

Dans le même temps, il reste judicieux et nécessaire pour l'Allemagne de renforcer les instances internationales, même sans l'implication de la Russie, et de travailler sur des projets communs.

- traduit de l'allemand -

---

**Knut Abraham** (CDU) est député du Bundestag de Brandebourg. Il est membre de la commission des affaires étrangères, de la commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

- 1 Schreiber, Melody 2022 : Un navire de la garde côtière américaine a rencontré de manière inattendue des navires de guerre chinois et russes au large de l'Alaska, ArcticToday, 26 septembre 2022, dans : <https://bit.ly/3lgjTxT> [21 février 2023].
- 2 Paul, Michael 2020 : Arktische Seewege. Zwiespältige Aussichten im Nordpolarmeer, SWP-Studie 2020/S 14, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, 23 juillet 2020, dans : <https://bit.ly/3RMdFKG> [10 février 2023].
- 3 Gouvernement du Canada 1988 : Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération dans l'Arctique, E101701 – CTS No. 1988/29, 11 Jan 1988, in : <https://bit.ly/3lmeG7K> [ 6 mars 2023].
- 4 Jenisch, Uwe 2010 : Renaissance des Meeresbodens – mineralische Rohstoffe und Seerecht – Teil 1, in : NordÖR, Zeitschrift für öffentliches Recht in Norddeutschland 10, p. 378, dans : <https://bit.ly/3mw19Ux> [ 14 avril 2023].
- 5 Kullik, Jakob 2021 : Eugène Rumer/Richard Sokolsky/Paul Stronski : La Russie dans l'Arctique – Un examen critique. Washington, DC : Carnegie Endowment for International Peace, mars 2021, SIRIUS – Zeitschrift für Strategische Analysen 5 : 3, 24 août 2021, dans : <https://bit.ly/3lkrRGs> [21 février 2023].
- 6 Idem.
- 7 Malyasov, Dylan 2023 : La Russie a perdu son rare système de défense aérienne de l'Arctique en Ukraine, Blog de la Défense, 2 février 2023, dans : <https://bit.ly/3kbaXCb> [21 février 2023].
- 8 Leskien, Sebastian 2019 : Das Wirtschaftspotential der Arktis im Überblick, Hintergrundanalyse, German Arctic Office, Alfred Wegener Institute, novembre 2019, dans : <https://bit.ly/3xF4wdB> [21 février 2023].
- 9 Brennan, David 2022 : La frontière mutilée de la Russie Les unités pourraient mettre des années à se rétablir : officiel finlandais, Newsweek, 2 octobre 2022, dans : <https://bit.ly/3lmfOU> [21 février 2023].
- 10 Von Hammerstein, Konstantin 2018 : Die Geisterflotte, Der Spiegel, 9 avril 2018, dans : <https://bit.ly/3Z7HBTX> [21 février 2023].



[L'arctic. Entre conflit et coopération](#)

# Le bouclier fondant

L'Arctique russe comme hotspot géopolitique

Thomas Kunze / Leonardo Salvador

Le Grand Nord a traditionnellement été d'une grande importance pour la Russie<sup>1</sup>, non seulement en tant que réservoir de matières premières, mais aussi en termes de politique de sécurité. Si la fonte des glaces ouvre de nouvelles opportunités économiques à Moscou, elle prive aussi le pays d'une protection naturelle contre les attaques militaires. En conséquence, la remilitarisation de l'Arctique russe bat son plein.

Le changement climatique facilite l'extraction des ressources dans l'Arctique et entraîne également une navigabilité étendue de la route maritime du Nord dans le cadre du passage du Nord-Est en raison de la fonte des glaces. Cela modifie les réalités géopolitiques dans la région arctique. Dans un contexte de concurrence mondiale, la Russie tente depuis un certain temps d'exploiter de nouvelles opportunités dans l'Arctique, mais l'invasion de l'Ukraine par ses troupes le 24 février 2022 a laissé Moscou dans un état d'isolement en matière de politique étrangère qui a également un impact sur ses ambitions dans le Grand Nord. Les sanctions mettent en jeu l'avenir de projets clés - une situation que la Chine en particulier pourrait exploiter pour réaliser ses ambitions de sécularisation dans l'Arctique. Cependant, un autre aspect recèle un potentiel supplémentaire de tensions dans les années à venir : alors que la route maritime du Nord s'annonce de plus en plus praticable, la question se pose du statut juridique de cette route commerciale.

#### Le pouvoir de la géographie

La Fédération de Russie est le plus grand État littoral de l'Arctique, la superficie totale des territoires arctiques russes s'élevant à quelque cinq millions de kilomètres carrés. La région arctique russe est habitée par environ 2,4 millions de personnes<sup>2</sup>. Quatre des cinq plus grandes villes de l'Arctique se trouvent dans la Fédération de Russie, y compris le port maritime clé de Mourmansk. Au sein de l'Arctique russe lui-même, cependant, il existe des différences significatives, notamment en termes d'infrastructures. Alors que la péninsule de Kola près de Mourmansk, l'Oural polaire près de Salekhard et le Yamal La péninsule est relativement bien développée avec des lignes de chemin de fer, des routes et des ports en eau profonde, à l'est du fleuve Ienisseï, ni routes ni voies ferrées ne mènent au désert polaire du Taymyr

Péninsule, les marécages et les montagnes du nord de Sakha ou la péninsule de Chukchi. De nombreux ports, colonies et installations militaires de cette partie de l'Arctique russe ne sont accessibles que par voie aérienne ou maritime. La route maritime du Nord offre la possibilité de développer davantage ces zones à des fins civiles et militaires ainsi qu'une option pour établir une voie de transport transcontinentale alternative pour les livraisons d'énergie et le flux de marchandises.

#### Aperçu historique

L'histoire du développement de la région arctique est toujours séculaire et se situe dans l'Arctique géopolitiques. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les explorateurs anglais et hollandais échouèrent dans leurs tentatives de trouver une route maritime vers l'Asie via le passage du Nord-Est. Cependant, les marchands britanniques ont trouvé que le passage était une route maritime utilisable vers la mer Blanche et le port russe d'Arkhangelsk - cette ville portuaire sur la Dvina du Nord était le seul accès de la Russie à la haute mer à l'époque. Le commerce à travers l'Arctique a permis aux navires russes et anglais de contourner la mer Baltique, où les ports étaient contrôlés par les Suédois, les Danois et la Ligue hanséatique allemande. Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, la nouvelle route commerciale a conduit à la fondation de la Muscovy Company, une société anglaise dédiée au commerce avec la Russie. Londres commença à s'intéresser au nord de la Sibérie. Afin d'empêcher l'expansion économique anglaise vers l'embouchure de l'Ob, Michel Ier, le premier tsar de la dynastie des Romanov, interdit l'utilisation de la route maritime arctique vers la Sibérie à partir de 1620. En conséquence, la route arctique tombe dans

Lorsque la Grande Guerre du Nord a pris fin en 1721, la Russie - sous Pierre le Grand - établit

Fig. 1 : Route maritime du Nord et route maritime transpolaire



Source : propre illustration basée sur Dutzmann, Silke 2011, ici dans : Agence fédérale pour l'éducation civique (bpb) 2013 : Karte : Der nördliche Seeweg, dans : <https://bpb.de/172284> [ 17 février 2023]. Carte : © Peter Hermes Furian, AdobeStock.

lui-même comme une puissance de la mer Baltique et hégémon dans le nord-est de l'Europe. Cela a également conduit à une diminution de l'importance d'Arkhangelsk en tant que ville portuaire. L'exploration de l'Arctique s'est poursuivie au cours des siècles qui ont suivi, mais en dehors du commerce des fourrures et de la pêche, une exploitation économique plus étendue n'a pas été possible en raison des conditions climatiques. Pendant longtemps, le plus grand obstacle à l'exploitation économique de l'Arctique a été le manque

des infrastructures. Jusqu'à la construction du Transsibérien (1891 à 1916), toute la Sibérie était largement dépourvue de voies de transport, et ce fut encore plus le cas dans l'Arctique. Aujourd'hui, la plus grande ville du cercle polaire arctique et le port arctique le plus important de Russie, Mourmansk, n'a été fondée qu'en 1916, pendant la Première Guerre mondiale. Depuis la chute de l'empire allemand, le transport à travers le

La mer Baltique, l'aide et les armements destinés à la Russie en provenance de l'Entente<sup>3</sup> ne pouvaient être acheminés que par le passage du Nord-Est, qui retrouvait ainsi une importance géostratégique et militaire. Les armements alliés ont également atteint l'Union soviétique via cette route pendant la Seconde Guerre mondiale. La tentative du Reich allemand de bloquer cette voie d'approvisionnement en 1942 - l'opération Wunderland - fut un échec.

### La Russie a profité de son appartenance au Conseil de l'Arctique, fondé en 1996, pour se positionner comme une nation arctique de premier plan.

#### Extraction de ressources minérales en Russie

Arctique a commencé relativement tard. L'extraction des matières premières n'a commencé que dans les années 1930 sous le régime tyrannique de Joseph Staline. Dans le même temps, une route maritime a été ouverte à travers l'océan Arctique. En 1932, le brise-glace Alexander Sibiryakov a parcouru le passage du Nord-Est pour la première fois sans passer l'hiver en route. La même année, la direction générale de la route maritime du Nord a été fondée – et la route maritime du Nord est née. Avec le déploiement de centaines de milliers de travailleurs forcés, l'infrastructure nécessaire à l'utilisation de la route maritime dans la région arctique russe a été créée dans les années qui ont suivi, ce qui signifie que même des gisements de matières premières éloignés sont devenus accessibles pour la première fois. La plupart des ports de cette région ont été établis durant cette période.

Dès lors, la route maritime du Nord a principalement servi de voie navigable à l'intérieur de la Russie pour atteindre les sites d'extraction de l'Arctique.

La mort de Staline mit momentanément fin à tout nouveau développement d'infrastructures dans l'Arctique, de grands projets tels que la construction d'un chemin de fer polaire demeurant inachevés<sup>4</sup>. Ce qui suivit concerna principalement l'entretien technique des structures existantes.

La mise en service des brise-glaces à propulsion nucléaire à la fin des années 1950 a également assuré un trafic maritime régulier le long de la mer du Nord.

Itinéraire. Pendant la guerre froide, l'Arctique a joué un rôle clé en termes de politique de sécurité car les blocs hostiles étaient particulièrement proches dans cette région. Des sous-marins stratégiques armés de missiles balistiques naviguaient sous la glace et étaient difficile à localiser, donnant aux deux camps la possibilité d'une frappe nucléaire.

La voie maritime a été ouverte à la navigation civile en 1991. Cependant, en raison du chaos économique et politique qui a suivi la fin de l'URSS, l'entretien de l'infrastructure arctique s'est effondré. Le résultat a été une migration généralisée des régions arctiques, avec la fermeture d'installations militaires et d'aérodromes. Il y a ensuite eu un regain d'intérêt pour l'Arctique après le début de la reconstruction de l'État

mesures en Fédération de Russie à partir des années 2000. Le retour de la Russie dans l'Arctique

a été marquée de manière démonstrative par l'expédition Pôle Nord Arktika 2007 : il s'agissait pour un sous-marin d'atteindre pour la première fois les fonds marins du Pôle Nord et d'y planter un drapeau russe. L'utilisation de la route maritime du Nord est devenue de plus en plus une priorité pour le gouvernement russe, le changement climatique y étant un facteur contributif non négligeable.

#### La Russie au Conseil de l'Arctique

La Russie a profité de son appartenance au Conseil de l'Arctique<sup>5</sup>, fondé en 1996, pour se positionner comme une nation arctique de premier plan. Le Conseil cherche en particulier à atteindre un équilibre entre les intérêts des États arctiques et de la population indigène, ainsi qu'à protéger l'environnement naturel de l'Arctique. La Russie assure actuellement la présidence du Conseil de l'Arctique jusqu'en mai 2023.

Cependant, en réponse à l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, tous les autres États arctiques ont temporairement suspendu leur participation au Conseil à partir de 2022 - une décision que le ministère russe des Affaires étrangères a qualifiée de « politisée et irrationnelle »<sup>6</sup>. Cela affecte la Fédération de Russie dans un certain nombre de cas. Premièrement, elle nuit à un domaine politique dans lequel l'importance internationale de la Russie est restée largement intacte.



Revendications de grande envergure : En 2007, un sous-marin russe a placé un drapeau sur le fond marin au pôle Nord.

Photo : © ASPOLRF, AP Photo, alliance photo.

D'un point de vue économique, l'avenir des grands projets industriels et des marchés pour la Russie est en jeu. De plus, tous les partenaires occidentaux ont suspendu leur coopération dans le domaine de la science et de la recherche<sup>7</sup>.

D'une part, Moscou cherche donc à souligner qu'à la suite de la (envisagée) Adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède, la Russie sera le seul pays du Conseil de l'Arctique à ne pas appartenir à l'Alliance.

Dans le passé, le statut de non-aligné de Stockholm et d'Helsinki offrait une marge de manœuvre, selon Moscou, mais désormais, une ligne de conduite uniforme de l'OTAN dictée par Washington prévaudra, selon le Kremlin.<sup>8</sup> D'autre part, la Russie est à

essayer de maintenir un semblant de normalité : immédiatement après la suspension des travaux du Conseil de l'Arctique, le pays a envoyé une expédition scientifique appelée Umka-21 sur la Terre François-Joseph, l'archipel le plus septentrional du pays, qui est séparé du monde extérieur par la glace de la Océan Arctique. L'objectif des chercheurs était de dénombrer la population d'ours polaires et de mener des études sur les animaux.<sup>9</sup> L'expédition comportait également un volet militaire.<sup>10</sup> La Russie a également annoncé que malgré la suspension des activités du Conseil de l'Arctique, les travaux du projet Snowflake se poursuivraient sur la partie russe. L'Arctique Snowflake International

La station est prévue comme un complexe autonome à alimenter sur la base d'énergies renouvelables

et hydrogène (sans carburant diesel).<sup>11</sup> Enfin, en août 2022, le président Vladimir Poutine a accueilli les participants au festival « L'Arctique. Briser la glace » à Usinsk – comme si de rien n'était. L'organisation du festival faisait partie des événements prévus sous la présidence russe du Conseil de l'Arctique et se consacre à aider à garder l'Arctique propre.<sup>12</sup>

## L'objectif déclaré de la Russie est d'établir la route maritime du Nord comme voie de transit alternative à la route maritime traditionnelle passant par le canal de Suez

### La Russie et la route maritime du Nord

La route maritime traditionnelle de l'Europe vers l'Asie passe par différents détroits (détroit de Malacca, détroit de Gibraltar) et le canal de Suez. Le blocage du canal de Suez par le porte-conteneurs battant pavillon panaméen Ever Given en mars 2021 a illustré à quel point ces goulots d'étranglement sont vulnérables et comment les crises ou les accidents peuvent avoir un impact sur l'économie mondiale. Ce n'est que six jours après l'accident de navigation que le canal fut à nouveau navigable. La route maritime du Nord diffère fondamentalement de la route traditionnelle en termes de conditions générales. Il mène sur des milliers de kilomètres le long des côtes et des îles russes. Pendant des siècles, les conditions climatiques ont empêché l'utilisation du passage du Nord-Est comme route maritime arctique vers l'Asie. La période de navigabilité limitée signifiait que l'utilisation commerciale n'en valait pas la peine. Depuis, à cause du changement climatique ces dernières années, la navigabilité du passage du Nord-Est a été prolongée jusqu'en septembre, rendant la route maritime du Nord de plus en plus attrayante. À l'heure actuelle, la route est encore relativement peu rentable en raison du besoin de brise-glaces, qui sont coûteux.<sup>13</sup> Cette situation est aggravée par les difficultés de navigation dans l'Arctique. Cependant, les chercheurs prédisent que le passage du Nord-Est pourrait être libre de glace pendant au moins neuf mois dès 2040.<sup>14</sup>

L'objectif déclaré de la Russie est d'établir la route maritime du Nord comme voie de transit alternative à la route maritime traditionnelle passant par le canal de Suez. Lors du Forum économique de l'Est à Vladivostok en 2022, le président Poutine a déclaré que l'Extrême-Orient et l'Arctique étaient les régions où se trouvait l'avenir de la Russie. Non seulement il y avait là des ressources, a-t-il expliqué, mais aussi « un accès à une région du monde qui se développe activement et à un très bon rythme »<sup>15</sup>.

Pour Moscou, cette route revêt une importance à la fois économique et géopolitique. Les gisements de matières premières concentrés dans l'Arctique russe génèrent une part disproportionnellement élevée du produit intérieur brut de la Russie. Mais de nombreux sites de production – comme l'usine de nickel de Norilsk – ne sont pas accessibles par voie terrestre ou ferroviaire, ils expédient donc leur production uniquement via l'océan Arctique. Dès le début, l'extraction des ressources dans l'Arctique russe a donc été liée au développement de la route maritime du Nord. Outre son importance en termes d'exploitation et de transport de nombreux gisements miniers, cette route est également utilisée pour ce que l'on appelle la « livraison du Nord » : en raison de leur éloignement, Moscou alimente les agglomérations et villes isolées du nord avec des biens de première nécessité avant le début de l'hiver. Par ailleurs, fin octobre 2022, la société spatiale russe Roscosmos a lancé le satellite Spoutnik Skif-D pour alimenter le Grand Nord en internet haut débit.<sup>16</sup>

L'expansion de la route maritime est un aspect important du projet politique de l'administration Poutine de développer la région arctique russe. Une augmentation continue du trafic de marchandises a été observée sur la route maritime du Nord ces dernières années. Néanmoins, les experts sont sceptiques lorsqu'il s'agit de prévisions trop optimistes concernant la navigation commerciale dans l'Arctique.<sup>17</sup> En raison de la guerre contre l'Ukraine et des énormes défis économiques et financiers auxquels la Russie est confrontée à la suite des sanctions occidentales, Moscou est se concentrant actuellement sur d'autres priorités. Néanmoins, l'expansion de la route maritime du Nord devrait se poursuivre. Les dirigeants russes considèrent le projet à la fois comme un moyen de transport indépendant

route et dans le cadre de l'initiative chinoise Belt and Road.<sup>18</sup>

Le passage du Nord-Est, en tant qu'itinéraire de marchandises et de transport, diffère de la route maritime traditionnelle vers l'Asie en ce qu'il se situe entièrement dans la zone économique exclusive (ZEE) de la Russie. Cela signifie que la Fédération de Russie a, dans une certaine mesure, des droits souverains et une juridiction dans cette partie de l'océan Arctique en vertu de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS). De plus, les conditions climatiques extrêmes ici signifient également que la Russie doit maintenir la route maritime, ce qui implique de fournir des brise-glaces, des stations météorologiques et des bases de sauvetage en mer. Cela a des conséquences

conséquences pour le transport maritime international tant du point de vue du droit international que de la géopolitique.

## Le transport et l'exportation de pétrole, de gaz et de charbon produits dans l'Arctique via la route maritime du Nord ne peuvent s'effectuer que sous pavillon russe.

### Intérêts juridiques conflictuels

Tant que la Russie utilisait la route maritime du Nord principalement comme voie de transport nationale pour atteindre ses sources de matières premières dans l'Arctique, les questions de droit international étaient d'une importance secondaire. Cependant, avec la perspective croissante de son utilisation comme route maritime transcontinentale, des problèmes juridiques se posent. La situation juridique concernant le passage du Nord-Est est complexe et en grande partie une question d'interprétation.

Dans le cadre du droit maritime international, l'UNCLOS régit également la navigation dans l'Arctique, et la Fédération de Russie est l'un des signataires de cette convention. La situation contractuelle

dans la ZEE revêt une importance particulière pour la route maritime du Nord. Bien que les États étrangers aient le droit de naviguer librement dans la ZEE sans notification préalable en vertu de l'article 58 de la CNUDM,<sup>19</sup> la Russie se réserve le droit d'exiger une autorisation préalable pour l'utilisation de la mer du Nord

Route, en invoquant l'article 234 de la CNUDM. Cette clause stipule que les lois et règlements doivent être adoptés et appliqués « pour la prévention, la réduction et le contrôle de la pollution marine par les navires dans les zones couvertes de glace dans les limites de la zone économique exclusive »<sup>20</sup>.

En outre, les pétroliers et les navires marchands empruntant la route maritime du Nord s'appuient sur les informations fournies par les autorités russes compétentes concernant les mouvements des glaces et les conditions météorologiques, et peuvent également dépendre du déploiement de brise-glaces. Suite à l'invasion russe de l'Ukraine, le ministère russe de la Défense a proposé des amendements à la loi sur les eaux intérieures afin de

établir de nouvelles règles régissant le passage des navires étrangers le long de la route maritime du Nord. Le ministère de la Défense juge opportun d'ajouter une clause à la version actuelle de l'accord de loi

à laquelle les navires et bateaux étrangers doivent généralement demander l'autorisation d'utiliser la route maritime du Nord.<sup>21</sup> Une loi de 2017 stipule également que le transport et l'exportation (cabotage) de pétrole, de gaz et de charbon produits dans l'Arctique via la route maritime du Nord ne peut avoir lieu que sous le drapeau russe.<sup>22</sup>

Les vues de la Russie s'opposent à celles de la Chine

et les États-Unis : ces derniers considèrent les routes maritimes transarctiques comme des routes maritimes internationales. Dans de tels cas, le droit de transit (art. 37 UNCLOS) s'applique dans les détroits concernés. En revanche, Moscou considère la route maritime du Nord comme une route maritime nationale. En cas de différend, les dirigeants russes pouvaient invoquer le droit international coutumier, puisque pendant des décennies, les États-Unis ont été le seul pays à contester le statut de la route maritime du Nord en tant que territoire

voie maritime nationale. En outre, Moscou a consolidé sa position par le fait que l'article 7 de la CNUDM sur les lignes de base droites<sup>23</sup> a été appliqué à de nombreux groupes d'îles.<sup>24</sup> Cela fait des détroits entre des groupes d'îles importants de jure des eaux intérieures en vertu de l'article 8(1) de la CNUDM.

De plus, la Russie avance souvent l'argument selon lequel c'est elle qui a permis à la route maritime d'être ouvert et utilisé en premier lieu.

Ces questions juridiques recèlent un potentiel de conflits futurs, puisque la CNUDM laisse beaucoup de place

place à l'interprétation en raison de sa faible densité réglementaire. Le problème fondamental est que certaines parties de la législation maritime internationale ne sont pas clairement formulées. Notamment

pour les zones maritimes couvertes de glace telles que celles du Arctique, il n'y a pas de compréhension uniforme de la loi. C'est donc finalement une question politique de savoir qui peut affirmer sa présence le long de la



Route maritime du Nord. La Russie l'est certainement, et les initiatives et déclarations législatives en cours ne laissent aucun doute sur le fait que Moscou considère que la Route maritime du Nord pour être un passage national.

La dimension géopolitique

Même les toutes premières tentatives des Hollandais et des Anglais pour trouver une route maritime du nord vers l'Asie au XVI<sup>e</sup> siècle étaient basées sur des considérations géopolitiques : le but était de trouver une alternative aux routes maritimes vers l'Asie dominées par le Portugal et les Ottomans.

### La Russie n'a guère les moyens financiers propres de développer des infrastructures arctiques.

---

Au XXI<sup>e</sup> siècle, la montée en puissance de la Chine ouvre de plus en plus le potentiel de la Fédération de Russie pour devenir une puissance de transit entre l'Est et l'Ouest. La géographie place la Fédération de Russie dans une position favorable à l'avenir. On peut supposer que la Russie en fera usage après la fin de la guerre contre l'Ukraine, sinon avant. Les détroits du Passage du Nord-Est – le détroit de Sannikov près des îles de la Nouvelle-Sibérie et le détroit de Vilkitsky près de l'archipel de Severnaya Zemlya – sont tous contrôlés uniquement par la Russie. En cas de conflit, cela demanderait peu d'efforts à la Fédération de Russie

de fermer cette route. Cela sera particulièrement important en cas d'intensification de l'antagonisme sino-américain ou sino-indien.

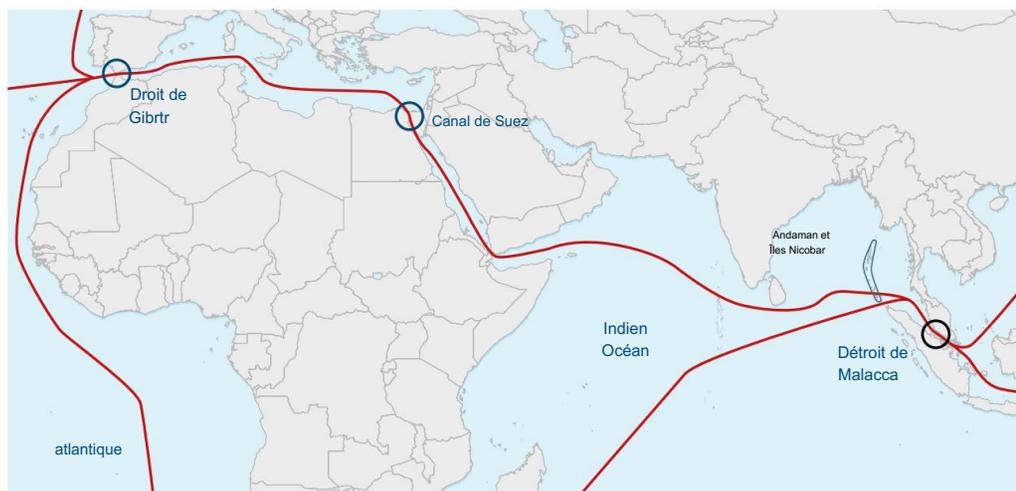
Pour la République populaire de Chine, la route de la mer du Nord offre une alternative à la traditionnelle voie maritime internationale. Ceci est pertinent compte tenu du conflit d'intérêts sino-indien en Asie dans la mesure où la marine indienne pourrait bloquer la navigation chinoise près des îles Andaman – qui appartiennent à l'Inde – en cas de conflit. Quelque chose de similaire s'appliquerait en cas de conflit avec

Un instrument important : la Russie justifie sa revendication des eaux de la route maritime du Nord en se basant sur le fait que son infrastructure, y compris une importante flotte de brise-glaces, garantit que la route est navigable en premier lieu.

Photo : © Denis Kozhevnikov, TASS, dpa, picture alliance.



Fig. 2 : Routes conventionnelles de fret maritime Europe-Asie



Source : propre illustration basée sur shipmap.org. Carte : Terre Naturelle p.

les États Unis. Cette route maritime est cependant vitale pour l'économie chinoise : elle n'est pas seulement utilisée pour exporter des marchandises chinoises mais aussi pour transporter des approvisionnements en pétrole et en gaz vers la Chine. D'un point de vue stratégique, le Passage du Nord-Est permet aussi théoriquement le transfert rapide des navires de guerre du Pacifique vers l'Atlantique Nord et inversement.

La Russie est confrontée à un dilemme en ce qui concerne le développement des infrastructures arctiques : Moscou n'a guère les moyens financiers pour y parvenir, le recours à des investisseurs étrangers est donc inévitable. Stratégiquement, une diversification de ces investisseurs aurait du sens afin d'éviter qu'un seul État ne s'empare unilatéralement de l'Arctique . L'Occident n'est plus un investisseur potentiel à la suite de la guerre russe contre l'Ukraine. En revanche, Pékin est tout à fait disposé à investir dans l'expansion de la route maritime du Nord. L'Inde se positionne également ici : les entreprises indiennes souhaitent s'impliquer dans le développement du champ pétrolier et gazier de Vankor<sup>25</sup>.

Et ce n'est pas tout : alors que l'attention de Moscou se concentre actuellement sur la frontière occidentale, on a récemment signalé de plus en plus que la Chine exerçait son influence sur les républiques nationales et les districts autonomes de l'Arctique russe . Le fait que les nations titulaires de l'Arctique

régions sont des jeux asiatiques entre les mains de la Chine. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'influence de la Chine s'est particulièrement accrue dans la région riche en ressources de Sakha, une région sept fois plus grande que l'Allemagne.

#### La dimension militaire

Outre les défis militaires liés à la guerre russo-ukrainienne, les changements climatiques dans la région arctique posent un ensemble de problèmes entièrement nouveaux pour la Russie en termes de géographie militaire. Pendant des siècles, les glaces éternelles de l'Arctique ont formé une barrière infranchissable aux frontières nord du pays. Cette protection naturelle disparaît peu à peu. Du point de vue de Moscou , les régions frontalières de l'Arctique doivent désormais être contrôlées et même défendues si la

le pire arrive au pire – historiquement parlant, un scénario complètement nouveau. Des opérations ont été menées dans l'Arctique par les Britanniques pendant la guerre de Crimée (1853 à 1856) et par les forces armées allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale, mais elles se sont limitées à une petite zone à l'ouest.

Du point de vue de la Russie, l'ensemble du littoral de l'Arctique devra à l'avenir être maintenu dans un état prêt pour la défense si les installations de production de gaz, les ports, les terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL), les raffineries, les mines et la route maritime du Nord ne doivent pas être abandonnés sans protection militaire.

Le contrôle de cette vaste étendue de terre est rendu plus difficile par sa population clairsemée et ses infrastructures peu développées.

La Russie a entamé un processus de restructuration militaire dans l'Arctique à partir des années 2010.

Les anciennes bases soviétiques étaient dans un état de désolation. En 2014, une unité administrative militaire distincte a été créée pour l'Arctique : le United Strategic Command « Northern Fleet ». De par sa fonction et sa nature, il accomplit les tâches d'un district militaire, incorporant également toutes les îles de l'Arctique. Cela signifie que toutes les formations navales, aériennes et terrestres de Mourmansk à Anadyr sont réunies sous un seul commandement. Son noyau est la Flotte du Nord stationnée près de Mourmansk, qui est considérée comme la plus puissante et la plus moderne des flottes russes, équipée de sous-marins du 955 Borei et du 955A. Classes Borei-A - les tout derniers sous-marins nucléaires stratégiques de quatrième génération.

## L'Arctique russe attire également l'attention en tant que terrain d'essai pour les armes hypersoniques.

La Russie a présenté un nouveau plan de développement de ses forces armées en 2021 qui prévoit une expansion accélérée des infrastructures militaires d'ici 2025.<sup>26</sup> Dans l'Arctique, les anciennes bases aériennes soviétiques Severomorsk-1, Severomorsk-3, Rogachevo, Talagi et Kipleovo (île de Novaja Zemlya, littéralement : « nouvelle terre ») sont également prévus. Il est également prévu de rouvrir la base aérienne militaire de Severo morsk-2, qui a été fermée en 1998. À Nagurskoye (île de Zemlya Aleksandry, littéralement : « terre d'Alexandra »), la mise en place d'une nouvelle base militaire a déjà été achevée en 2020<sup>27</sup>. sont des plans pour étendre les infrastructures dans les colonies de Pechenga, Spoutnik, Alakurtti et Kilpyavr (emplacements des unités de fusiliers motorisés et des unités d'infanterie navale).

L'Arctique russe attire également l'attention en tant que terrain d'essai pour les armes hypersoniques.

En 2019, la Russie y a testé un missile Kinzhal (littéralement : « poignard », nom OTAN : AS-24 Killjoy), qui peut être équipé d'une tête nucléaire, tandis qu'en 2022, un nouveau type de missile hypersonique, le Zircon (NATO nom : SS-N-33), a été lancé depuis la frégate Admiral Gorshkov, qui fait partie de la Flotte du Nord<sup>28</sup>. châssis, ce qui le rend adapté à une utilisation dans le Grand Nord.<sup>29</sup>

Dans l'état actuel des choses, la guerre en Ukraine devrait signifier que la Russie fixera d'autres priorités dans sa politique de défense et sera contrainte de se concentrer sur la production d'armements.

Certaines des troupes stationnées dans l'Arctique auraient été transférées vers d'autres emplacements stratégiques ou seraient déployées en Ukraine<sup>30</sup>.

Dans l'ensemble, cependant, on peut s'attendre à ce que la Russie continue à poursuivre une accumulation intensive d'armements. Le ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu, a annoncé en avril 2022 que la modernisation des infrastructures militaires dans l'Arctique se poursuivrait, ajoutant que des installations y avaient déjà été érigées en 2021<sup>31</sup>. Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité nationale, a déclaré en décembre 2022 que il cherchait à promouvoir « la production des moyens de destruction les plus puissants, y compris ceux fondés sur des principes nouveaux »<sup>32</sup>.

### Conclusion

Dans un avenir proche, la route maritime du Nord ne pourra pas concurrencer la route passant par le canal de Suez, même si son importance en tant que voie de transport de marchandises devrait augmenter. Moscou gagnerait un levier politique grâce à son contrôle de facto du Passage du Nord-Est. Toute escalade de l'antagonisme entre Pékin et Washington aurait un impact inévitable sur l'Arctique. Dans ce cas, les relations avec la Russie seraient déterminantes en termes de capacité de la Chine à projeter sa puissance dans l'Arctique. La Chine possède déjà la plus grande marine du monde, en partie grâce à l'aide russe en matière d'armement.

Cependant, la Russie devra travailler dur pour développer l'infrastructure le long de la route maritime du Nord si elle souhaite étendre davantage ce potentiel. Ici, la Fédération de Russie est dépendante des investisseurs étrangers. Dans la mesure où l'accès aux capitaux occidentaux continue d'être restreint par les sanctions, Moscou sera contraint de recourir aux investissements chinois. Parallèlement à d'autres développements tels que l'augmentation des exportations de gaz vers la Chine et la coopération en matière d'armement, cela devrait renforcer les liens avec Pékin.

## - traduit de l'allemand -

Le Dr Thomas Kunze est le représentant national de la Konrad-Adenauer-Stiftung pour la Russie.

Leonardo Salvador a été assistant de projet au bureau russe de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Moscou jusqu'au début de 2022. Il travaille actuellement pour la fondation à Berlin.

- 1 Kunze, Thomas / Salvador, Leonardo 2021 : Russlands Arktis, Länderberichte, Konrad-Adenauer-Stiftung, 16 décembre 2021, dans : <https://bit.ly/40ArEHq> [8 décembre 2022].
- 2 Kluge, Janis / Paul, Michael 2021 : Analyse : Russlands Arktis-Strategie bis 2035 – Große Pläne und ihre Grenzen, Agence fédérale pour l'éducation civique (bpb), 10 août 2021, dans : <https://bpb.de/338050> [12 déc 2022] ; Kluge, Janis / Paul, Michael 2020: Russia's Arctic Strategy through 2035. Grand Plans and Pragmatic Constraints, SWP Comment 2020/C 57, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP), 26 novembre 2020, dans : <https://bit.ly/3ZcvQfn> [12 décembre 2022].
- 3 Alliance entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France.
- 4 Kunze, Thomas 2008 : Russlands Unterwelten. Eine Zeitreise durch geheime Bunker und vergessene Tunnel, Berlin, pp. 144 ff.
- 5 Ministère fédéral allemand de l'environnement, Nature Conservation, Nuclear Safety and Consumer Protection (BMUV) 2013 : The Arctic Council, dans : <https://bmuv.de/WS2836-1> [12 décembre 2022]. Outre les cinq États riverains de l'Arctique que sont le Danemark (pour le Groenland), le Canada, la Norvège, la Russie et les États-Unis, les membres du Conseil comprennent également l'Islande, la Suède et la Finlande. L'Allemagne est l'un des États observateurs permanents, avec la France, la Pologne, l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et Singapour. Les représentants de la population autochtone de la région arctique jouent un rôle particulier en tant que « participants permanents ».
- 6 RIA Novosti 2022 : МИД назвал решение Арктического совета приостановить работу нерациональным (Le ministère des Affaires étrangères a qualifié d'irrationnelle la décision du Conseil de l'Arctique de suspendre les travaux), 4 mars 2022, dans : <https://bit.ly/3WkQhoD> [12 décembre 2022].
- 7 Paul, Michael 2022 : Répercussions arctiques de l'invasion de la Russie. Council on Pause, Research on Ice and Russia Frozen Out, SWP Comment 2022/C 39, SWP, 10 juin 2022, dans : <https://bit.ly/3EU3Xka> [12 décembre 2022].
- 8 Abdullin, Renat 2022 : « Пути назад нет ». У России хотят отобрать Арктику ("Il n'y a pas de retour en arrière." Ils veulent prendre l'Arctique à la Russie), RIA Novosti, 21 juillet 2022, sur : <https://bit.ly/3hx0bEU> [12 décembre 2022].
- 9 Société géographique russe 2021 : Стартует комплексная арктическая экспедиция « Умка 2021 » (Début de l'expédition arctique complexe « Umka 2021 »), 16 mars 2021, dans : <https://bit.ly/3hu9MfA> [12 décembre 2022].
- 10 Warspot 2021 : « Умка-21 » : на защите арктических рубежей (« Umka-21 » : Pour la défense des frontières arctiques), 28 mars 2021, dans : <https://bit.ly/3KocJZN> [29 mars 2023] .
- 11 RIA Novosti 2022 : Арктический проект « Снежинка » реализуют в любом случае (Le projet arctique « Snowflake » sera mis en œuvre de toute façon), 15 juin 2022, sur : <https://bit.ly/3Yw3A7q> [12 décembre 2022].

- 12 RIA Novosti 2022 : Путин поприветствовал участников форума "Арктика. Лед тронулся" (Poutine a souhaité la bienvenue aux participants du forum « Arctique. La glace s'est rompue »), 16 août 2022, dans : <https://bit.ly/3BFzq7W> [12 décembre 2022].
- 13 Deutschlandfunk Nova 2018 : Freie Fahrt auf der Nordostpassage, 26 septembre 2018, dans : <https://bit.ly/3V1r69C> [12 décembre 2022].
- 14 Beinlich, Georg 2020 : Nordostpassage – Klimawandel macht den Seeweg frei, W wie Wissen, NDR/SWR pour Das Erste, 31 janvier 2020, dans : <https://bit.ly/3PtVecB> [12 décembre 2022].
- 15 RIA Novosti 2022 : Путин заявил, что будущее России за Дальним Востоком и Арктикой (Poutine dit que l'avenir de la Russie se trouve en Extrême-Orient et dans l'Arctique), 7 septembre 2022, sur : <https://bit.ly/3W0nrw3> [12 décembre 2022].
- 16 Kuchushev, Vasily 2022 : Первенец космической « Сферы ». В чем уникальность нового российского спутника « Скиф-Д » (Le premier-né de la « sphère » cosmique. Qu'est-ce qui rend le nouveau satellite russe « Skif-D » unique ?), TASS, 24 octobre 2022, en : <https://bit.ly/3FSWn9h> [12 décembre 2022] ; RIA Novosti 2022 : Roscosmos lancera le premier satellite de la constellation « Sphère » en orbite en octobre), 1er août 2022, sur : <https://bit.ly/3NHj8zw> [12 décembre 2022].
- 17 Paul, Michael 2022 : Der Kampf um den Nordpol. Die Arktis, der Klimawandel und die Rivalität der Großmächte, Fribourg i. Br., p. 201.
- 18 À l'été 2017, le Premier ministre russe de l'époque, Dmitri Medvedev, et le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, ont convenu d'établir une route arctique de la soie.
- 19 Ceci s'applique également aux navires de guerre.
- 20 ONU 1998 : La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de l'accord sur la mise en œuvre de sa partie XI, article 234, 23 juin 1998, dans : <https://bit.ly/3kOHlf> [10 février 2023].
- 21 Radio Sputnik 2022 : <https://bit.ly/3uVilyk> (Médias : la Russie pourrait resserrer les règles de passage des navires étrangers le long de la route maritime du Nord), 25 juillet 2022, sur : <https://bit.ly/3uVilyk> [12 décembre 2022].
- 22 Projets et terminaux situés à l'ouest de la Kara  
La mer – le terminal de Varandey de Lukoil, la plate-forme Prirazlomnaya de Gazprom Neft et le port de Mourmansk – ne sera pas couverte par la nouvelle réglementation. Les projets concernés comprennent ceux de Novatek dans le golfe d'Ob et sur la péninsule de Gyda, le terminal de Gazprom Neft sur le champ pétrolier de Novoportovskoye, ainsi que d'autres projets entrepris par Vosto Kugol, Rosneft, NPC et Lukoil sur la péninsule de Taumyr.
- 23 La ligne de base définit la frontière maritime d'un État.  
Toutes les parties de la mer situées à l'intérieur de la ligne de base sont considérées comme des eaux intérieures. Ceux-ci appartiennent au territoire de l'État et sont soumis à la souveraineté illimitée de l'État concerné. Selon l'art. 7(1) UNCLLOS, "lorsque le littoral est profondément découpé et découpé, ou s'il y a une frange d'îles le long de la côte dans son voisinage immédiat, la méthode des lignes de base droites joignant les points appropriés peut être utilisée pour tracer la ligne de base". ONU 1998, n. 20.
- 24 Ceci s'applique à Novaya Zemlya, Severnaya Zemlya et aux îles de Nouvelle-Sibirie.
- 25 TASS 2022 : Россия удовлетворена участием Индии в энергетических проектах в Арктике (La Russie satisfaite de la participation de l'Inde à des projets énergétiques dans l'Arctique), 7 sept. 2022, dans : <https://bit.ly/3hwrpxm> [12 déc. 2022].
- 26 RIA Novosti 2022 : Северный флот построит пять военных городков к 2025 году (La flotte du Nord doit construire cinq camps militaires d'ici 2025), 1er juin 2020 22, dans : <https://bit.ly/3j84Sp7> [12 décembre 2022].
- 27 Region29 2020 : <https://bit.ly/3WquLi2> (rхангельской области (Le ministère russe de la Défense a entièrement achevé la construction d'une base militaire unique dans la région d'Arkhangelsk), 22 déc. 2020, sur : <https://bit.ly/3WquLi2> [12 décembre 2022].
- 28 RIA Novosti 2022 : Фрегат "Адмирал Горшков" успешно выполнил цикл испытаний ракеты "Циркон" ( La frégate "Admiral Gorshkov" a achevé avec succès le cycle d'essai du missile "Zirkon"), 1er juin 2022, sur : <https://bit.ly/3FG0mpA> [12 décembre 2022].
- 29 RIA Novosti 2022 : Источник : в России создают РСЗО для применения в Арктике (Source : la Russie construit un MLRS à utiliser dans l'Arctique), 22 octobre 2022, dans : <https://bit.ly/3Pu0SLL> [12 décembre 2022].
- 30 Reuter, Benjamin 2022 : Tag 131 der Invasion : Moskau verlegt Truppen aus der Arktis in die Ukraine, Der Tagesspiegel, 6 juillet 2022, in : <https://bit.ly/3HGnHtC> [12 décembre 2022].
- 31 RIA Novosti 2022 : Минобороны продолжает модернизацию военной инфраструктуры в Арктике (Ministère de la Défense continue la modernisation des infrastructures militaires dans l'Arctique), 19 avril 2022, dans : <https://bit.ly/3hwcTUI> [12 décembre 2022].
- 32 Medvedev, Dmitry 2022, via Telegram, 11 décembre 2022, dans : [https://t.me/medvedev\\_telegram/230](https://t.me/medvedev_telegram/230) [12 décembre 2022].



[L'arctic. Entre conflit et coopération](#)

# Les autoproclamés État proche de l'Arctique

La politique de la Chine dans la région polaire du Nord

David Merkel

Quelque 13 degrés de latitude séparent le point le plus septentrional de la Chine du cercle polaire arctique. Pourtant, depuis des années, la République populaire fait pression pour étendre son influence dans l'Arctique. Cela tient d'abord au fait qu'en tant que puissance économique montante, elle est avide de matières premières. Deuxièmement, les dirigeants de Pékin ont identifié la région comme une zone importante dans un futur conflit potentiel entre superpuissances.

---

Toute discussion sur la République populaire de Chine à l'ère pré-COVID avait tendance à mettre l'accent sur le récit d'une croissance débridée et de la « montée en puissance de la Chine » - devenant la deuxième plus grande économie du monde, le pays (encore) le plus peuplé du monde, la nation qui, s'appuyant sur les valeurs socialistes autour du « noyau du Parti communiste », veut permettre à sa population d'accéder au statut de leader mondial par la « prospérité pour tous ».

Même si les premiers signes d'une surchauffe de l'économie chinoise ont à plusieurs reprises fait la une des journaux pendant cette période, le message central envoyé par l'État et les organes du parti était très clair : l'essor international de la Chine est irrésistible.

Lorsque Xi Jinping a pris ses fonctions de chef du parti en 2012 et a été officiellement nommé chef de l'État en 2013, il est devenu de plus en plus clair à quel point la pensée de la direction communiste était déterminée par l'aspiration à façonner des structures internationales basées sur un rôle de superpuissance : une demande croissante de matières premières et de savoir-faire technologique, la Chine est devenue un pays qui fait preuve d'une confiance en soi croissante envers le monde extérieur, ne cache plus ses ambitions et continue d'exiger l'acceptation et le soutien de la communauté mondiale pour ses projets politiques – y compris son implication dans les différentes régions du monde où elle a su s'assurer une influence politique et économique considérable au cours des deux dernières décennies.

Longtemps éclipsé dans une certaine mesure par d'autres régions dynamiques de la politique mondiale, l'Arctique est désormais au centre des considérations stratégiques chinoises.

#### La Chine dans l'Arctique - Origines et contexte

La Chine a commencé à s'engager davantage dans l'Arctique dès les années 2000, lorsque de nombreux projets de recherche ont été lancés entre des institutions chinoises et leurs homologues dans les États arctiques, et que des protocoles d'accord bilatéraux ont été signés avec les gouvernements des pays respectifs<sup>1</sup>. La base des expéditions scientifiques à lancer dans la région arctique. Dès 1999, des voyages de recherche ont commencé à être effectués avec le brise-glace et navire de recherche Xue Long (Snow Dragon), qui a été acquis à l'Ukraine<sup>2</sup>. Depuis lors, les instituts de recherche chinois ont été étroitement engagés dans la recherche sur le changement climatique dans l'Arctique. Ocean, y compris la participation au projet international MOSAIC dirigé par l'Institut Alfred Wegener, qui rassemble des scientifiques de 20 nations . .

En 2013, après des années d'insistance, la Chine a été admise en tant que pays observateur permanent au Conseil de l'Arctique, le principal organe régional chargé de traiter les questions intergouvernementales (mais explicitement non liées à la sécurité). Ainsi, la République populaire a accédé au statut de douze autres États, dont l'Allemagne, la France, la Pologne, la Corée du Sud, Singapour et le Japon, qui maintiennent tous une présence puissante dans la région sans être eux-mêmes des États arctiques<sup>4</sup>. Le statut d'observateur autorise la Chine à participer à toutes les réunions du Conseil et à tous les ateliers organisés

par le Conseil, qui traitent principalement des questions relatives à la protection du climat et au développement durable.<sup>5</sup>

Dans la perspective de son admission en tant qu'observateur, la Chine a insisté sur son engagement scientifique et économique important dans la région et a fait valoir que les développements liés au réchauffement climatique et à la fonte des glaces dans l'Arctique avaient des conséquences directes pour la Chine et le monde en tant que pays. C'est dans le Livre blanc sur la politique arctique de la Chine de 2018 que les dirigeants de Pékin se sont déclarés pour la première fois un «État proche de l'Arctique»<sup>7</sup> et la Chine a utilisé cette épithète avec ostentation depuis pour souligner ses «intérêts légitimes» dans la région. Selon le Livre blanc,

« La Chine est un acteur important dans les affaires de l'Arctique. Géographiquement, la Chine est un « État proche de l'Arctique », l'un des États continentaux les plus proches du cercle polaire arctique. »<sup>8</sup>

De cette manière, la Chine tente de minimiser le fait qu'elle n'exerce pas sa souveraineté sur le territoire arctique<sup>9</sup>, se référant au droit des États non arctiques de mener également des opérations globales en haute mer « comme le stipulent des traités tels que l'UNCLOS [...] et le droit international général ». <sup>10</sup> La notion d'« État proche de l'Arctique » n'existant même pas dans le langage international et n'étant pas officiellement reconnue, le Livre blanc tente avant tout de mettre en évidence les implications directes que la fonte des glaces dans l'Arctique



Interprétation flexible de la géographie : le vice-ministre chinois des Affaires étrangères présente le livre blanc de son pays sur la politique arctique début 2018. Dans celui-ci, la République populaire se déclare un « État proche de l'Arctique ». Photo : © Shen Hong, Photoshot, photo alliance.

a en termes de climat et d'écosystème en Chine même. Il mentionne spécifiquement les conséquences directes pour l'agriculture, la pêche, la foresterie et d'autres domaines chinois du secteur primaire.<sup>11</sup> C'est sur cette base que la Chine articule son allégation participer à une forme large et multilatérale de gouvernance dans la région.

Dans la pratique, la Chine a également intensifié ses avancées diplomatiques vers les huit pays arctiques au cours des 20 dernières années, comme en témoignent un nombre élevé de visites d'hommes politiques de haut niveau et l'initiation de contacts de la deuxième voie - activités de nature non officielle, réunissant des universitaires, des groupes de réflexion et des acteurs économiques.<sup>12</sup> Dans son livre blanc, la Chine affirme clairement sa prétention à avoir son mot à dire sur les questions de gouvernance régionale, avec pour principal objectif d'empêcher structures de gouvernance d'être dirigées contre les ambitions chinoises. Ceci est conforme à l'activité de la Chine engagement dans les structures mondiales.

## Le Groenland et l'Islande en particulier ont longtemps été au centre de l'attention chinoise.

La Chine en quête d'énergie et de matières premières

Avec la « Route de la soie polaire », la région arctique est intégrée à la soi-disant nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative), un projet chinois à grande échelle visant à développer une infrastructure intercontinentale et un réseau commercial. Les routes maritimes potentielles de la « Route de la soie polaire » s'étendent à l'ouest du Groenland le long de la côte canadienne (passage du Nord-Ouest), de la Scandinavie le long de la côte sibérienne de la Russie (Passage du Nord-Est) et au centre entre Svalbard et le Groenland (route maritime transpolaire) dans le Déroit de Béring.<sup>13</sup>

Ces routes à travers l'Arctique traversent des gisements de pétrole et de gaz, bien que les quantités exactes ne soient pas claires, et la rentabilité réelle de l'exploitation dépend de nombreux facteurs difficiles à prévoir. En tant qu'État sans territoire

droits dans l'Arctique, les dirigeants chinois sont conscients que ces gisements sont en grande partie situés dans des zones qui sont soit clairement détenues par des États arctiques en raison de leur emplacement, soit considérées comme des zones économiques exclusives (ZEE) en vertu de l'article 55 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), c'est-à-dire un territoire maritime au-delà des zones côtières dans lequel l'État côtier adjacent respectif peut exercer un « contrôle sur toutes les ressources économiques » et donc des droits et pouvoirs souverains.<sup>14</sup> Pour cette raison, les entreprises publiques chinoises obtiennent un accès principalement par investir dans les infrastructures nécessaires à l'extraction des matières premières. Ils ne sont en aucun cas les seuls dans ce cas, mais sont plutôt en concurrence avec les exploitants miniers de pays comme les États-Unis et l'Australie. Dans d'autres cas, cependant, elles sont également actionnaires et coopèrent avec des entreprises internationales dans la transformation des matières premières - un domaine dans lequel les entreprises chinoises possèdent l'expertise nécessaire et sont dans certains cas inégalées, en particulier dans la transformation en aval.<sup>15</sup> des accords ont été négociés au niveau politique ces dernières années qui donnent à la Chine l'accès aux abondantes ressources halieutiques, à l'extraction de pétrole et à l'ex

Le Groenland et l'Islande en particulier ont longtemps été au centre de l'attention chinoise. Au Groenland, l'ouverture d'un projet minier planifié sur un site appelé Kvanefjeld - objet d'une âpre lutte entre les partis politiques du Groenland - est devenu un enjeu central du grand débat sur l'avenir de l'île, qui, bien qu'autonome, fait formellement partie du Royaume du Danemark : parallèlement à la question de la protection de l'environnement, des inquiétudes sont de plus en plus exprimées quant aux dangers d'une dépendance croissante vis-à-vis d'acteurs tels que la Chine. La société d'État chinoise Shenghe Resources a précédemment acquis une participation de 12,5 % dans Kvanefjeld, qui contiendrait un grand nombre de minéraux nécessaires à la fabrication de composants électroniques de produits tels que les voitures électriques, les éoliennes et les téléphones mobiles, y compris scandium et yttrium<sup>16</sup> – que l'on trouve par ailleurs presque exclusivement en Chine. Entre-temps, cependant, le débat politique au Groenland s'est inversé

à tel point que la désillusion a aussi s'installe entre les acteurs économiques. Suite à l'adoption de la loi sur l'uranium par le Groenland, le projet a été temporairement suspendu pour des raisons environnementales.<sup>17</sup>

À côté de nombreux autres exemples, ce projet reflète le fait que l'implication de la Chine est avant tout un pari sur l'importance stratégique croissante de la région en tant que corridor de commerce et de transport.

À mesure que la glace continue de fondre, les voies de navigation deviennent navigables tôt et tard dans l'année. Avec des volumes de transport plus élevés – selon le calcul – les coûts de transport baissent également et rendraient plus rentables les investissements coûteux dans la construction d'infrastructures, la logistique et l'engagement économique local. La Chine espère que les routes polaires lui permettront de diversifier ses voies de commerce et de transport, lui offrant des alternatives au cas où sa navigation serait



Actif dans la recherche polaire depuis des années : Le brise-glace Snow Dragon, autrefois acquis à l'Ukraine, part du port de Shanghai pour une expédition. Photo : © Qnb, dpa/HPIC, picture alliance.

soumis à un blocus du détroit de Malacca, le plus important au niveau international, ou du canal de Suez menant vers la Méditerranée et l'Europe.<sup>18</sup>

En voie de devenir une « superpuissance polaire » ?

La Chine fait face à une concurrence mondiale pour les droits d'accès et de navigation dans l'Arctique. Le début d'une importante présence chinoise dans la région a été

marquée par des accords bilatéraux conclus entre la Chine et certains pays arctiques tels que la Suède, la Norvège et le Danemark qui permettent à la République populaire - ou du moins l'ont fait pendant longtemps - d'exploiter ses propres stations de recherche ou de mener des projets de recherche scientifique et technologique en coopération avec les pays respectifs. Outre la recherche sur le climat, il existe également une coopération étroite avec des instituts russes, y compris l'expansion de l'infrastructure de navigation et de réseau grâce à l'installation de câbles sous-marins.

Il existe maintenant un certain nombre d'indications quant à l'état d'avancement du développement de la région grâce à sa connexion au système satellitaire chinois BeiDou, et des conclusions peuvent être tirées quant aux ambitions de la politique de sécurité de la Chine dans la région<sup>19</sup>. -les caractéristiques d'usage des activités chinoises dans le secteur des sciences et du climat deviennent ici évidentes, c'est-à-dire une expertise qui peut être utilisée à la fois dans les secteurs civils et militaires. Soulignant les intentions stratégiques de la Chine dans la compétition entre les superpuissances, ces activités n'ont été ni minimisées ni dissimulées dans les discours des dirigeants politiques ces dernières années. Au contraire, le chef de l'État et chef du parti chinois Xi Jinping a clairement indiqué que faire de la Chine une « grande puissance polaire » d'ici 2030 est un objectif explicite.

Depuis le début de la guerre  
d'agression russe, les divisions  
entre la Russie et les autres États  
arctiques se sont encore  
aggravées.

---

Cela n'est pas du tout surprenant dans le contexte des considérations de politique de puissance de la Chine : l'Arctique a été identifié comme l'une des sphères du conflit des superpuissances dans lesquelles la bataille pour le pouvoir et le contrôle de l'ordre futur n'a pas encore été jouée. Les dirigeants chinois y voient donc une opportunité d'affirmer leurs propres idées concernant l'ordre politique dans la région.<sup>20</sup>



C'est là que la présence militaire et la projection de puissance ont un rôle crucial à jouer : en 2015, cinq navires de l'Armée populaire de libération sont apparus pour la première fois au large des côtes de l'Alaska, démontrant la détermination de la Chine à faire comprendre aux États-Unis et à ses alliés qu'ils peuvent s'attendre à une présence militaire chinoise croissante dans l'Arctique à l'avenir.<sup>21</sup>

En outre, la Chine courtise également spécifiquement des États tels que l'Islande et la Finlande dans le cadre d'un accord bilatéral. niveau : ces pays ont longtemps été perçus par la Chine comme des acteurs politiquement plus neutres. Selon les calculs de la République populaire, l'Islande et la Finlande pourraient modérer la position de pays comme les États-Unis, le Canada, la Suède et la Norvège, qui ont longtemps considéré avec beaucoup de méfiance l'implication de la Chine dans l'Arctique, et également influencer les décisions de la Conseil de l'Arctique dans ce sens. Du point de vue chinois, la région est donc principalement intégrée dans le projet global de Nouvelle Route de la Soie du pays, dont l'un des objectifs centraux est de diversifier les voies de transport pour ouvrir une gamme de voies d'approvisionnement terrestres et maritimes à la Chine. Ici aussi, un certain nombre d'indications tirées du discours militaire en Chine indiquent que le pays considère que cela est également important en termes de politique de sécurité : en cas de conflit militaire direct, les voies d'approvisionnement peuvent également être utilisées à des fins militaires . À ce titre, l'accès aux installations portuaires et aux terminaux établis à des fins logistiques présente un intérêt particulier<sup>22</sup>.

## Les entreprises publiques chinoises détiennent 20% de l'usine de Yamal LNG, qui est contrôlée par la société énergétique russe Novatek

La « route de la soie polaire »

Avec l'avancée de la Russie et son annexion de Crimée en 2014, les axes de sécurité mouvants ont déjà eu un impact notable sur

dynamique dans la région arctique. Depuis le début de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine en février 2022, les divisions entre la Russie et les autres États arctiques se sont encore aggravées.

Le réalignement actuel des relations entre l'Occident et la Russie affecte aussi spécifiquement les relations étroites entre la Russie et la Chine, ainsi que la relation qui en résulte entre l' Occident et ces deux acteurs.

Le tableau des investissements chinois reste à plusieurs niveaux.<sup>23</sup> Les entreprises publiques chinoises continuent d'investir dans de nombreux projets dans la région, tandis que d'autres ont été suspendus par les pays cibles en raison de problèmes de sécurité ou de réglementations environnementales. Un manque d' engagement financier du côté chinois est une autre raison pourquoi certains projets ont été suspendus ou annulés. Le 14e plan quinquennal, adopté par le Congrès national du peuple en mars 2021, souligne l'importance croissante de l'Arctique (et aussi de l'Antarctique, où la Chine est active depuis les années 1980 et a été un Con partie sultante au Traité sur l'Antarctique depuis 1985) pour l'objectif de la Chine de devenir une « superpuissance maritime » <sup>24</sup>. – en concurrence avec les États-Unis et d'autres puissances – s'est longtemps considérée comme engagée dans une lutte pour exercer une influence et façonner les règles, une lutte à laquelle elle consacre d'importantes ressources financières<sup>25</sup> .

L'utilisation du passage du Nord-Est par les cargos en est encore à ses balbutiements et son nombre est faible. Les navires qui empruntent régulièrement cette route depuis 2015 sont principalement ceux de la compagnie maritime chinoise COSCO (China COSCO Shipping Corporation). En 2018, cette compagnie était à elle seule responsable de sept des douze voyages au total des cargos via le passage qui longe la côte sibérienne<sup>26</sup>. Cette route est importante pour l' initiative Nouvelle Route de la Soie, notamment pour le transport du gaz naturel depuis l'usine russe de Yamal LNG vers la Chine, mais en hiver, elle ne peut être utilisée qu'avec l'aide de brise-glaces.

Russie et Chine : l'Arctique comme site d'intérêts stratégiques communs ?

Les entreprises publiques chinoises détiennent 20 % de l'usine Yamal LNG : celle-ci est contrôlée par la société énergétique russe Novatek et assurera à l'avenir l'approvisionnement annuel d'environ quatre millions de tonnes de gaz naturel liquéfié pour la Chine.<sup>27</sup> Dans le même temps, La participation chinoise aide la Russie à développer et à étendre l'extraction de gisements de gaz liquéfié dans la région, ce qui est techniquement complexe et coûteux en raison des conditions géographiques. Dans le sillage des bouleversements géopolitiques entre l'Occident et la Russie, les exportations d'énergie vers l'Asie, et en particulier vers la Chine, ont gagné en importance pour Moscou puisqu'elle a perdu la plupart de ses clients énergétiques occidentaux à la suite des sanctions. Le niveau des importations énergétiques de la Chine en provenance de Russie a considérablement augmenté depuis février 2022 : depuis le début de la guerre d'agression russe, la valeur moyenne des importations énergétiques mensuelles de la Chine en provenance de Russie a été supérieure de 20 % à celle de l'année précédente.

La Chine et la Russie ont fait des progrès sur toute une série de projets de recherche et de développement dans l'Arctique au cours de la dernière décennie. Ces initiatives scientifiques sont centrées autour d'institutions de recherche qui ont des liens étroits avec le militaire du côté russe et chinois.<sup>28</sup> Les activités conjointes menées par les deux pays sont consacrées à la recherche dans des domaines tels que l'acoustique sous-marine, considérée comme une technologie clé pour la détection des activités marines. Dans le domaine de la navigation par satellite, les deux pays ont également pris des mesures importantes pour intégrer leurs systèmes : cela indique notamment qu'ils échangent activement des données de renseignement<sup>29</sup>.

Même après l'invasion russe de l'Ukraine, les forces navales russes et chinoises ont continué à mener des manœuvres militaires conjointes – presque comme une évidence. Les exercices coopératifs de septembre 2022 se sont concentrés sur des éléments tels que "les manœuvres tactiques conjointes, les communications entre les navires du groupe et les exercices impliquant des tirs d'artillerie à balles réelles et des vols d'hélicoptères basés sur des navires" .

l'importance dans l'Arctique n'est en aucun cas toujours conforme aux intérêts de la Russie, les dépendances croissantes de Moscou vis-à-vis de Pékin renforcent

Les ambitions géostratégiques communes de la Chine et de la Russie pour équilibrer l'influence américaine sur l'autre Arc tiques et d'étendre le contrôle militaire et économique sur de vastes étendues des voies maritimes polaires.

L'Arctique du futur :  
Comment traiter la Chine ?

Dans le sillage de l'expansionnisme russe et de la coopération russo-chinoise croissante, la dimension politique de sécurité de l'Arctique est désormais au centre du débat allemand et européen. « Il est reconnu que les conflits potentiels dans l'Arctique et la militarisation croissante de la région affectent également les intérêts de sécurité allemands. »<sup>31</sup> L'une des conclusions à tirer de cette

est que l'Europe doit s'impliquer davantage, notamment en s'engageant dans une coopération militaire substantielle avec les pays nordiques et en renforçant la présence des sociétés nordiques. Les États de l'UE et de l'OTAN devraient jouer un rôle actif à cet égard, en se concentrant avant tout sur l'apport d'un soutien complémentaire aux États arctiques, en particulier les pays nordiques. L'Allemagne a le potentiel d'apporter une contribution importante, notamment dans le cadre de la boussole stratégique de l'UE, soulignant ainsi le fait que ses alliés peuvent compter sur un soutien actif pour défendre l'ordre fondé sur des règles et la libre navigation dans les eaux internationales de l'arctic.

## Le Parti communiste chinois continue de penser dans les catégories de « stabilité sociale » et de « sécurité nationale ».

Compte tenu en particulier des efforts intensifs déployés par la Chine pour faire avancer les projets de recherche lancés conjointement avec la Russie et permettant le transfert et la mise en œuvre de capacités maritimes et nautiques dans des applications militaires, il est important d'être conscient des intentions à long terme de la Chine (dans ce cas en coopération avec la Russie) en termes

de modifier l'équilibre des forces dans la région arctique, mais aussi dans la mer Baltique et l'Atlantique Nord. Cela est particulièrement vrai de l'orientation stratégique de la marine chinoise sur le commerce maritime et les routes de transport dans ces eaux importantes.

C'est pourquoi il reste d'une importance fondamentale de combiner les informations et l'expérience de nos propres discussions avec la Chine avec des observations qui permettent de discerner les objectifs politiques de puissance de la Chine. Cela inclut les actions de la Chine dans son propre voisinage, notamment en ce qui concerne Taïwan et les mers de Chine orientale et méridionale. Ces mécanismes doivent être systématiquement analysés et détaillés. Ces activités ne fournissent pas encore d'indication sur la mesure dans laquelle la République populaire est prête à formuler aussi ouvertement ses propres intérêts dans la région arctique et à les démontrer sous une forme militaire. Mais ils permettent de tirer des conclusions sur la mesure dans laquelle

laquelle la Chine est prête à défier les États-Unis et l'alliance occidentale dans d'autres régions.

Ils donnent également un aperçu des méthodes avec lesquelles la Chine parvient (ou ne parvient pas) à faire valoir ses revendications contre les États limitrophes.

Notamment en vue du 20e Congrès national du Parti communiste en novembre 2022, il y a des signes clairs que la pensée de la direction de Pékin continuera à être orientée vers les principales catégories de « stabilité sociale/nationale » et de « sécurité nationale ». Au fond, le Parti communiste chinois reste prisonnier d'un état d'esprit idéologique dans lequel il se voit en « lutte avec l'Occident ». Une conclusion doit donc être que la coopération avec la Chine sur les questions internationales - et aussi régionales - ne sera guère possible sans être capable de comprendre et d'interpréter les éléments centraux des intérêts stratégiques de la Chine.

Compte tenu de l'implication croissante de la Chine dans l'Arctique, cela signifie que l'UE est appelée à aider les pays nordiques - notamment par le biais de réseaux de renseignement - à juger de manière réaliste les capacités maritimes de la Chine et les projections de puissance chinoise qu'elles alimentent. En particulier compte tenu du raccourcissement des routes commerciales

via les routes polaires (notamment via le passage du Nord-Est) et les économies potentielles de CO2 - transport maritime de fret intensif, l'Allemagne et l'Europe doivent tout mettre en œuvre pour ne pas prendre de retard technologique dans le développement des capacités de navigation par satellite pour couvrir l'Arctique. Ici, il sera crucial pour eux d'améliorer considérablement leurs propres capacités de navigation et de les mettre en place de manière à ne pas devenir une cible facile d'opérations militaires hybrides en cas de conflit.

- traduit de l'allemand -

---

David Merkle est Desk Officer pour la Chine à l'Asia and Département du Pacifique de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

- 1 Tucker, Julian / Nordin, Johannes 2021 : La Chine et les pays nordiques : tracer les tendances dans les relations, p. 55, dans : <https://bit.ly/3YfRBd0> [2 mars 2023].
- 2 Grieger, Gisela 2018 : La politique arctique de la Chine – Comment La Chine aligne ses droits et ses intérêts, Briefing, Parlement européen, 24 avril 2018, dans : <https://bit.ly/3ICxWY2> [2 mars 2023].
- 3 Alfred Wegener Institute (AWI) : Ein Jahr eingefroren im Nordpolarmeer, dans : <https://bit.ly/3mhUjKO> [2 mars 2023].
- 4 Tucker / Nordin 2021, n. 1, p. 54.
- 5 Nakano, Jane / Li, William 2018 : China Launches the Polar Silk Road, Center for Strategic & International Studies, 2 février 2018, dans : <https://bit.ly/3KVOc6x> [2 mars 2023].
- 6 Deutsche Welle 2012 : (Les intérêts de la Chine dans l'Arctique), dans : <https://p.dw.com/p/14krM> [2 mars 2023].
- 7 Conseil d'État de la RPC 2018 : l'Arctique chinois Policy, 26 janvier 2018, dans : <https://bit.ly/3J5WXmx> [2 mars 2023].
- 8 Idem.
- 9 Descamps, Maud 2019 : The Ice Silk Road : Is China a « Near-Arctic State » ?, Institute for Security and Development Policy, février 2019, dans : <https://bit.ly/3YeUWZy> [2 mars 2023].
- 10 Conseil d'État de la RPC 2018, n. 7.
- 11 Idem.
- 12 Doshi, Rush / Dale-Huang, Alexis / Zhang, Gaoqi 2021 : Northern Expedition : China's Arctic activities and ambitions, Brookings, avril 2021, dans : <https://bit.ly/3YcgYfO> [2 mars 2023].
- 13 Briefing Route de la Soie 2021 : Nouvelles Routes Polaires de la Soie Discuté à l'Arctic Circle Assembly, 19 octobre 2021, sur : <https://bit.ly/3kQonDS> [2 mars 2023].
- 14 Grieger 2018, n. 2 ; UE 2018 : Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, in : <https://bit.ly/40hrG60> [2 mars 2023].
- 15 Andersson, Patrick / Kalvig, Per / Pram Gad, Ulrik 2022 : Chinese companies in Arctic mining are gaming the master plan, DIIS Policy Brief, Danish Institute for International Studies, 23 mai 2022, dans : <https://bit.ly/3SKWQJQ> [2 mars 2023].
- 16 Moraca, Sara 2021 : Der Kampf um Grönlands Bodenschätze, 10 avril 2021, dans : <https://bit.ly/3U2duvP> [3 avril 2023].
- 17 Commission des affaires étrangères 2022 : China Regional Snapshot : Arctic, 25 octobre 2022, dans : <https://bit.ly/3kMQbZD> [2 mars 2023].
- 18 Cepinskyte, Agne / Paul, Michael 2020 : Grossmächte in der Arktis. Die sicherheitspolitischen Ambitionen Russlands, Chinas und der USA machen einen militärischen Dialog erforderlich, SWP-Aktuell 2020/A 50, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, 18 juin 2020, in : in : <https://bit.ly/400ScRd> [6 mars 2023].
- 19 Doshi / Dale-Huang / Zhang 2021, n. 12, p. 4.
- 20 Idem.
- 21 Brady, Anne-Maire 2017 : La Chine comme grande polaire puissance, Chapitre 1: Introduction, La montée d'une nouvelle puissance polaire, Cambridge University Press.
- 22 Idem. Voir aussi : Puranen, Matti / Kopra, Sanna 2022 : Finland and the Demise of China's Polar Silk Road, China Brief 22 : 24, Jamestown Foundation, 30 décembre 2022, in : <https://bit.ly/3J5F8nT> [2 mars 2023].
- 23 Voir aperçu des priorités stratégiques : German Arctic Office 2022 : Security Policy in the Arctic. Aperçu d'une analyse, AWI, octobre 2022, p. 2, dans : <https://bit.ly/3yQTClu> [20 mars 2023].
- 24 Lanteigne, mars 2021 : Les politiques polaires dans le nouveau plan quinquennal chinois, The Diplomat, 12 mars 2023, dans : <https://bit.ly/3y5nvhO> [2 mars 2023].
- 25 Andersson / Kalvig / Pram Gad 2022, n. 15.
- 26 Latz, Lukas 2021 : Chinas polare Seidenstraße entwickelt sich nur langsam, Germany Trade & Invest, 4 mai 2021, dans : <https://bit.ly/3EQ6wDF> [2 mars 2023] ; Nakano / Li 2018, n. 5.
- 27 Idem.
- 28 Jüris, Frank 2022 : Sino-Russian Scientific Cooperation in the Arctic : From Deep Sea to Deep Space, in : Kirchberger, Sarah / Sinjen, Svenja / Wörmer, Nils (eds.) 2022 : Russia-China Relations : Emerging Alliance or Eternal Rivals?, pp. 185–202, dans : <https://bit.ly/3KNZEKU> [2 mars 2023].
- 29 Grady, John 2022 : China, Russia Quietly Expanding Arctic Partnership, Says Panel, US Naval Institute, 11 octobre 2022, dans : <https://bit.ly/3mkk8kn> [2 mars 2023].
- 30 Juecheng, Zhao 2022 : Coopération militaire normale Chine-Russie visant à maintenir la paix : expert, Global Times, 28 septembre 2022, dans : <https://bit.ly/3IKLRSz> [2 mars 2023].
- 31 Office arctique allemand 2022, n. 23, p. 2.



# Ce que les différents états (Officiellement) Want in the Arctic

Les États-Unis et la Russie en ont une, tout comme la Norvège et la Finlande : une stratégie arctique officielle. Les États arctiques ne sont cependant pas les seuls à avoir défini leurs objectifs et leurs priorités en ce qui concerne la région polaire du Nord. D'autres pays plus ou moins éloignés du cercle arctique ont également adopté des documents de stratégie de ce type, dont la Chine et l'Inde ainsi que l'Allemagne.

Il n'est pas surprenant que tous les pays aient déclaré leur intention de prendre le changement climatique au sérieux également dans l'Arctique, d'utiliser les ressources de manière durable et de respecter le droit international dans tous les domaines concernant la région. Mais au-delà des énoncés politiques communs que l'on retrouve dans la quasi-totalité de ces documents de stratégie, les accents qu'ils contiennent n'en offrent pas moins un certain intérêt. Cela donne un aperçu des différents motifs d'engagement dans la région - ou du moins l'impression que les différents États cherchent à donner à cet égard.

Fin 2022, les États-Unis ont publié ce qui est actuellement la plus récente des stratégies envisagées ici. Une différence particulièrement nette entre celle-ci et la plus ancienne stratégie à l'étude – celle publiée par le Danemark en 2011 – se situe dans le domaine de la politique de sécurité. Alors que la Russie apparaît toujours comme un partenaire dans le document danois, la réponse à la guerre de la Russie contre l'Ukraine imprègne tout le document américain.

Mais même en mettant de côté les différences entre les stratégies en raison de leurs dates d'émission différentes, elles reflètent toujours des priorités variables : l'échelle va d'une focalisation nationale sur les préoccupations autochtones (Canada) à la primauté de la sécurité et de l'exploitation économique (Russie), et d'une approche fondée sur les valeurs (Suède) à une approche résolument pragmatique et axée sur les intérêts (Norvège). Un aperçu :

## Danemark (2011)

"[...] j'espère une fois pour toutes dissiper le mythe d'une course au pôle Nord."

- Stratégie effectivement prévue pour la période allant jusqu'en 2020 ; nouvelle version toujours pas publiée, cependant
- Document publié conjointement par le Danemark et les gouvernements des îles Féroé et du Groenland , ces derniers ayant leurs propres pouvoirs indépendants dans les domaines pertinents (par exemple, l'utilisation des ressources)
- Ton plus optimiste en ce qui concerne la sécurité de l'Arctique par rapport aux stratégies plus récentes
- Accent mis sur les mesures de confiance ; mais le Danemark vise également à établir une « force de réaction arctique » à partir des rangs de ses propres forces armées

## Chine (2018)

« Championne du développement d'une communauté de destin pour l'humanité, la Chine [...] n'a ménagé aucun effort pour apporter sa sagesse au développement de la région arctique.

- La Chine tire son droit de parole sur les affaires arctiques de l'impact du changement climatique sur la Arctique sur les écosystèmes en Chine
- Se déclare un « État proche de l'Arctique »
- Son propre engagement dans l'Arctique revendiqué dans une certaine mesure comme carrément altruiste ; les principes de base sont le « respect », la « coopération », le « résultat gagnant-gagnant » et la « durabilité » . étatique et privé

Les acteurs chinois encouragés à investir dans les infrastructures de transport ainsi que dans le développement et l'exploitation des gisements de pétrole, de gaz et de métaux – en tenant compte des critères de durabilité

- Coopération avec la Russie à développer ; l'engagement croissant des États d'Asie du Nord-Est est également perçu avec optimisme en principe
- Une clarification rapide des revendications territoriales du Danemark est recherchée en ce qui concerne le plateau continental au large du Groenland
- Utilisation des ressources fossiles et métalliques – en particulier au Groenland – préconisée dans le respect de la durabilité ; chasse à la baleine limitée aux îles Féroé
- Les îles et le Groenland devraient également être possibles
- La stratégie générale de politique étrangère et de sécurité de janvier 2022 tient déjà compte de la situation sécuritaire plus difficile : la Russie citée comme source de tensions ; "Arctic Capacity Package" annoncé pour les forces armées

→ <https://bit.ly/3FikA8x>

- La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et notamment ses dispositions sur la liberté de navigation , au centre de la gouvernance de l'Arctique depuis
- Le point de vue de la Chine – pas le Conseil de l'Arctique, dont la Chine n'est pas membre à part entière
- La politique de sécurité est largement omise, seulement un engagement général en faveur d'un développement pacifique fondé sur le droit international

→ <https://bit.ly/3mOQEeD>

« Les conditions naturelles de la L'Arctique et ses changements ont un impact direct sur l'environnement naturel de la Chine et sur le travail et la vie des Chinois. [...] C'est une réalité géographique, naturelle et sociale indéniable.

Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors de la conférence de presse régulière du 31 août 2022.  
Source : <https://bit.ly/3Kuy6tA>

## Canada (2019)

« Le Canada entrevoit un avenir dans lequel les peuples de l'Arctique et du Nord participeront pleinement à société canadienne »

- La situation des peuples autochtones est au cœur de la stratégie arctique du Canada; l'objectif est d'améliorer les conditions de vie et d'augmenter la participation; la réconciliation est une préoccupation majeure • Le statut du passage du Nord-Ouest en tant qu'eaux canadiennes a été souligné à maintes reprises

- Référence à l'évolution de la situation géopolitique dans l'Arctique; région « d'importance critique pour la sécurité naturelle et la défense du Canada et Amérique du Nord»; L'armée canadienne augmentera sa participation aux exercices multinationaux dans la région; l'expansion de la présence militaire et la modernisation de l'Amérique du Nord Commandement de la défense aérospatiale (NORAD) exploité conjointement avec les États-Unis

→ <https://bit.ly/3YGMiDx>

## Allemagne (2019)

«Avec ces lignes directrices sur la politique arctique, le gouvernement fédéral assume une plus grande responsabilité pour la région arctique en vue de la façonner de manière durable pour l'avenir.»

- Climat, environnement, durabilité et recherche au cœur de la politique arctique de l'Allemagne • Assez restrictif quant à l'utilisation des ressources dans l'Arctique, appel répété à la désignation de nouvelles aires protégées; néanmoins, engagement à intégrer l'Arctique « dans un système de sécurité des ressources diversifiées »

- Préconise la « liberté de navigation dans les eaux arctiques » conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- Section sur la politique de sécurité relativement courte, peu précise et sans emphase: sources de tensions croissantes non nommées (« plusieurs États »); L'OTAN et l'UE accordent plus d'attention à l'importance de l'Arctique du point de vue de la politique de sécurité, mais: « Le gouvernement fédéral

Le gouvernement rejette toute tentative de militarisation de l'Arctique »

→ <https://bit.ly/3zykeld>

## Suède (2020)

"Les gens, la paix et le climat sont au centre de la politique arctique de la Suède."

- Stratégie fondée sur les valeurs: renforcement des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit dans toute coopération internationale sur l'Arctique, promotion de l'égalité des sexes, référence à la « politique étrangère féministe » • Les relations avec l'Allemagne se voient attribuer une importance particulière en lien avec les questions arctiques
- Référence claire à une situation sécuritaire modifiée dans l'Arctique; comme à l'époque de la guerre froide, la région est qualifiée de « ligne de démarcation entre les pays occidentaux et la Russie »; la stratégie voit le risque

- de la course aux armements et appelle à une surveillance étroite la Chine et son éventuelle coopération militaire avec la Russie concernant l'Arctique; renforcement des capacités militaires propres dans le nord de la Suède • Grande importance accordée à la lutte contre le changement climatique et à la protection de l'environnement; position plutôt prudente sur une éventuelle extraction de minerais; appel à une « réglementation solide » afin d'assurer une sécurité maximale dans l'extraction de pétrole et de gaz • Efforts pour parvenir à « la réparation et la réconciliation » avec le peuple autochtone sâme

→ <https://bit.ly/3ZFR6u8>

## Russie (2020)

« un document de planification stratégique pour assurer la sécurité nationale de la Fédération de Russie [...] et [...] défendre les intérêts nationaux de la Fédération de Russie dans l'Arctique.

- La stratégie définit les principaux intérêts nationaux de la Russie dans l'Arctique, y compris la sécurisation de « la souveraineté et de l'intégrité territoriale », le maintien de l'Arctique en tant que « territoire de paix, de stabilité et de partenariat mutuellement bénéfique » et le développement de la route maritime du Nord
- Menaces et défis à la « sécurité nationale » : déclin de la population dans l'Arctique russe, développement insuffisant, renforcement militaire par d'autres États et « actions d'États étrangers et (ou) d'organisations internationales » pour entraver la « Activités économiques ou autres légitimes » de la Fédération de Russie dans l'Arctique
- Dans le domaine économique, l'accent est mis sur l'utilisation des ressources : expansion de l'investissement privé (« tout en maintenant le contrôle de l'État sur le processus d'exploitation »), amélioration des infrastructures aux points de transbordement des ressources minérales reliées au Nord

Route maritime, augmentation de la production de pétrole et de gaz

## Norvège (2021)

"La politique arctique de la Norvège tourne autour de la sécurité, de la stabilité et de la coopération internationale basée sur les intérêts."

- Orientation concrète et pragmatique; accent clair sur les intérêts nationaux dans les domaines de l'économie et de la sécurité
- Renforcement des capacités de défense dans l'Arctique comme préoccupation majeure ; investissements en avions de chasse, reconnaissance maritime, sous-marins ; l'importance des exercices militaires avec les États-Unis et d'autres alliés est également soulignée
- L'OTAN en tant que « pierre angulaire de la sécurité de la Norvège » ; la sécurité repose sur la « garantie de Des renforts alliés en cas de guerre ou de crise »

« Il est absolument clair pour tout le monde depuis longtemps que c'est notre territoire, c'est notre terre [...]. Nous sommes responsables d'assurer la sécurité de notre côte arctique [...].

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse à Moscou en mai 2021.  
Source : <https://bit.ly/3ZUObNL>

- L'objectif est d'améliorer l'efficacité militaire dans l'Arctique et de construire et de moderniser les infrastructures militaires . extraction de matières premières, volume de production de GNL et part des armes modernes dans la région

→ <https://bit.ly/3Jk4TQm>

- Référence à des changements dans ce qui était auparavant des relations de coopération avec la Russie, par exemple en raison de l'annexion de la Crimée ; la modernisation et le réarmement de l'armée russe en tant que « défi à la sécurité de la Norvège et des autres pays alliés » ; néanmoins, accent sur l'importance de faire baisser les tensions
- accent mis sur le potentiel des ressources arctiques en termes de création de valeur ; soutien à l'exploitation de nouvelles zones d'extraction de pétrole, de gaz et de minéraux

→ <https://bit.ly/3ZEbOuq>

## 🇮🇸 Islande (2021)

"L'Islande est le seul État arctique qui peut être considéré comme se trouvant entièrement dans l'Arctique [...]."

- La stratégie islandaise pour l'Arctique prend la forme d'une résolution parlementaire accompagnée d'un exposé des motifs
- L'intérêt croissant des États étrangers pour l'Arctique est généralement perçu positivement, à condition qu'ils respectent le droit international et le « statut des huit États arctiques »
- Dans la région de la politique de sécurité, la Russie est identifiée comme la principale cause des tensions croissantes ;

La Russie a des intérêts légitimes en matière de sécurité

la région, mais ses activités sont beaucoup plus étendues qu'il n'est nécessaire pour sauvegarder ces intérêts

- En tant qu'État

- sans armée permanente, les principaux piliers de la défense de l'Islande sont l'adhésion à l'OTAN et l'accord de sécurité avec les États-Unis
- Plutôt prudent quant à l'utilisation de ressources, avec une priorité donnée à la protection de l'environnement, tout en s'efforçant de ne pas rester à l'écart des nouvelles opportunités économiques potentielles dues à la fonte des glaces

→ <https://bit.ly/3T8DG7z>

## 🇫🇮 Finlande (2021)

"En tant que thèmes transversaux de toute la coopération arctique, la Finlande insiste sur l'exigence du respect des principes de développement durable, d'égalité des sexes et de non-discrimination."

- Quatre priorités : changement climatique, habitants, savoir-faire, infrastructures / logistique ; la sécurité n'est abordée qu'en introduction
- Référence explicite faite aux objectifs de développement durable en relation avec tous les objectifs et mesures
- Déclarations de politique de sécurité dans la section d'introduction plutôt réservées : la Russie citée comme source de tensions accrues ; en plus de la référence au rôle de ses propres forces armées et
- Toutefois, l'OTAN met l'accent sur le dialogue et les mesures de confiance

- Position restrictive vis-à-vis des combustibles fossiles de l'Arctique : le développement de nouveaux gisements serait « incompatible » avec les objectifs énoncés dans l'Accord de Paris
- Projet de création d'une commission vérité et réconciliation pour le peuple autochtone sâme
- Objectif de promotion des opportunités d'affaires
- Expertise finlandaise dans la poursuite de l'activité économique dans des conditions froides

→ <https://bit.ly/4049ywg>

## Union européenne (2021)

"L'engagement total de l'UE dans les questions arctiques est une nécessité géopolitique."

- Importance attachée à la lutte contre le changement climatique et la destruction de l'environnement ; « rendre l'Arctique plus résilient », par exemple en établissant des réglementations environnementales, mais aussi en exigeant que le pétrole, le charbon et le gaz ne soient pas extraits dans la région ; réduction de ses propres émissions de suie
- L'UE demande le statut d'observateur officiel dans l'Arctique Conseil

### • Annonce de la création d' un

Bureau de la Commission européenne à Nuuk pour poursuivre le développement des relations avec le Groenland

- Les États arctiques en tant que « fournisseurs potentiellement importants » d'importants minerais, l'un des objectifs étant par exemple de réduire la dépendance vis-à-vis de la Chine ; l'accès à des ressources suffisantes « clé pour l'autonomie stratégique de l'UE [...] »

→ <https://bit.ly/3ztZVfk>

« L'Arctique évolue rapidement, en raison de l'impact du réchauffement climatique, de la concurrence accrue pour les ressources naturelles et des rivalités géopolitiques. Ces développements montrent que l'Europe doit définir largement ses intérêts géopolitiques pour promouvoir la stabilité, la sécurité et la coopération pacifique dans l'Arctique. »

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, 13 octobre 2021. Source : <https://bit.ly/3MjfnCr>

## Inde (2022)

"Pour harmoniser la recherche polaire avec le troisième pôle - l'Himalaya."

- Raisons invoquées pour avoir voix au chapitre : les changements dans l'Arctique – en particulier la fonte des glaces – ont d'énormes implications pour le développement national de l'Inde ; également de grandes synergies entre la recherche arctique et l'expérience indienne de la recherche dans l'Himalaya, le « troisième pôle »
- La science et la recherche jouent un rôle de premier plan dans la stratégie arctique de l'Inde ; des objectifs concrets tels que l'extension de la présence précédente de 180 jours à une présence toute l'année à la station de recherche indienne Himadri

- L'exploration et l'extraction de matières premières – telles que les combustibles fossiles et les métaux – ont généralement tendance à être perçues sous un jour positif ; les acteurs gouvernementaux et privés en Inde sont encouragés à investir dans ce domaine
- Demande assez indirecte de garder les routes maritimes de l'Arctique libres pour la navigation internationale (« faire respecter le droit international et en particulier UNCLOS, y compris les droits et libertés qu'elle contient »)
  - Section courte et plutôt vague sur la sécurité (« promouvoir la sécurité et la stabilité dans la région arctique conformément aux traités et pactes internationaux »)

→ <https://bit.ly/3I33o0N>

## États-Unis (2022)

« [La stratégie] reconnaît une concurrence stratégique croissante dans l'Arctique depuis 2013, exacerbée par la guerre non provoquée de la Russie en Ukraine [...] »

- Quatre piliers : sécurité, changement climatique et protection de l'environnement, développement économique durable, coopération internationale et gouvernance •

Politique envers la Russie comme aspect important :

On dit que la Russie modernise son armée et développe de nouvelles infrastructures économiques, voir le roi restreindre le libre passage à travers « des revendications maritimes excessives le long de la mer du Nord ». Itinéraire"

- La dissuasion en tant qu'élément central de l'orientation de la politique de sécurité ; élargissement de la coopération avec les alliés et renforcement de la présence militaire; dans le même temps, l'accent mis sur l'importance de la minimisation des risques et de la prévention d'une escalade indésirable

- Divers « objectifs stratégiques » dans le domaine du changement climatique, y compris le soutien aux communautés locales pour qu'elles s'adaptent et soient résilientes au changement climatique, l'expansion de la recherche sur le changement climatique, la protection des écosystèmes arctiques •
- Renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement américaines en explorant les potentiel de « production durable et responsable de minéraux critiques »

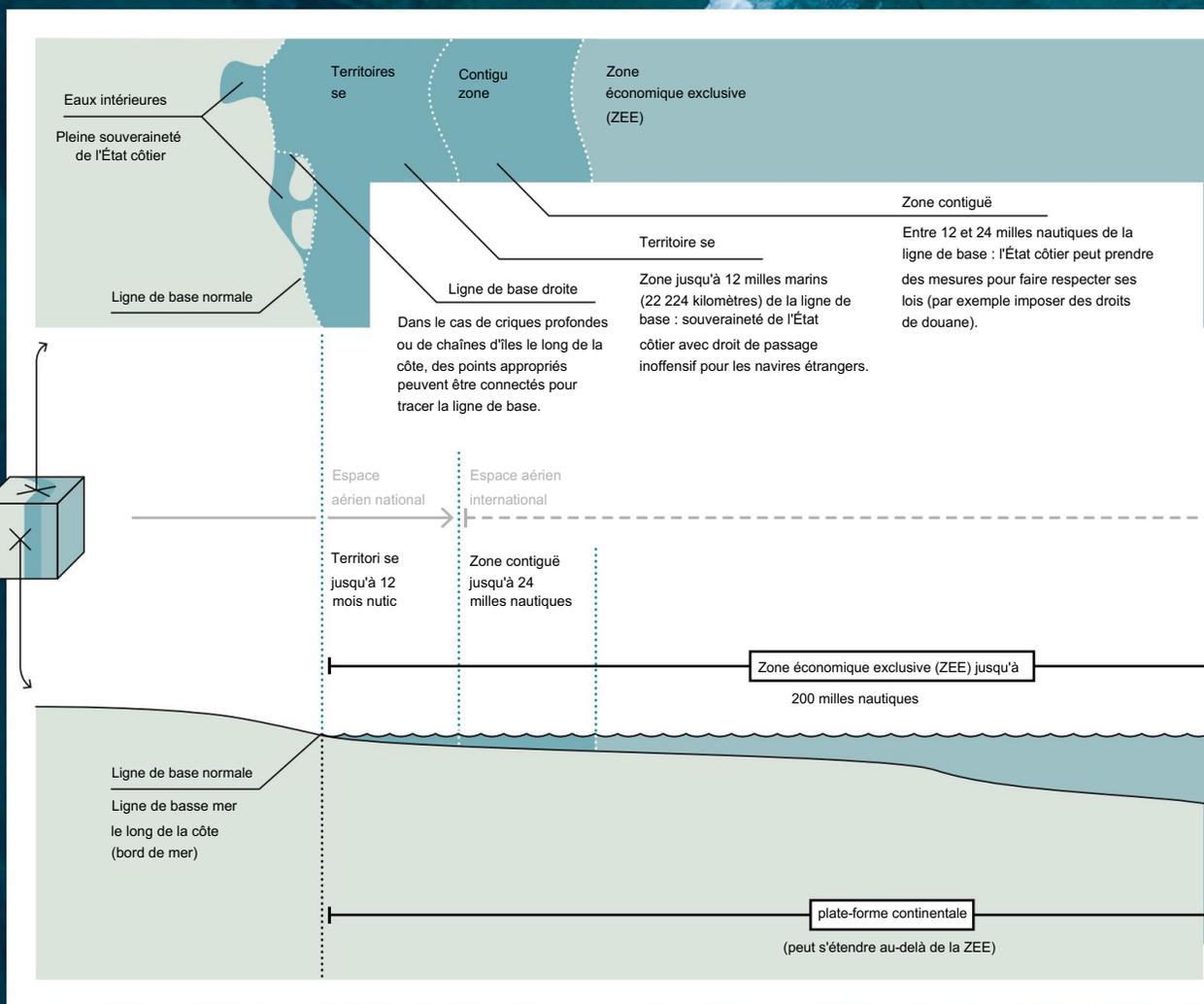
→ <https://bit.ly/3YD51Qx>

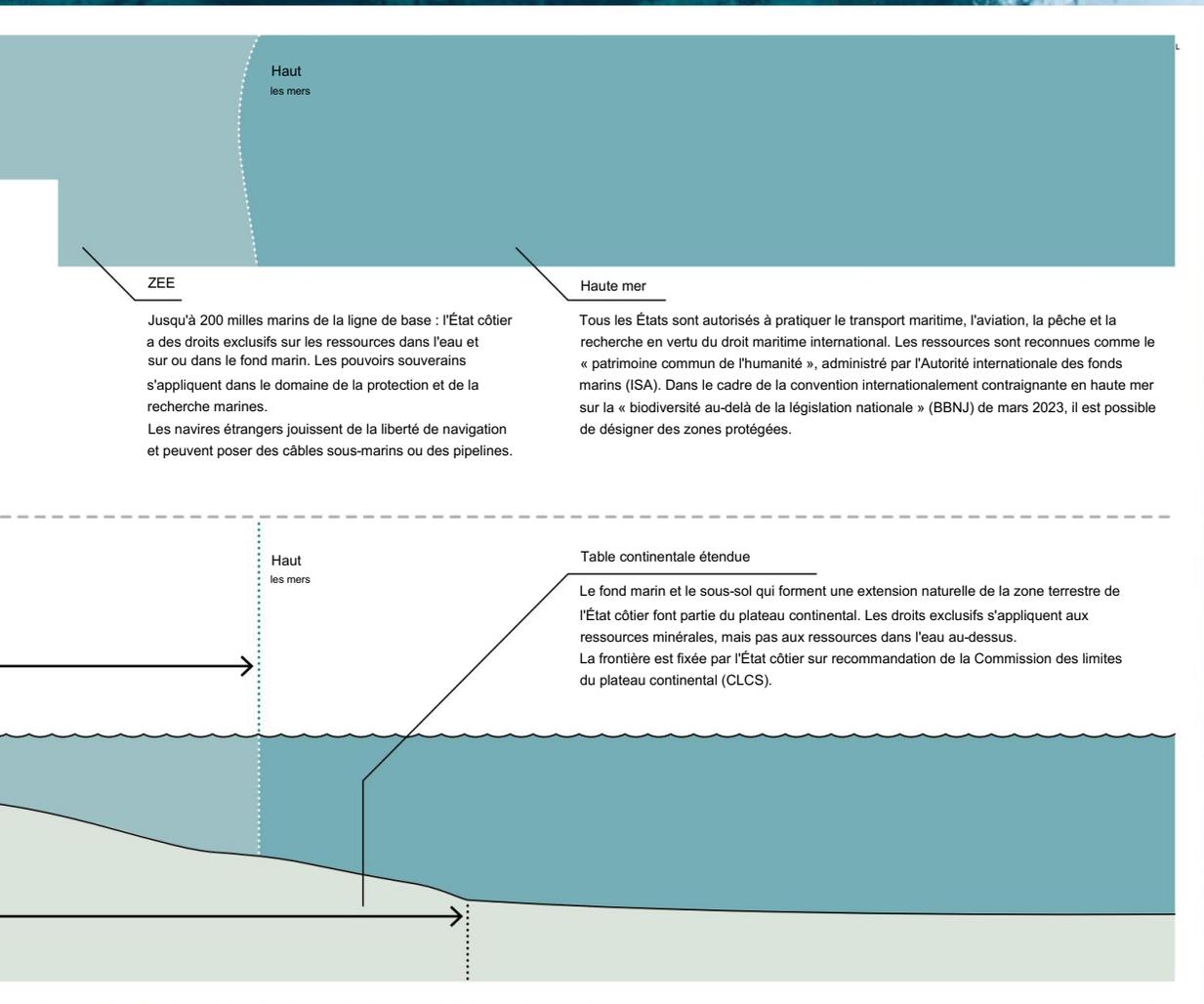
« L'Arctique en tant que région de compétition stratégique a attiré l'attention du monde [...] »

Antony Blinken, secrétaire d'État américain, lors de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique le 20 mai 2021. Source : <https://bit.ly/3zw3u4I>



# Zones maritimes en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer





Sources : propre illustration basée sur UN 1998 : Seerechtsübereinkommen der Vereinten Nationen und Übereinkommen zur Durchführung des Teils XI des Seerechtsübereinkommens (Übersetzung), 23 juin 1998, dans : <https://bit.ly/2tyUWse> [10 février 2023] ; Scheid, Walther-Maria 2019, dans : Lösckke, Sina et al. 2019 : Die Arktis und die Antarktis als politische Arenen, World Ocean Review 6 : Arktis und Antarktis – extrem, klimarelevant, gefährdet, p. 244, dans : <https://bit.ly/3MIY1VD> [18 mars 2023].



[L'arctic. Entre conflit et coopération](#)

# Le nord-américain Vue de l'Arctique

Comment sont le Canada et les États-Unis  
Répondre aux changements dans le Grand Nord

Norbert Eschborn

Lorsque le légendaire stratège naval américain Alfred Thayer Mahan a énoncé la doctrine fondatrice de la marine américaine à la fin du XIXe siècle avec son principe central de domination maritime, il n'y avait aucune mention de l'Arctique. Pourtant, avec la reconstruction des capacités maritimes russes après la guerre froide et l'augmentation simultanée des ambitions chinoises de défier l'hégémonie américaine à chaque occasion, il y a eu un changement significatif dans l'importance de l'Arctique pour les États-Unis et le Canada. Cela pose des défis considérables pour ces deux États riverains de l'Arctique en termes de politique de sécurité.<sup>1</sup>

La défense de l'Atlantique Nord commence dans l'Arctique : c'est un point souligné par le commandant de la deuxième flotte américaine, le vice-amiral Daniel Dwyer, dans un podcast d'un think tank canadien à l'été 2022. Historiquement, la zone opérationnelle de la deuxième flotte, basée à Norfolk, en Virginie, a toujours inclus le pôle Nord et certaines parties de l'Arctique<sup>3</sup>. La réactivation de cette flotte en 2018 (après sa désactivation en 2011) reflète plus que toute autre mesure la reconnaissance définitive de nouvelles réalités géopolitiques et une perception modifiée de la menace tant aux États-Unis qu'au Canada.

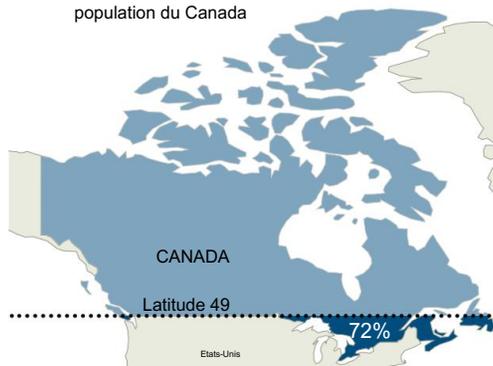
Le Canada en tant que « nation arctique »

Du point de vue canadien, l'Arctique est l'une des zones stratégiques les plus critiques et les plus importantes depuis le début de la guerre froide. La fin de ce conflit a d'abord contribué à donner l'impression que certains des facteurs géopolitiques qui avaient fait de l'Arctique une zone si dangereuse avaient disparu – et pendant une courte période, cela a bien pu être le cas. Mais lorsque Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir et que la Russie a décidé de militariser l'Arctique, la région a retrouvé son importance capitale au sein du système international en tant que zone d'interaction stratégique. Cette évaluation canadienne a été renforcée par le comportement militaire plus agressif de la Russie depuis l'annexion de la Crimée en

2014, et plus encore depuis le début de sa guerre d'agression contre l'Ukraine en février 2022.

Le Canada est le deuxième plus grand pays au monde après la Russie et compte six fuseaux horaires. De Toronto, la distance de vol vers le pôle Nord est plus grande que vers l'équateur. Pourtant, les Canadiens se considèrent néanmoins comme une nation arctique. Cette perception de soi se reflète même dans l'hymne national<sup>4</sup>, et il n'est pas rare que des représentants du pays désignent les Canadiens comme un « peuple du Nord »<sup>5</sup>. Le Canada semblerait donc avoir un attachement puissant à l'Arctique, du moins rhétoriquement. Pourtant, la grande majorité de la population – environ 95 % – vit dans une zone de 400 kilomètres de large le long de la frontière avec les États-Unis, 72 % habitant une très petite zone au sud du 49e parallèle<sup>6</sup>, qui fait partie de la frontière américano-canadienne – donc très éloignée des régions arctiques.

Fig. 1 : Répartition géographique de la population du Canada



Source : propre illustration basée sur Allison 2021, n.6.  
Carte : Terre Naturelle p.

C'est une autre raison pour laquelle, le plus souvent, les trois provinces et territoires du nord du Canada (Nunavut, Territoires du Nord-Ouest et Yukon) ne présentent pas vraiment un grand intérêt du point de vue de la politique canadienne : ils attirent parfois l'attention politique mais ne provoquent presque jamais action politique. Cela est également vrai en ce qui concerne les aspects de politique de sécurité – malgré l'importance stratégique de la région : même si un gouvernement après l'autre a parlé du bout des lèvres au développement du Nord, il y a souvent eu peu de choses à montrer pour cela dans la réalité. Les États-Unis rappellent régulièrement au Canada que s'il revendique sa souveraineté dans l'Arctique, il doit agir pour le démontrer. Ancien Conservatoire

Le premier ministre Stephen Harper, en poste de 2006 à 2015, s'est rendu dans le Nord au moins chaque été pour participer à l'opération Nanook, un exercice militaire annuel. Son successeur, le premier ministre Justin Trudeau des libéraux, n'a pas encore emboîté le pas.

## La politique de l'Arctique sous le gouvernement en place est axée sur les questions intérieures.

### Stratégie arctique du Canada

Il n'en demeure pas moins vrai que le Canada a une stratégie officielle pour l'Arctique depuis des décennies. L'objectif principal de cette stratégie est d'affirmer la souveraineté par la reconnaissance internationale de la présence et des positions du Canada dans l'Arctique. Cela remonte à l'époque du gouvernement du premier ministre conservateur Brian Mulroney dans la période de 1984 à 1993, lorsqu'un différend est survenu avec les États-Unis au sujet de la souveraineté dans l'Arctique : cela est entré dans l'histoire comme la controverse sur la mer polaire de 1985. Au temps, le brise-glace américain USCGC Polar Sea a navigué le passage du Nord-Ouest de l'Arctique du Groenland à l'Alaska sans avoir au préalable obtenu l'autorisation officielle du gouvernement canadien, puisque les États-Unis considéraient le passage du Nord-Ouest comme un détroit international ouvert à la navigation – comme c'est encore le cas aujourd'hui. En revanche, le Canadien

gouvernement a considéré – et considère – que le passage est situé à l'intérieur de la frontière canadienne. Néanmoins, le Canada a été informé du voyage à l'avance et a décidé de coopérer avec les États-Unis, et le gouvernement canadien a fourni des observateurs qui resteront à bord du navire américain tout au long du voyage de ravitaillement.

Pourtant, lorsque les plans du voyage du brise-glace ont été connus, un différend a éclaté au Parlement canadien, les critiques affirmant que le passage du brise-glace violait la souveraineté du pays, tandis que l'autre côté le niait, qualifiant l'argument de « délibérément anti-américain ». 7

Les efforts des libéraux canadiens en développement menant leur propre politique arctique depuis leur arrivée au pouvoir en 2015 se sont concentrés sur les questions intérieures. En décembre 2016, le premier ministre Trudeau s'est engagé à travailler avec les résidents du Nord et les partenaires autochtones pour élaborer un nouveau cadre stratégique pour l'Arctique. En 2017, des tables rondes ont été organisées avec des résidents de l'Arctique et du Nord, des jeunes, des experts clés et des parties prenantes, y compris l'industrie, des universitaires et des ONG, et une ligne directrice de discussion a ensuite été publiée en novembre 2017. L'objectif politique de ce La ligne directrice était de demander aux résidents de l'Arctique canadien et aux Canadiens en général ce qu'ils voulaient à l'égard de l'Arctique, en mettant l'accent sur la question de savoir ce qui pouvait être fait pour soutenir un Arctique canadien fort, prospère et durable. 2018 et 2019 ont été consacrés

pour développer et valider le cadre avec des partenaires, et un nouveau financement de plus de 700 millions de dollars canadiens (un peu moins de 500 millions d'euros) a ensuite été affecté au projet dans le cadre du budget fédéral 2019.

Les travaux du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada ont été lancés en septembre 2019.8

Le premier et le plus important enjeu pour le gouvernement est la question de la réconciliation avec les peuples autochtones du Nord. Le Canada a tendance à être considéré comme un pays jeune avec une histoire relativement courte et un récit national, mais l'histoire des peuples autochtones du pays remonte à des milliers d'années. Depuis la Confédération en 1867, le début de son



coloniale autonome, le Canada a connu un processus complexe et graduel de démocratisation . Cependant, ancrée dans la culture politique et la prospérité du Canada, il y a une histoire profondément enracinée d'exclusion, d'injustice et d'indifférence. Les terres considérées comme publiques au Canada sont encore appelées «terres de la Couronne», ignorant le fait qu'elles ont souvent été confisquées directement aux peuples autochtones et que ces derniers ont même des revendications sur les terres en vertu de la législation

(y compris une part du produit de l'exploitation des ressources naturelles). Le gouvernement de Justin Trudeau , en particulier, souligne que le Canada n'en est encore qu'au début d'un processus difficile et douloureux d'acceptation de son passé colonial.

Le deuxième volet sur lequel porte la politique du gouvernement est le développement canadien durable et économique, l'environnement étant le



Nouvelle approche dans l'Arctique ? Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, s'est rendu au Nunavut en août 2022 avec le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Jusqu'à présent, les aspects de la politique de sécurité ont joué un rôle secondaire dans la politique arctique du Canada. [Photo : Jason Franson, AP, alliance photo.](#)

principale préoccupation. La dimension internationale n'est pas une priorité. Le Canada dit qu'il aimerait voir un système de coopération fondé sur des règles dans l'Arctique dans la mesure du possible, et il est également fait référence à la politique de défense, mais il manque une explication plus détaillée sur cet aspect. Non sans raison, de nombreux critiques soulignent qu'il y a peu de preuves de ce que cette politique vise à accomplir en termes de positionnement du Canada sur la scène internationale.

Le début de la guerre en Ukraine en février 2022 a anéanti les espoirs de nombreux Canadiens concernant ce qu'ils appellent «l'exception arctique» - l'idée que l'Arctique est une zone de coopération unique. Ce que l'on appelle souvent au Canada depuis février 2022 la « reprise » de la guerre de la Russie avec l'Ukraine après 2014 a révélé le fait qu'il est impossible de coopérer avec une nation qui est prête à utiliser la force militaire comme le fait la Russie. en Ukraine depuis le début de 2022. Pour cette raison, toute initiative qui pourrait être entreprise par le Canada pour améliorer le système fondé sur des règles dans la région arctique aura presque certainement peu de chance de succès à ce stade.

## Le Canada n'a pas fait assez pour développer ses propres capacités dans le passage du Nord-Ouest.

La question de la défense de la souveraineté dans l'Arctique

Les parts de loin les plus importantes de la masse continentale de l'Arctique sont détenues par le Canada (environ 40 %) et la Russie (environ 50 %), bien que la population des trois provinces et territoires du nord du Canada dans l'Arctique soit relativement petite, à environ 130 000. Intégrité territoriale est l'un des problèmes les plus émotifs de la psyché politique canadienne. Cela peut être retracé au-delà du conflit mentionné ci-dessus dans les années 1980 jusqu'à une crise connue sous le nom de la frontière de l'Alaska ary dispute de 1903 entre le Canada et les États-Unis. L'ancienne puissance coloniale

les deux parties au conflit, le Royaume-Uni, ont agi en tant que médiateur, mais finalement le différend a été tranché en faveur des États-Unis10.

la défaite dans cette confrontation a porté un coup à cette même psyché politique, et cela a ensuite été aggravé pendant la Seconde Guerre mondiale lorsque le Canada dépendait des États-Unis pour la protection de sa frontière la plus septentrionale contre le Japon et l'Allemagne, et plus tard dans le froid. Guerre contre l'Union soviétique.

Un vestige qui survit de cette époque est le refus de Washington d'accepter les revendications canadiennes de souveraineté sur le passage du Nord-Ouest. Alors que le Canada a toujours insisté sur le fait que cette route se trouve sur son territoire, ce qui donnerait à Ottawa le droit de déterminer unilatéralement qui peut entrer et à quelles conditions, Washington a été tout aussi cohérent dans sa position selon laquelle il s'agit d'un détroit international, ce qui signifierait qu'en tant que tant que les navires respectent les règles internationales, ils ne devraient pas avoir à demander au Canada la permission de transiter.

Du point de vue du Canada, la revendication de propriété du passage du Nord-Ouest n'est pas négociable, ce qui donne au gouvernement canadien le plein contrôle sur la législation dans cette région et sur ce qui s'y passe. Toutefois, le Canada a dû admettre qu'il n'avait pas vraiment fait grand-chose pour se doter des capacités que la Russie, par exemple, utilise pour affirmer sa souveraineté sur la route maritime du Nord le long de son territoire : il y a un manque d'installations de surveillance adéquates et, en les infrastructures particulièrement pertinentes telles que les ports et les bases militaires ; de même, il n'y a pas assez de brise-glaces pour effectuer des patrouilles. Pour cette raison, les efforts canadiens pour contrôler le passage du Nord-Ouest sont beaucoup moins efficaces que les mesures russes. L'Union européenne continue de soutenir le point de vue des États-Unis, et il y a de plus en plus de signes que certains pays asiatiques pourraient également adopter cette position. La Corée du Sud a contesté le contrôle canadien dans certaines enceintes, par exemple, dont l'Organisation maritime internationale (OMI). Il en va de même pour Singapour.

Il ne fait guère de doute qu'avec la fonte des glaces et une éventuelle augmentation de la navigation,

la question du contrôle sur le Pas du Nord-Ouest sage reviendra à l'agenda politique. Il sera intéressant de voir si le gouvernement de Justin Trudeau est en mesure de répondre adéquatement aux défis que cela implique. La réglementation du passage du Nord-Ouest n'a été tentée qu'en relation avec les États-Unis à ce jour - avec résultats mitigés. À la suite de la controverse sur la mer polaire de 1985, un accord entre les gouvernements du Canada et des États-Unis sur la coopération dans l'Arctique a été signé trois ans plus tard. Les deux parties ont convenu qu'il était « souhaitable de coopérer afin de faire progresser leurs intérêts communs dans le développement et la sécurité de l'Arctique ».<sup>11</sup> Un passage encore plus crucial se trouve au point 3 de l'accord, qui stipule que « toute navigation par les brise-glaces dans les eaux revendiquées par le Canada comme étant internes seront entrepris avec le consentement du gouvernement du Canada. En vertu du droit international, il existe cependant une différence entre l'autorisation et le consentement. Ce choix de mots dans un traité international est encore aujourd'hui considéré par les universitaires comme une sorte de feuille de vigne pour protéger les sensibilités canadiennes à l'égard de l'intégrité territoriale, mais aussi pour motiver les États-Unis à apporter un plus grand soutien en matière de politique de sécurité par une présence dans le Nord-Ouest. Passage. La coopération dans le cadre du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), qui a été créé pour le secteur de la défense en 1958, va également dans ce sens : cette installation conjointe américano-canadienne pour surveiller l'espace et avertir des attaques de missiles balistiques intercontinentaux implique tacitement Cana

soutien indien aux bateaux américains opérant dans ses eaux, y compris ceux qui traversent le passage du Nord-Ouest. Jusqu'à l'annonce en juin 2022 par la ministre canadienne de la Défense Anita Anand qu'un financement de plus de 40 milliards de dollars canadiens serait fourni pour la modernisation des capacités du NORAD sur 20 ans<sup>12</sup>, les experts canadiens en sécurité craignaient depuis longtemps que sans engagement à long terme de la part du Canada, les États-Unis pourraient ne pas être disposés à continuer d'apporter leur propre contribution à l'effort de défense commun dans la même mesure à l'avenir.

Les États-Unis comme « réticents »  
État arctique

L'un des points les plus saillants que les politiques canadiennes et américaines ont en commun est que leurs régions respectives de l'Arctique n'ont presque jamais attiré l'attention des dirigeants politiques de l'un ou l'autre pays. Cela était particulièrement vrai de la partie de l'Alaska située au nord du cercle polaire arctique et les eaux environnantes, une région qui est maintenant au centre de la politique arctique américaine. Avec une population bien inférieure à un million d'habitants, la région a longtemps été considérée comme relativement insignifiante, et pas seulement sur le plan démographique<sup>13</sup>. candidat à la présidence en 2008 que de plus grands segments de la population américaine ont de nouveau pris conscience de l'Alaska - si tant est qu'ils l'aient jamais été auparavant. C'est l'une des raisons pour lesquelles la littérature décrit à plusieurs reprises les États-Unis comme une puissance arctique « réticente »<sup>14</sup>.

### Pendant longtemps, l'Arctique n'a pas été au centre de la politique américaine.

Néanmoins, une succession de documents officiels du gouvernement américain détaillent la stratégie arctique du pays sous différentes administrations après la fin de la guerre froide. Ces documents reflètent également l'évolution de la vision américaine de l'Arctique au fil des ans :

- La directive de décision présidentielle/NSC-26 du 9 juin 1994<sup>15</sup> contient des déclarations sur l'Arctique et l'Antarctique, mais n'a pas été largement diffusée et est donc considérée comme largement non pertinente.
- Beaucoup plus efficace était le National Security Presidential Directive NSPD-66 du 9 janvier 2009, publiée dans les derniers jours de l'administration George W. Bush<sup>16</sup>. Ici, les États-Unis se déclarent une nation arctique. Toujours influencé par les attentats du 11 septembre 2001, le

document révèle une compréhension plus large de sécurité nationale qui reconnaît les intérêts de sécurité des États-Unis dans l'Arctique, tout en abordant de nouveaux aspects tels que le travail du Conseil de l'Arctique, le potentiel de ressources de la région et le changement climatique. Le document est considéré comme la première réévaluation complète de la politique arctique des États-Unis depuis longtemps et un point de départ pour d'autres initiatives entreprises par l'administration Obama<sup>17</sup>. et l'impression commençait à prévaloir aux États-Unis que des problèmes tels que la rivalité pour les ressources pourraient potentiellement accroître le risque d'un conflit militaire dans la région. fait référence aux risques pour la production de pétrole dans l'État<sup>19</sup>. C'est également à ce moment que l'idée de protéger cette ressource clé est entrée dans le discours stratégique américain sur l'Arctique.

## En 2019, le secrétaire d'État américain Pompeo a vivement critiqué l'influence de la Chine et de la Russie dans l'Arctique.

- Barack Obama a été le premier président américain à se rendre dans l'Arctique durant son mandat<sup>20</sup>. La Stratégie nationale pour la région arctique de son administration avait été publiée deux ans et demi plus tôt, le 10 mai 2013. La stratégie a été critiquée par les experts comme étant trop imprécis et omettant d'inclure des aspects tels que les plans de remplacement de la flotte vieillissante de brise-glaces américains et le développement de ports en eau profonde.
- En décembre 2017, Donald Trump est devenu le premier président américain à publier une stratégie de sécurité nationale au cours de sa première année au pouvoir - seul le deuxième document du genre à mentionner l'Arctique. Son administration



considérerait la protection des ressources les plus importantes pour la domination énergétique des États-Unis comme étant d'une importance vitale. Le potentiel de ressources d'environ un million de milles carrés de l'Arctique américain, y compris la zone économique exclusive pertinente, a été quantifié par la Garde côtière américaine comme suit<sup>21</sup> : trois milliards de dollars américains en volume économique de l'industrie du poisson et des fruits de mer essayer dans l'Alaska arctique, 90 milliards de barils de réserves de pétrole non découvertes dans l'Arctique, un



De nouvelles priorités : Après avoir longtemps joué un rôle plutôt secondaire dans les considérations de politique de sécurité des États-Unis, la région arctique devient aujourd'hui de plus en plus un centre d'intérêt. Photo : © US Army, ZUMA Press, photo alliance.

On estime à 30 % le gaz naturel non découvert dans le monde et à mille milliards de dollars de terres rares dans l'Arctique. En outre, des aspects concrets de la politique de sécurité sont apparus au premier plan compte tenu de la présence militaire croissante de la Russie et des intérêts arctiques visiblement croissants de la Chine<sup>22</sup>. En marge de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique de 2019

en Finlande, le secrétaire d'État américain de l'époque, Mike Pompeo, a prononcé un discours dans lequel il a souligné les intérêts des États-Unis en matière de sécurité dans l'Arctique et a exprimé une critique étonnamment sévère de l'influence de la Chine et de la Russie dans la région. Cela a mis l'Arctique à l'ordre du jour des grandes puissances internationales une fois de plus<sup>23</sup>.

- La dernière stratégie américaine pour l'Arctique a été élaborée par l'administration Biden et présentée au public le 7 octobre 2022.<sup>24</sup> Dans celle-ci, les États-Unis réaffirment leur engagement à être une nation arctique, considérant le changement climatique comme un facteur clé pour le développement futur de l'Arctique. Washington vise à faire progresser les intérêts américains dans l'Arctique à travers quatre piliers qui se renforcent mutuellement et qui englobent à la fois des questions nationales et internationales : la sécurité, le changement climatique et la protection de l'environnement, le développement économique durable ainsi que la coopération et la gouvernance internationales.

### États-Unis et Canada : une comparaison des stratégies arctiques

Le talon d'Achille de toute activité maritime dans l'Arctique nord-américain est et demeure la capacité (ou l'incapacité) de mettre en œuvre les stratégies existantes. Entre autres choses, l'efficacité d'une stratégie peut être mesurée en fonction de la volonté politique de la mettre en œuvre et du degré de disponibilité des ressources financières adéquates.

Une comparaison des stratégies américaines et canadiennes dans l'Arctique montre qu'il y a en fait plus de similitudes que de différences, même si la rhétorique américaine des quatre à cinq dernières années contraste de façon frappante avec la retenue du gouvernement Trudeau, suggérant initialement que les deux pays pourraient poursuivre des politiques très différentes.

Voici des exemples de points communs :

- Les documents gouvernementaux respectifs des deux pays mentionnent « le renforcement de l'ordre fondé sur des règles » dans la région comme l'une des principales priorités. Cela comprend non seulement la protection de la souveraineté nationale, mais aussi la reconnaissance que faire de l'Arctique une « région partagée » dépend de la capacité des nations arctiques à relever de manière constructive les défis communs. La coopération régionale – fondée sur des principes internationalement reconnus tels que la souveraineté nationale – est dans l'intérêt des États-Unis et du Canada et contribue à un Arctique sûr et stable<sup>25</sup>.

- La coopération régionale est également perçue comme essentielle dans un contexte qui concerne toutes les nations arctiques : alors que le Canada fait explicitement référence aux changements climatiques, les États-Unis ont initialement préféré d'autres termes. Ce n'est qu'à la publication de ses documents stratégiques les plus récents que les États-Unis ont commencé à utiliser le même langage clair. Aujourd'hui, les réalités sont également reconnues dans les documents américains ; par exemple, les documents de stratégie de la Garde côtière américaine font référence à une glace plus mince et en particulier à une couverture de glace réduite près de la côte dans l'Arctique<sup>26</sup>.
- De plus, le Canada et les États-Unis reconnaissent que les communautés de l'Arctique, y compris les autochtones de l'Alaska et les peuples autochtones, seront à l'avant-garde du processus d'adaptation aux changements dans l'Arctique. Il semble que les États-Unis, qui (comme le Canada) entretiennent des relations très tendues avec leurs peuples autochtones, commencent à réaliser qu'il est logique de consulter et de travailler avec des groupes locaux lorsqu'il s'agit d'étendre les activités dans l'Arctique<sup>27</sup>. Enfin, il convient également de noter qu'un financement adéquat pour la mise en œuvre ne semble pas être disponible pour atteindre les objectifs définis dans l'une ou l'autre des stratégies. La Stratégie arctique des États-Unis suggère que le coût est un problème, déclarant qu'elle examinera ses « capacités, postures, opérations et activités nécessaires à la dissuasion dans l'Arctique [...] d'une manière axée sur la stratégie et sur les ressources ».<sup>28</sup>

On estime que la Russie compte actuellement 20 à 25 fois plus de brise-glaces que les États-Unis.

### L'Arctique nord-américain et les

Retour de la politique des superpuissances

Lorsque le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est rendu au Canada en août 2022, il a publiquement noté que la guerre de la Russie contre l'Ukraine avait fondamentalement changé le cadre de la sécurité mondiale<sup>29</sup>.

Ancienne formule canadienne « Grand Nord – basse tension », il a légitimé la vision idéaliste de l'Arctique de ses hôtes tout en les confrontant aux vastes mesures de réarmement militaire prises par la Russie ces dernières années, ne laissant aucun doute sur l'urgence nécessaire d'une action large et résolue de la part de l'OTAN pour contrer cette menace qui n'est pas entièrement nouvelle. Le message n'était pas quelque chose que les hôtes n'avaient pas entendu auparavant : après tout, leurs propres conclusions officielles ne laissent rien à désirer en termes de clarté – « L'Arctique canadien est vulnérable. Les infrastructures de défense sont obsolètes au mieux et défectives au pire ». De plus, les recherches actuelles sur le sujet ne manquent pas, même si elles ne sont reconnues qu'avec beaucoup de réticence, voire pas du tout, notamment les recherches de sources étrangères<sup>31</sup>. Le fait est que l'Arctique reste le théâtre de déploiement de tous les acteurs qui pourraient menacer la sécurité de l'Amérique du Nord<sup>32</sup>, et c'est au Canada qu'il incombe en dernier ressort de veiller à ce que l'attaque des États-Unis via l'Arctique canadien ne soit pas quelque chose que des adversaires militaires potentiels pourraient considérer comme une option prometteuse. Dans le pire des cas, il est actuellement douteux que cela puisse être exclu.

À mesure que l'activité dans l'Arctique augmente, les exigences en matière de sécurité en termes de recherche et de sauvetage, ainsi que les capacités de détection, de dissuasion et d'engagement des adversaires potentiels augmentent également. Il convient de noter qu'aucune des flottes (qu'il s'agisse de la marine américaine ou canadienne ou de la garde côtière américaine) n'a la capacité ou la capacité d'assurer une présence maritime de surface soutenue dans les hautes latitudes<sup>33</sup>.

Reflétant le manque d'intérêt militaire pour l'Arctique qui prévalait jusqu'en 2014, et pas seulement au Canada, il y a eu une baisse du nombre de sous-marins<sup>34</sup> - généralement considérés dans les concepts de sécurité à long terme de toutes les puissances navales de l'Arctique comme étant l'instrument le plus important. Aujourd'hui, par exemple, la flotte sous-marine canadienne comprend quatre sous-marins de la classe dite Victoria acquis d'occasion au Royaume-Uni en 1998 : âgés de plus de 40 ans, ils ont surtout fait la une en raison de leurs nombreuses déficiences et manque de navigabilité.<sup>35</sup> Qui plus est, un seul des

est actuellement opérationnel - un nombre grotesquement petit étant donné que le pays a des milliers de kilomètres de côtes. Au vu de la

défis en jeu, le matériel maritime des États-Unis dans les domaines concernés est également

besoin d'une expansion significative, au moins en termes quantitatifs. On estime que la Russie compte actuellement 20 à 25 fois plus de brise-glaces que les États-Unis.<sup>36</sup> Le fait qu'il existe un Coordi

nator pour la région de l'Arctique au sein du département d'État américain<sup>37</sup> et que ce poste a été occupé par un diplomate admiré par les experts canadiens pour son expérience en matière de traitement de la « politique des grandes puissances »<sup>38</sup> semble avantageux, mais pas exactement un « coup majeur ».

Depuis son entrée en fonction, le président russe Vladimir Poutine a modernisé l'arsenal nucléaire et les vecteurs de la Russie. Bon nombre de ces systèmes d'armes sont stationnés dans l'Arctique, faisant de la région l'un des emplacements stratégiques les plus importants et les plus dangereux au monde. Pourtant, cette ligne de pensée est à laquelle les dirigeants canadiens souscrivent à peine. En revanche, après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, les États-Unis se sont bel et bien recentrés sur cette question. Il n'est manifestement pas dans l'intérêt du Canada ni de la Russie ni de la Chine conclure que l'Amérique du Nord est vulnérable aux nouveaux systèmes d'armes. Compte tenu de l'ensemble de priorités complètement différent du gouvernement canadien, cependant - avec un programme de politique identitaire et d'expansion de l'État-providence - il reste difficile de savoir s'il est sérieux à propos de la question et est en fait prêt à payer pour plus de sécurité militaire, comme promis.

- traduit de l'allemand -

---

Le Dr Norbert Eschborn est directeur du Canada bureau de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

- 1 L'auteur tient à remercier l'ancien Com commandant de la marine allemande, vice-amiral (à la retraite) Lutz Feldt, et l'ancien conseiller en sécurité du premier ministre du Canada, Richard Fadden, pour leurs précieux commentaires sur cet article.
- 2 Dwyer, Daniel 2022: NATO's Northern Flank with VAdm Dwyer, podcast interview, Defence Deconstructed, The CGAI Podcast Network, 22 août 2022, du min. 10:45, dans : <https://on.soundcloud.com/yDFNz> [ 6 mars 2023].
- 3 Sur la mission de la US Second Fleet : Commander, US 2nd Fleet : Mission, dans : <https://bit.ly/3vIPckU> [6 mars 2023].
- 4 Texte dans : Gouvernement du Canada 2022 : Hymnes du Canada, dans : <https://bit.ly/3Q6Zxul> [6 mars 2023].
- 5 Cela comprend l'actuelle gouverneure générale du Canada, Mary Simon, en poste depuis juillet 2021 – la première femme titulaire d'une charge publique d'origine autochtone.
- 6 Allison, Robert 2021 : Où vivent les Canadiens ?, Graphically Speaking Blog, SAS Institute, 11 novembre 2021, dans : <https://bit.ly/3JjyuJk> [6 mars 2023].
- 7 Briggs, Phillip J. 1990 : The Polar Sea Voyage and the Northwest Passage Dispute, dans : *Armed Forces & Society* 16 : 3, pp. 437–452, ici : p. 437.
- 8 Voir pour plus de détails sur l'Arctique et le Nord du Canada Cadre stratégique : Gouvernement du Canada 2022 : Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada, dans : <https://bit.ly/2lFFJ7r> [6 mars 2023].
- 9 Pour les estimations de la population du Canada provinces, au troisième trimestre de 2022, voir Statistique Canada 2022 : Estimations démographiques, trimestriel, 21 décembre 2022, dans : <https://bit.ly/2GXAbi7> [6 mars 2023].
- 10 Farr, DML / Block, Niko 2006 : Alaska Boundary Dispute, The Canadian Encyclopedia, 6 février 2006, dans : <https://bit.ly/2MemaMA> [6 mars 2023].
- 11 Gouvernement du Canada 1988 : Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération dans l'Arctique, E101701 – CTS n° 1988/29, 11 janvier 1988, dans : <https://bit.ly/3YNXmzY> [6 mars 2023].
- 12 Gouvernement du Canada 2022 : Fiche d'information : Financement de la défense continentale et de la modernisation du NORAD, dans : <https://bit.ly/3WRRmny> [6 mars 2023].
- 13 Pour les chiffres officiels de la population de tous les États américains, au 1er avril 2020, voir US Department of Commerce / US Census Bureau 2020 : Resident Population for the 50 States, the District of Columbia, and Puerto Rico: 2020 Census, in : <https://bit.ly/3WSEGxs> [mars 2023].
- 14 Représentant pour plusieurs : Huebert, Rob 2009 : The United States' Arctic Policy : The Reluctant Arctic Power, dans : Huebert, Rob / Lackenbauer, P. Whitney : *Debating Arctic Security : Selected Writings, 2010–2021*, Peterborough, 2021, pp 167-201, ici : p. 167, dans : <https://bit.ly/3z1pUh> [16 mars 2023].
- 15 Conseil de sécurité nationale 1994 : PDD-26 – États-Unis Policy on Arctic and Antarctic Regions, 5/9/1994, in : <https://bit.ly/3FYOXkJ> [6 mars 2023].
- 16 The White House 2009: National Security Presidential Directive and Homeland Security Presidential Directive (NSPD-66 / HSPD-25), 9 janvier 2009, dans : <https://bit.ly/3YXVZi6> [6 mars 2023].
- 17 Crook, John R. 2009 : Nouvel état complet ment of US Arctic Policy, dans : *The American Journal of International Law* 103 : 2, pp. 342–349, ici : p. 342.
- 18 Un exemple de cet argument parmi d'autres : Blunden, Margret 2009 : The New Problem of Arctic Stability, in : *Survival* 51, pp. 121–144, ici : p. 142.
- 19 Des déclarations à cet effet se trouvent dans le transcriptions des audiences du Sénat américain tenues en 2009 par la sénatrice Lisa Murkowski, qui représentait l'Alaska à l'époque et le fait toujours. Voir US Government Printing Office 2010: Strategic Importance of the Arctic in US Policy: Hearing before a Subcommittee of the Committee on Appropriations, United States Sénat, One Hundred Eleventh Congress, First Session, Special Hearing, 20 août 2009, p. 8, dans : <https://bit.ly/3ldao4b> [6 mars 2023].
- 20 Johnson, Kyle 2015 : Obama devient le premier américain président to mis foot north of Arctic Circle, Joint Base Elmendorf-Ricardson, 3 sept. 2015, dans : <https://bit.ly/3lajtee> [6 mars 2023].
- 21 Garde côtière des États-Unis (USCG) 2019 : Arctique Perspectives stratégiques, avril 2019, p. 3, dans : <https://bit.ly/3STYKP5> [6 mars 2023].
- 22 Plus récemment : Feldt, Lutz 2023 : Geopolitical Shifts : Issues and Challenges for the Arctic Region, in : Fontaine-Skronski, Kim / Thool, Valériane / Eschborn, Norbert (eds.) 2023 : *Does the UN Model Still Work ? Défis et perspectives pour l'avenir du multilatéralisme*, Leiden, pp. 42–56, ici : p. 42.
- 23 Holm, Arne O. 2019 : Arctic Council Tensions Run High : Verbal Thunderstorm From Mike Pompeo, High North News, 7 mai 2019, dans : <https://bit.ly/3Grx4wu> [6 mars 2023].
- 24 La Maison Blanche 2022 : Stratégie nationale pour la région arctique, octobre 2022, dans : <https://bit.ly/3GpdyAp> [10 février 2023].
- 25 Département de la Défense des États-Unis (DoD) 2019 : Rapport au Congrès. Stratégie arctique du ministère de la Défense, juin 2019, p. 5, dans : <https://bit.ly/2MzAseP> [6 mars 2023].
- 26 USCG 2019, n. 21, p. 12.
- 27 Idem, p. 14.
- 28 DoD 2019, n. 25, p. 8.
- 29 Stoltenberg, Jens 2022 : Face à l'agression russe, l'OTAN renforce la sécurité de l'Arctique, The Globe and Mail, 24 août 2022, dans : <https://tgam.ca/3vqNRtq> [6 mars 2023].
- 30 Sénat du Canada 2022 : Défendre le Nord : Le rôle stratégique et l'importance de l'Arctique, Magazine SenCa+, 14 décembre 2022, dans : <https://bit.ly/3WMPQLQ> [6 mars 2023].

- 31 Un exemple de ce type de recherche : Feldt, Lutz / Hébrard, Patrick 2021 : Sous la surface. Les approches russe et chinoise de l'Arctique : menaces ou défis pour la communauté mondiale ? An Analysis of Russia's and China's Role in the Arctic Region, Konrad-Adenauer-Stiftung, 30 juin 2021, dans : <https://bit.ly/3YTeiFf> [6 mars 2023].
- 32 Charron, Andrea / Fergusson, James 2022 : Défendre le continent : la modernisation du NORAD et au-delà, Institut canadien des affaires mondiales, mai 2022, p. 3, dans : <https://bit.ly/3vlyrX9> [6 mars 2023].
- 33 USCG 2019, n. 21, p. 6.
- 34 Feldt 2023, n. 22, p. 47.
- 35 Berthiaume, Lee 2021 : La Marine royale canadienne amorcera le processus de remplacement de la flotte sous-marine vieillissante, La Presse canadienne/Global News, 14 juillet 2021, dans : <https://bit.ly/3GzHBpv> [6 mars 2023].
- 36 Cohn, Johanna 2022 : Icebreakers in the Arctic : An Overlooked Environmental Concern, Steady State Herald, 14 avril 2022, dans : <https://bit.ly/3C9ZqJ0> [6 mars 2023].
- 37 Département d'État des États-Unis : Office of the US Coordinator pour la région arctique, dans : <https://bit.ly/3lak27Q> [6 mars 2023].
- 38 Sevunts, Levon : La nomination d'un coordinateur de l'Arctique américain pourrait signaler une politique américaine plus musclée, CBC/Radio Canada, 31 juillet 2020, dans : <https://bit.ly/3Wuqv1v> [6 mars 2023].

# REPORT



[L'arctic. Entre conflit et coopération](#)

# La politique arctique des pays nordiques

Entre changement climatique, usage économique et sécurité

Gabriele Baumann / Julian Tucker

De vastes étendues de neige et de glace peuplées uniquement d'ours polaires : voilà une image de l'Arctique qui ne reflète qu'en partie la réalité. Même si la protection du climat et du paysage naturel de l'Arctique est au cœur des préoccupations des pays nordiques, l'activité économique est également présente dans les régions situées au nord du cercle polaire arctique. De plus, la question de la sécurité est à nouveau en tête de liste des priorités – notamment depuis l'attaque de la Russie contre l'Ukraine.

---

Un écosystème sensible commence à faiblir

L'Arctique a été particulièrement touché par le changement climatique mondial.<sup>1</sup> De graves changements dans la composition physique de l'Arctique ont attiré l'attention du monde depuis au moins 2007, lorsque la couverture de glace estivale dans l'océan Arctique est tombée à son plus bas niveau jamais enregistré. Mais tandis que le climat les chercheurs, les défenseurs de l'environnement et les habitants eux-mêmes mettent en garde contre un point de basculement irrévocable et une catastrophe imminente,<sup>2</sup> d'autres voient de nouvelles opportunités économiques à mesure que la banquise recule - ce qui se traduit par un accès plus facile aux ressources naturelles et des routes de navigation potentiellement libres de glace entre l'Asie et Europe, comme le Passage du Nord-Est dans l'Arctique russe.

Le réchauffement de la région a de graves conséquences pour l'environnement. L'exemple le plus connu est probablement celui des ours polaires au Groenland et à Svalbard en Norvège : leur comportement de chasse et social dépend de vastes terrains de chasse sur la banquise dérivante. Mais ces grands prédateurs arctiques ne sont qu'un aspect du problème.

Même un seul été sans glace endommagerait gravement un écosystème déjà stressé, menaçant non seulement la survie des ours polaires, des phoques annelés et des morses, mais anéantissant également d'innombrables formes de vie microscopiques. Les fonds marins et les côtes de l'océan Arctique sont habités

par un éventail étonnant de micro-organismes.

Diverses espèces d'algues, de bactéries et d'organismes microscopiques font partie des mécanismes complexes qui rendent la vie possible sur et sous la glace. La disparition irrévocable de ces plus petits composants de la chaîne alimentaire

signifierait non seulement une perte importante pour la science, mais détruirait également l'équilibre délicat de l'Arctique.<sup>3</sup>

Cependant, la biodiversité dans l'Arctique n'est pas le seul phénomène affecté par le réchauffement. L'eau froide libérée par la fonte des glaces de mer a une salinité relativement faible, ce qui a un impact significatif sur les courants d'eau et d'air qui déterminent les conditions météorologiques plus au sud. Le changement climatique est particulièrement perceptible dans l'Atlantique Nord, au large de la côte ouest du Groenland, où les courants océaniques sont un facteur clé dans la répartition de la chaleur à l'échelle mondiale. Étant donné que le climat mondial est déterminé par le déséquilibre énergétique entre l'équateur et les pôles, même de légers changements dans l'océan Arctique peuvent créer des boucles de rétroaction qui peuvent être imprévisibles et potentiellement dévastatrices ailleurs.

Bien que la fonte et le regel annuels de la banquise déterminent le pouls de la vie et la nature géophysique de l'Arctique, ils n'affectent pas le niveau de la mer, puisque le volume déplacé reste le même. Néanmoins, la disparition des glaces estivales a encore de lourdes conséquences. Plus la quantité de glace de mer qui disparaît dans l'Arctique est grande, plus la surface de l'océan qui est exposée est grande, ce qui absorbe à son tour plus d'énergie solaire sous forme de chaleur.

Alors que la disparition de la banquise n'a pas d'impact direct sur le niveau de la mer, la fonte de la calotte glaciaire du Groenland fait monter le niveau des océans du monde. La surface brillante de la banquise (et des plus

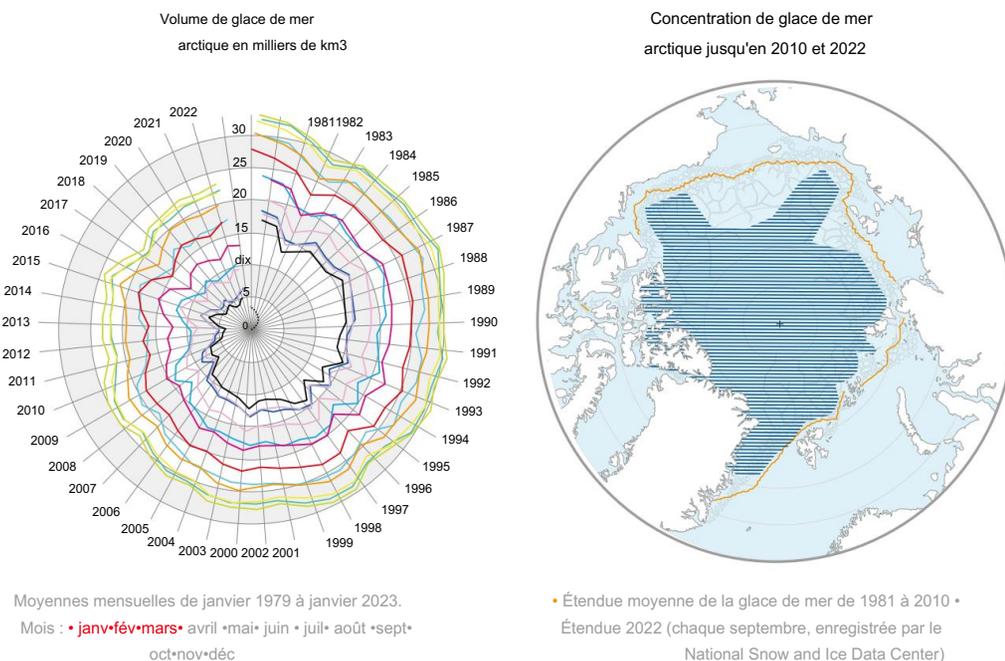
glace continentale résiliente au Groenland) reflète plus d'énergie solaire que l'océan noir, contribuant ainsi au maintien des calottes glaciaires. Au-delà de la glace également, le réchauffement transforme la forme physique de l'Arctique. Dans la partie russe en particulier, le dégel du pergélisol a des conséquences catastrophiques pour les infrastructures qui s'enfoncent dans le sol, causant d'énormes dégâts environnementaux lors de fuites.

En partie à cause de cet écosystème sensible et du réchauffement en cours dans l'Arctique, la lutte contre le changement climatique figure en bonne place sur la liste des priorités des gouvernements des pays nordiques et est soutenue par la majorité des populations respectives. Le Danemark (avec le Groenland et les îles Féroé), l'Islande, la Finlande, la Suède et la Norvège se sont fixé pour objectif d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard (la Suède d'ici 2045 et la Finlande dès 2035) et de devenir la région la plus durable du monde d'ici 2030.

Pôles d'activité économique dans l'Arctique européen

On imagine souvent l'Arctique comme un paysage de neige et de glace peuplé d'ours polaires. Ce n'est que partiellement vrai. L'Arctique est en effet une région clé dotée d'importants réseaux de commerce, de transport et de communication. Le cercle polaire arctique abrite de grandes villes telles que Luleå et Kiruna en Suède, et Tromsø et Bodø en Norvège, et il existe un important terminal GNL à Ham merfest dans le comté norvégien de Finnmark. Ces villes sont des centres économiquement forts et innovants avec une population croissante, notamment en raison de conditions générales attractives. Luleå est particulièrement connue pour la production d'acier sans énergie fossile utilisant de l'hydrogène vert ainsi que pour sa célèbre Université de Technologie ; à Kiruna et dans d'autres municipalités du nord Suède, l'exploitation minière a longtemps été l'un des secteurs économiques les plus importants, y compris le minerai de fer

Fig. 1 : Changements dans la calotte polaire arctique



Sources : propre illustration basée sur Lee Robinson, Andy / Horton, Ben 2023 : What's The Arctic Death Spiral ?, dans : <https://arcticdeathspiral.org> [3 février 2023] ; Paul, Michael 2020 : Arktische Seewege. Zwispältige Aussichten im Nordpolarmeer, SWP-Studie 2020/S 14, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, 23 juillet 2020, p.23, dans : <https://bit.ly/3EHN8sF> [ 27 février 2023]. Carte : © Peter Hermes Furian, AdobeStock.

et cuivre. La demande mondiale de fer et d'acier a conduit à de nouveaux investissements dans l'Arctique suédois.

De plus, les plus grands gisements européens de terres rares très concentrées à ce jour ont été identifiés à Kiruna début 2023.

Alors que la demande de véhicules électriques et d'éoliennes devrait augmenter, ces gisements nouvellement découverts sont considérés comme indispensables à la transition verte. 4 98 % des terres rares utilisées dans l'UE sont actuellement encore importées de Chine.

**Les brise-glaces revêtent une importance particulière pour l'économie de l'Arctique, car ils donnent accès à de nombreuses zones côtières.**

La stratégie suédoise pour l'Arctique vise à garantir que l'expertise suédoise en matière de génie civil et de transport résistant au froid contribue au développement durable de l'infrastructure arctique . , publié en 2021. Helsinki met l'accent sur la diversification de l'économie dans le nord du pays, notamment en vue de promouvoir le développement durable<sup>6</sup>.

Les brise-glaces sont d'une importance particulière pour l'économie de l'Arctique, car ils permettent d'accéder à de nombreuses zones côtières. sans eux, la région ne pourrait pas du tout être intégrée dans les opérations logistiques. Depuis les années 1930,

l'industrie des pays nordiques, et celle de la Finlande en particulier, s'est tournée vers les brise-glaces commerciaux. Le Finlandais

Le prestataire de services d'ingénierie Aker Arctic est l'un des principaux fabricants mondiaux de brise-glaces depuis 2005. Lorsque l'entreprise a connu des difficultés financières en 2013, la société holding d'État Finnish Industry a acquis la majorité de ses actions pour empêcher des intérêts étrangers d'acquérir une importance stratégique. expertise et technologie.<sup>7</sup>

Les habitants autochtones de l'Arctique

À mesure que les centres d'activité économique de l'Arctique s'étendent, les défis auxquels sont confrontés les habitants de la région, sa faune et son environnement augmentent également. C'est pourquoi il existe une demande de stratégies durables dans tous les domaines. Cela comprend la préservation et la protection du patrimoine culturel et des terres de parcours des Sâmes indigènes. Leur zone d'implantation traditionnelle Sápmi s'étend de la province suédoise centrale de Dalécarlie jusqu'à la côte de la mer de Barents et la Péninsule de Kola en Russie. Le statut spécialement protégé de ces personnes en tant qu'éleveurs de rennes entre régulièrement en conflit avec les intérêts de l'industrie minière lorsque celle-ci cherche à étendre ses activités économiques dans des zones qui sont traditionnellement des pâturages pour les troupeaux de rennes.

On estime que la population suédoise comprend plus de 20 000 Samis, et la constitution du pays a été modifiée en 2011 pour les reconnaître en tant que peuple autochtone. Néanmoins , le gouvernement a été critiqué pour ne pas avoir adopté de législation sur les questions relatives aux droits des Samis à la terre et aux ressources, et pour ne pas avoir reconnu le droit des peuples autochtones au consentement libre, préalable et éclairé aux projets miniers et d'infrastructure. En Finlande et en Suède , le débat sociopolitique sur les droits des peuples autochtones est principalement orienté vers la ratification de la Convention des peuples indigènes et tribaux<sup>8</sup>, un accord international adopté en 1989 qui promet aux groupes autochtones plus de pouvoir décisionnel sur leurs territoires traditionnels . La Norvège et le Danemark ont été parmi les premiers pays à ratifier cette convention – une étape d'une grande importance pour les régions arctiques telles que le Groenland.

Groenland : entre ressources naturelles Revenus et protection de l'environnement

Le Groenland est un exemple de la façon dont les efforts pour lutter contre le changement climatique – une priorité dans les États nordiques – peuvent conduire à des conflits au niveau politique sur l'utilisation des ressources naturelles existantes. Le gouvernement groenlandais poursuit essentiellement une



politique soucieuse de l'environnement. Néanmoins, il espère que l'extraction de matières premières rentables stimulera sa quête d'indépendance financière vis-à-vis du Danemark. Le Groenland était une colonie danoise jusqu'en 1953 ; avec une population actuelle d'environ 56 000 habitants, elle est désormais effectivement autonome (à l'exception de la politique étrangère et de sécurité

surtout lorsqu'il s'agit de prendre des décisions sur l'extraction des ressources, même si elle fait toujours partie du Royaume du Danemark et reçoit une importante subvention annuelle de Copenhague. En plus de son propre gouvernement régional, le Groenland a deux représentants au parlement danois, le Folketing.



Moteur économique en Laponie : Kiruna n'abrite pas seulement une énorme mine de minerai de fer. Début 2023, d'importants gisements de terres rares ont également été découverts près de la ville du nord de la Suède. Photo : © Knut Knipser, courtier en images, alliance en images.

le pays, où l'on pratique l'élevage ovin.

La pêche est toujours le pilier de l'économie groenlandaise, mais le secteur n'est plus en mesure de fournir autant d'emplois qu'auparavant. Le gouvernement groenlandais cherche des moyens de tirer profit des ressources minérales de l'île, qui comprennent l'or, le pétrole, le gaz naturel et les terres rares, bien que la politique climatique du Groenland rende cette entreprise difficile. Depuis son arrivée au pouvoir en avril 2021, le Premier ministre Múte Bourup Egede a tenu sa promesse électorale de poursuivre des politiques respectueuses de l'environnement et du climat en introduisant un moratoire sur les nouvelles licences de forage pétrolier et gazier. Un projet minier d'extraction de terres rares dans le sud de l'île a été arrêté après les protestations des habitants, car la mine aurait exposé de l'uranium comme sous-produit. Les investisseurs chinois se sont retirés du Groenland. Néanmoins, les riches ressources minérales du pays continuent d'attirer l'attention des nations et

entreprises dont les chaînes d'approvisionnement sont actuellement dominées par la Chine et qui sont à la recherche de sources alternatives de matières premières.

La zone de 200 miles autour de l'archipel du Svalbard est revendiquée par la Norvège comme sa zone économique exclusive.

Svalbard : un cas particulier

L'archipel du Svalbard, qui appartient à la Norvège, joue un rôle particulier dans la région arctique. Avec une population de 2 640 habitants, c'est l'endroit le plus septentrional du monde et l'une des plus grandes bases de recherche de l'Arctique.

La Norvège a exercé sa souveraineté sur ce groupe de îles arctiques depuis le traité du Svalbard de 1920,

En raison du climat arctique, les habitants du Groenland vivent principalement dans des colonies et des villes sur la côte. Historiquement, la pêche et la chasse ont été essentielles à la survie en raison des étés courts.

Le climat et les conditions géographiques du Groenland rendent l'agriculture et l'élevage quasi impossibles, sauf dans l'extrême sud du

qui compte désormais 46 États signataires. Cependant, tous les citoyens des États signataires ont le droit à l'emploi, à l'activité économique, au commerce et à la navigation à Svalbard. La zone située dans un rayon de 200 milles autour de l'archipel est revendiquée par la Norvège comme sa zone économique exclusive, y compris à des fins de pêche. Ceci est contesté principalement par la Russie, mais l'Union européenne et l'Islande estiment également que le traité du Svalbard s'applique également en dehors des eaux territoriales et sur le plateau continental. La Norvège se réserve également le droit d'effectuer des patrouilles côtières régulières sur Svalbard pour souligner la souveraineté norvégienne. Le service de garde-côtes fait partie des forces maritimes norvégiennes. La Russie critique la position norvégienne, citant l'article 9 du traité de Svalbard, qui interdit la poursuite de "fins de guerre" dans la zone démilitarisée, mais il y a eu une augmentation de la fréquence des exercices militaires russes au large des côtes norvégiennes. Pas plus tard qu'en juillet 2022, le président Vladimir Poutine a annoncé son intention de défendre les eaux arctiques « par tous les moyens »9. Début 2022, un câble sous-marin à fibre optique reliant une station satellite au sol à Svalbard au continent norvégien a été sectionné. Cet incident faisait suite à un incident similaire en avril 2021. Dans les deux cas, les autorités ont déclaré que les perturbations étaient susceptibles d'avoir été causées par l'activité humaine et non par des phénomènes naturels.

En plus d'un consulat général de Russie et d'une station de recherche, la Russie exploite également une mine de charbon à Barentsburg, une colonie minière du Svalbard avec une population d'un peu moins de 500 habitants, bien que la mine produise très peu et soit davantage un gage d'activité économique. Après l'invasion russe de l'Ukraine, on a également remarqué que les mineurs étaient principalement des Ukrainiens de la région du Donbass, ce qui a entraîné des tensions entre les travailleurs et les opérateurs russes.

Signature historique : En mars 2023, le président finlandais Sauli Niinistö a signé les lois d'adhésion de son pays à l'OTAN. Celles-ci avaient auparavant été adoptées par le parlement à une nette majorité.

Photo : © Markku Ulander, dpa, Lehtikuva, picture alliance.

Le Conseil de l'Arctique et

Problèmes de sécurité régionale

Au cours des dernières décennies, l'Arctique a été décrit comme une région exceptionnelle où une coopération pacifique et économiquement durable a permis aux nations et aux peuples autochtones de coexister. Cela est resté le cas même lorsque les tensions géopolitiques ont augmenté ces dernières années en raison des revendications impériales de la Russie, par exemple, et à la suite du conflit entre les États-Unis et la Chine.



Fondé en 1996 après la fin de la guerre froide, lorsque l'importance militaire de l'Arctique a décliné, le Conseil de l'Arctique comprend les cinq pays nordiques en tant qu'États arctiques, ainsi que le Canada, les États-Unis et la Russie.<sup>10</sup> Les questions de sécurité ont été exclues jusqu'à présent. Cependant, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a radicalement changé l'attitude des sept pays occidentaux du Conseil de l'Arctique, mettant au premier plan les aspects de la politique de sécurité. Les travaux du Conseil, actuellement présidé par la Russie jusqu'en mai 2023,

a été suspendu par sept des huit membres début mars 2022. D'autres instances de coopération ont suivi quelques jours plus tard, dont le Conseil euro-arctique de Barents, qui compte parmi ses membres les pays nordiques, l'UE et la Russie. La coopération régionale dans l'Arctique a ainsi été suspendue, ce qui a un impact considérable sur la recherche, la protection de l'environnement et le dialogue transnational pour les peuples autochtones, en particulier les Samis, dont la zone de peuplement traditionnelle s'étend à travers la Russie. Péninsule de Kola d'importance géologique et dont



des troupeaux de rennes ont franchi les frontières russes avec la Norvège et la Finlande pendant des siècles.

En matière de sécurité régionale et européenne, les cinq pays nordiques n'ont jamais été con

s'intéressait uniquement à la sécurité militaire dans le passé.

Le changement climatique et le développement durable ont toujours été considérés comme le défi le plus pressant. Trois de ces pays sont également membres de l'UE.

Depuis 2014, sinon avant, cela a également soulevé la question du rôle que l'UE pourrait jouer en tant qu'union transnationale pour le développement et la sécurité dans l'Arctique et de son influence en tant qu'acteur géopolitique.

En octobre 2021, l'UE a lancé une nouvelle stratégie arctique, qui place désormais la géopolitique au premier plan de la réflexion stratégique. Parmi les pays nordiques, il existe différentes interprétations concernant le rôle de l'UE, et il n'est pas facile d'identifier une « vision nordique » commune.

Nouvel environnement de sécurité suivant

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

Au lieu de cinq membres de l'OTAN dans l'Arctique

Conseil – comme c'était le cas avant l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes en février 2022 – il pourrait bientôt y en avoir sept : la Finlande et la Suède ont demandé leur adhésion à l'OTAN en mai 2022 après avoir été non alignées pendant des décennies (ou plus de 200 ans dans le cas de la Suède). La Finlande a officiellement rejoint l'Alliance en avril 2023. Aucun des deux pays ne borde l'océan Arctique, donc contrairement à la Norvège, leurs intérêts en matière de sécurité se situent davantage dans leurs zones terrestres septentrionales et dans la région de la mer Baltique. Cependant, ce dernier est considéré comme formant une région de sécurité interconnectée avec l'Arctique et l'Atlantique Nord. De plus, la frontière existante entre la Finlande et la Russie a doublé la longueur de la frontière terrestre entre l'OTAN et la Russie. Il faut espérer que la Turquie abandonnera maintenant son opposition à la Suède. Les cinq pays nordiques appartiendraient alors au pacte de défense.

Le Danemark et la Norvège ont également modifié leur position à la lumière des nouvelles menaces perçues dans la région arctique, le premier illustrant son changement d'attitude en annulant son retrait de la coopération en matière de défense au sein de l'UE en juin.

2022. L'opt-out de la défense signifiait auparavant que le Danemark n'était pas en mesure ou obligé de participer à la politique de sécurité et de défense commune ou aux opérations militaires de l'UE.<sup>11</sup>

## Il a fallu attendre les années 2010 pour que la nécessité d'une nouvelle planification militaire se fasse sentir, notamment après l'annexion russe de la Crimée en 2014.

Au cours des décennies relativement pacifiques qui ont suivi la guerre froide, les forces armées et les planificateurs militaires des pays nordiques se sont davantage concentrés sur les opérations extérieures et moins sur la défense territoriale et maritime dans le Grand Nord.

Les stratégies de défense nationale sont restées relativement inchangées et sont devenues de plus en plus dépassées. Il a fallu attendre les années 2010

que la nécessité d'une nouvelle planification militaire plus proche de chez nous est apparue au premier plan, en particulier après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

La rhétorique de Moscou sur l'Arctique a pris un ton nettement plus dur après cette année. Cela se reflète également dans les documents de sécurité russes, en particulier la doctrine militaire de 2014 et la doctrine navale de 2015.<sup>12</sup>

Les ministres de la défense finlandais et suédois a répondu en mars 2015 par un nouvel accord de coopération militaire qui aurait permis un effort de guerre conjoint des deux pays en cas d'attaque. Les pays nordiques'

L'alliance de défense NORDEFECO, fondée en 2009, a été renforcée en 2015 avec l'ajout d'un accord visant à étendre les exercices militaires et à échanger des informations. En raison de leur proximité avec la péninsule russe de Kola avec sa forte concentration d'installations militaires, y compris le quartier général de la Flotte du Nord à Mourmansk, les pays nordiques ont sans aucun doute un rôle extrêmement important à jouer dans la sécurité collective de l'Europe du Nord. En tant que (futurs) nouveaux membres de l'OTAN, la Finlande et la Suède apporteront une précieuse contribution à l'Alliance

avec leurs capacités militaires, transformant l'Europe du Nord de la mer Baltique à travers l'Atlantique Nord jusqu'à l'Arctique en une zone compacte de l'OTAN.

- traduit de l'allemand -

---

**Gabriele Baumann** est responsable du programme régional Pays nordiques de la Konrad-Adenauer Stiftung, basée à Stockholm.

**Julian Tucker** est chercheur associé au Programme régional Pays nordiques de Konrad-Adenauer-Stiftung.

- 1 Selon une étude réalisée en 2021 par le groupe de travail du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique (AMAP) du Conseil de l'Arctique, les températures moyennes aux pôles augmentent trois fois plus vite qu'ailleurs sur Terre. AMAP 2021 : Mise à jour 2021 sur le changement climatique dans l'Arctique : principales tendances et impacts. Summary for Policy-makers, 20 mai 2021, dans : <https://bit.ly/3PpvqhN> [13 décembre 2022]. D'autres études, comme un article publié dans Nature en 2022, estiment le réchauffement à quatre fois la moyenne mondiale : Rantanen, Mika / Karpechko, Alexey Yu. / Lipponen, Antti et al. 2022 : L'Arctique s'est réchauffé près de quatre fois plus vite que le globe depuis 1979, Communications Earth & Environment 3, Article 168, 11 août 2022, dans : <https://go.nature.com/3VVMtue> [13 décembre 2022].
- 2 Après les niveaux records de 2007 et 2012 notamment, le débat se poursuit en effet depuis quelques années pour savoir s'il existe réellement un « point de basculement » dans la formation des glaces de mer en été – un phénomène où la glace estivale serait si grande qu'aucune nouvelle couverture de glace ne pourrait se former en hiver. Une étude de modélisation réalisée en 2011 par des chercheurs de l'Institut Max Planck de météorologie suggère que la glace de mer pourrait se rétablir rapidement même si toute la glace de mer arctique devait fondre en été, montrant que la boucle de rétroaction conduisant à une spirale descendante dans l'étendue de la glace pourrait être moins importante. marquée qu'on ne le pensait auparavant. Néanmoins, il y a une tendance claire vers moins de glace dans l'Arctique, ce qui aurait des impacts environnementaux et régionaux irréversibles d'une énorme gravité. Tietsche, Steffen / Notz, Dirk / Jungclaus, Johann / Marotzke, Jochem 2011 : Mécanismes de récupération de la glace de mer d'été arctique, Geophysical Research Letters 38 : 2, 26 janvier 2011, dans : <https://bit.ly/3RoZ>
- 3 Des études et des rapports de situation sur divers biomes arctiques sont publiés régulièrement par le Programme pour la conservation de la flore et de la faune arctiques (CAFF), un groupe de travail du Conseil de l'Arctique spécialisé dans la conservation et la surveillance de la biodiversité arctique. Ils comprennent les suivants : Lento, Jennifer / Goedkoop, Willem / Culp, Joseph et al. 2019 : State of the Arctic Fresh water Biodiversity Report, CAFF, 13 mai 2019, dans : <https://bit.ly/3Wc3yQj> [13 décembre 2022] ; Aronsson, Mora / Heiðmarsson, Starri / Jóhannesdóttir, Hrefna et al. 2021 : Rapport sur l'état de la biodiversité terrestre de l'Arctique, CAFF, mai 2021, dans : <https://bit.ly/3Fshfnd> [13 décembre 2022].
- 4 Cederblad, Johanna 2023 : Jättefynd et Kiruna : « Största i Europa » (Géant trouvé à Kiruna : « Le plus grand d'Europe »), Svenska Dagbladet, 12 janvier 2023, dans : <https://bit.ly/3kXfSLI> [12 janvier 2023].
- 5 Ministère suédois des affaires étrangères 2020 : La stratégie suédoise pour la région arctique, dans : <https://bit.ly/3UTD3hs> [13 décembre 2022].
- 6 Gouvernement finlandais, Cabinet du Premier ministre 2021 : Stratégie finlandaise pour la politique arctique, dans : <https://bit.ly/3KJUC1Y> [27 février 2023].

- 7 Ilta-Sanomat 2013: Vapaavuori: Aker Arctic oli vaarassa siirtyä ulkomaiseen omistukseen (Vapaa vuori : Aker Arctic risquait d'être repris par des étrangers), 17 décembre 2013, dans : <https://bit.ly/3Ylg5ms> [13 décembre 2022].
- 8 Organisation internationale du travail 1989 : Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, C169, dans : <https://bit.ly/2AWFCJp> [13 février 2023].
- 9 Fontanka 2022: Путин: В новой Морской доктрине открыто обозначены границы РФ (Routine : la nouvelle doctrine navale russe nomme ouvertement les frontières), 31 juillet 2022, dans : <https://bit.ly/40M681z> [30 mars 2023].
- 10 Conseil de l'Arctique 1996 : Déclaration sur la création du Conseil de l'Arctique, 19 septembre 1996, dans : <https://bit.ly/3FP4hI9> [13 décembre 2022]. Le Conseil de l'Arctique est le principal forum intergouvernemental de coopération entre les pays et les peuples autochtones de l'Arctique. Il aborde le développement économique durable, la recherche sur le climat et les océans et la protection de l'environnement, répond aux catastrophes naturelles et aux urgences et promeut la coopération entre les services de garde-côtes de la région. Toutes les résolutions et déclarations du Conseil nécessitent le consensus des huit États arctiques.  
Le siège du Conseil est situé dans la ville de Tromsø, dans le nord de la Norvège.
- 11 Après le rejet du traité de Maastricht dans un référendum en 1992, l'accord d'Edimbourg a été conclu, accordant au Danemark quatre options de non-participation à l'Union européenne, dont une dans le domaine de la politique de défense. Le traité de Maastricht a ensuite été ratifié en 1993.
- 12 Institut d'études maritimes de Russie / Davis, Anna 2015 : The 2015 Maritime Doctrine of the Russian Federation, US Naval War College Digital Commons, dans : <https://bit.ly/3m0svSh> [30 mars 2023].



[L'arctic. Entre conflit et coopération](#)

# Du no man's land au continent du XXIe siècle ?

Sur l'avenir de l'Antarctique

Inga von der Stein

Éloigné et presque inhabité, mais de plus en plus important dans la politique internationale : l'Antarctique est un facteur crucial dans la lutte contre le changement climatique. Et compte tenu des gisements de matières premières que l'on pense y trouver, ce qui était autrefois un no man's land a le potentiel de devenir une arène géopolitique à moyen et long terme. L'Allemagne et l'Europe devraient faire davantage pour promouvoir la stabilité et la durabilité dans la région.

---

En octobre 2022, la guerre d'agression russe contre l'Ukraine atteint l'Antarctique : lors de la réunion annuelle de la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, la délégation ukrainienne demande que la Russie soit exclue de l'instance . L'appel n'a pas abouti. Ce qui est plus significatif, cependant, c'est que les nations réunies n'ont pas réussi à atteindre l'objectif principal de la réunion, à savoir établir des aires marines protégées (AMP)<sup>1</sup>. Ces dernières devaient être déclarées pour conserver la biodiversité unique de la région.

Si 25 des 27 États membres se sont effectivement accordés sur cet objectif<sup>2</sup>, le projet a échoué – comme lors des cinq réunions précédentes – en raison du principe d'unanimité et des veto de la Chine et de la Russie. Les intérêts de la Chine résident dans le maintien de la pêche dans l'Antarctique et dans la possibilité d'extraire des ressources à l'avenir. La Russie, pour sa part, considère l'Antarctique avant tout comme un élément supplémentaire de l'arène géopolitique et cherche à maximiser sa propre marge de manœuvre.

Le point de vue de l'UE sur les régions polaires

Alors que l'Antarctique a reçu peu d'attention à ce jour, l'importance stratégique de l'homologue nord de l'Antarctique, l'Arctique, a maintenant été établie comme un facteur important dans la politique allemande et européenne. La Commission européenne a présenté sa nouvelle stratégie arctique de l'UE3 en 2021, soulignant pour la première fois la « nécessité géopolitique » de l'engagement de l'UE dans la région et indiquant que l'engagement de l'UE dans l'Arctique se situerait désormais dans les deux domaines suivants :

durabilité et sécurité. Il est fait mention explicite des activités militaires de la Russie dans l'Arctique, ainsi que des intérêts de la Chine liés à la route polaire de la soie, tels que l'expansion des infrastructures critiques et l'extraction de matières premières dans l'Arctique. Les outils de l'UE comprennent établir un bureau de l'UE au Groenland, fournir un financement de l'UE pour promouvoir le changement vert et plaider en faveur d'une action multilatérale au sein du Conseil de l'Arctique.

Dans le cas de l'Antarctique, cependant, il n'y a pas une telle communication, pas de stratégie et pratiquement pas de fonds de l'UE. La boussole stratégique 2022 de l'UE4 ne mentionne même pas l'Antarctique. L'UE considère la région principalement d'un point de vue climatique. Le fait que son engagement soit plus sélectif que large s'explique notamment par la géographie : il y a plus de 4.900 kilomètres entre Bruxelles et l'Arctique , l'Antarctique est presque trois fois plus loin.

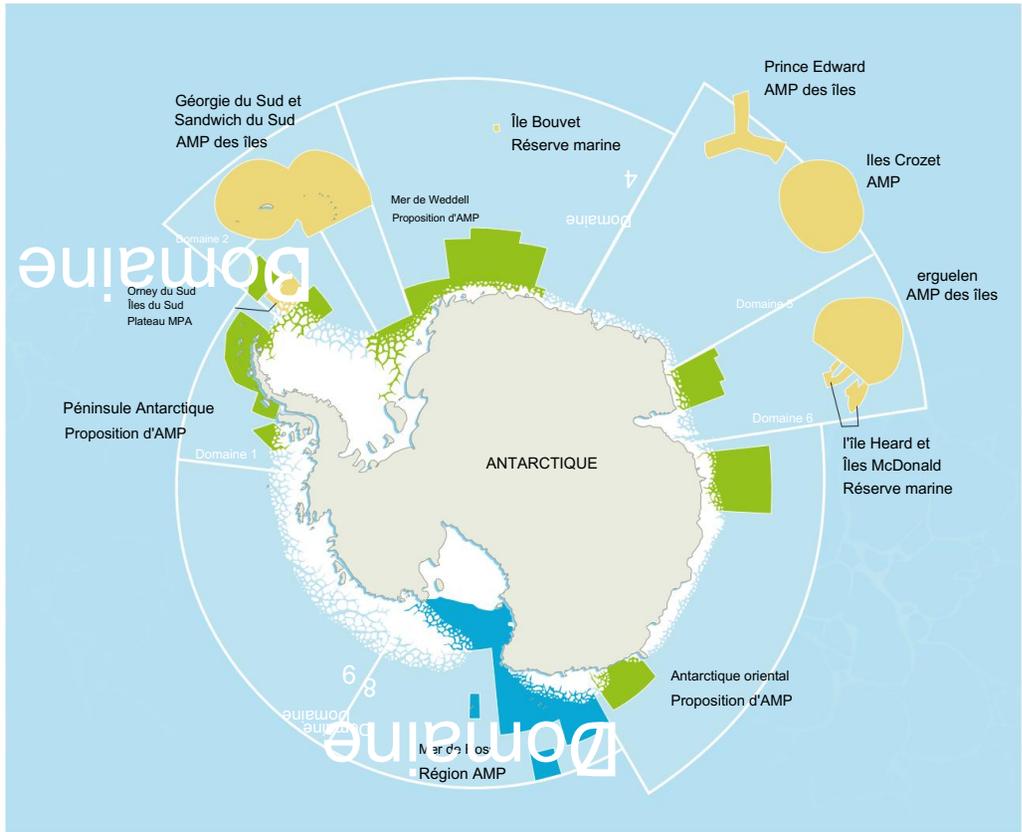
Contrairement à l'Arctique, l'Antarctique n'est pas constitué uniquement de glace, mais également d'une masse terrestre recouverte de glace : l'Antarctique est le continent le plus méridional de le monde.<sup>5</sup> Ce que les deux pôles ont en commun , c'est qu'ils sont particulièrement touchés par l'impact du changement climatique.

les régions polaires, qui pourraient devenir plus accessibles du fait de la fonte des glaces<sup>7</sup>.

Le Traité sur l'Antarctique, garant de la paix perpétuelle ?

Le sixième continent reste un modèle de paix à ce jour, notamment grâce au Traité sur l'Antarctique

Fig. 1 : Aires marines protégées (AMP) existantes et proposées dans l'Antarctique



.AMP CCAMLR existante .AMP existantes nécessitant une extension ou une protection supplémentaire .Propositions d'AMP ou projets de scénarios en cours de négociation par la CCAMLR. Source : propre illustration basée sur Kavanagh, Andrea 2017 : A Network of Marine Protected Areas in the Southern Ocean, The Pew Charitable Trusts, 25 avril 2017, dans : <https://bit.ly/3HExyAb> [ 16 février 2023]. Carte : © Peter Hermes Furian, AdobeStock.

de 1958 , qui est considéré comme le premier traité de maîtrise des armements de l'après-Seconde Guerre mondiale. Douze États9 ont accepté de suspendre leurs revendications territoriales et de s'abstenir à la fois d'exploitation économique et d'activités militaires. Aujourd'hui, 56 États au total sont signataires de l'accord, dont 20 États membres de l'UE10. Tous les États signataires n'ont pas le droit de voter lors des réunions consultatives : pour pouvoir le faire, un État doit d'abord définir une station de recherche dans l'Antarctique ou envoyer une expédition scientifique dans la région. Les résultats de ces recherches

doivent servir les intérêts de la communauté internationale. Le traité sur l'Antarctique de 1959 n'était qu'un début : En outre, le Traité sur l'Antarctique prévoit que les parties consultatives sont autorisées à effectuer des inspections dans toutes les zones de l'Antarctique. Toutes les décisions sont prises selon le principe

de l'unanimité. Actuellement, 29 États ont un statut consultatif, dont onze sont des États membres de l'UE. L'Allemagne est un État consultatif depuis 1981.

## Le Traité sur l'Antarctique ne peut être amendé que par accord unanime.

Le traité sur l'Antarctique de 1959 n'était qu'un début : au fil des ans, cinq accords ultérieurs ont été ajoutés. Un accord particulièrement important a été la Convention de 1980 sur la conservation de la vie marine de l'Antarctique

Resources, 11 qui a donné naissance à la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR). Cette commission compte 26 membres, dont l'UE elle-même et huit États membres de l'UE. L'UE et les huit États membres de l'UE ont le droit de vote. L'objectif de la CCAMLR est d'établir des AMP pour

garde la vie marine. Il s'agit actuellement de l'organe le plus pertinent dans le cadre du système du Traité sur l'Antarctique. Un autre accord d'importance clé est le Protocole de 1991 sur la protection de l'environnement<sup>12</sup>, également connu sous le nom de Protocole de Madrid, qui précise les exigences environnementales et interdit explicitement l'extraction commerciale de matières premières. Ce Protocole est considéré comme l'un des systèmes de protection de l'environnement les plus complets en vigueur au niveau mondial.

## La Chine et la Russie bloquent continuellement la création d'aires marines protégées.

### Faiblesses du système du Traité sur l'Antarctique

Le système du Traité sur l'Antarctique n'est cependant pas aussi sûr qu'il y paraît. Son élément le plus sûr est considéré comme le Traité sur l'Antarctique, qui interdit toute activité militaire. Il peut être amendé, mais cela nécessiterait un accord unanime, ce qui constitue un obstacle majeur.<sup>13</sup> Aucune modification n'a été apportée au traité à ce jour. Le modifier reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore, prévient María Teresa Kralikas, qui a été sous-secrétaire d'État au ministère argentin des Affaires étrangères de 2016 à 2019.<sup>14</sup> De plus, les amendements pourraient potentiellement donner aux États une excuse pour se retirer complètement du traité. Cela rendrait le Traité sur l'Antarctique fragile et finalement obsolète.

La Convention de 1980 a un handicap encore plus grand : les AMP établies ne s'appliquent pas indéfiniment. L'AMP dans la mer de Ross est initialement valable jusqu'en 2052.<sup>15</sup> Si aucun consensus n'est atteint pour confirmer ou modifier le statut de cette zone de protection, celle-ci expirera. De nouvelles AMP ne peuvent être établies que

par accord unanime. La Chine et la Russie en profitent en bloquant continuellement de tels mouvements. Pour convaincre les deux pays de céder et ainsi de faire l'unanimité, les durées de vie proposées pour de telles AMP sont de plus en plus raccourcies : en conséquence, on peut se demander si de telles zones vont perdurer et atteindre les objectifs souhaités.

Une autre lacune du système du Traité sur l'Antarctique est le Protocole sur la protection de l'environnement, qui interdit l'extraction de matières premières : les parties consultatives peuvent demander une révision de l'application de ce Protocole 50 ans après son entrée en vigueur en 1998<sup>16</sup>, soit en 2048. Pour l'adoption d'un amendement ou d'un ajout, l'approbation de la majorité des signataires et des trois quarts des parties consultatives au Traité sur l'Antarctique est nécessaire. Contrairement à presque toutes les autres décisions prises dans le cadre du système du Traité sur l'Antarctique, le principe de l'unanimité ne s'applique pas ici. Des amendements à l'accord pourraient potentiellement donner aux États signataires une excuse pour se retirer du Protocole et éventuellement commencer à extraire des matières premières.<sup>17</sup>

### L'avenir de l'Antarctique en tant que

#### Continent du 21<sup>e</sup> siècle

#### Changement climatique

Le changement climatique place de plus en plus l'Antarctique sous le feu des projecteurs internationaux : la fonte des glaces et l'élévation du niveau de la mer qui en résulte ont un impact aux proportions mondiales, tandis que dans le même temps, on spéculait sur le fait que les matières premières qui se trouvaient auparavant sous la glace pourraient désormais devenir accessibles. Le rapport d'évaluation des Nations Unies sur le changement climatique de 2022 indique que les régions polaires sont touchées de manière disproportionnée par les impacts du changement climatique et seront soumises à des changements fondamentaux d'ici 2050.<sup>18</sup> Cependant, beaucoup de choses n'ont pas encore été déterminées, comme la vitesse de fonte des glaces, l'impact mondial de la fonte des glaces et l'effet de la fonte des glaces de l'Antarctique - qui représente 70 % des réserves mondiales d'eau douce - sur l'océan et les courants. C'est pourquoi la recherche climatique menée dans l'Antarctique joue un rôle si important.

La diversité des plus de 8 000 espèces animales de l'Antarctique est déjà menacée<sup>19</sup>. Le krill revêt ici une importance particulière : sans ce crustacé, tout l'écosystème antarctique serait en danger. Au cours des 40 dernières années, la population de krill a diminué de 70 à 80 %<sup>20</sup>. Cela est dû en partie à la fonte des glaces de mer, qui conduit à l'acidification de l'océan.

Mais la surpêche dans l'Antarctique entraîne également l'épuisement des populations de poissons. Sur les 300 à 500 millions de tonnes de krill estimées en Antarctique, environ 100 000 tonnes sont pêchées chaque année. Même si cela ne représente qu'une très petite partie de la population totale, l'importance de la pêche au krill augmente : le krill est utilisé comme intrant pour l'alimentation et de plus en plus pour les produits médicaux et cosmétiques. Pour cette raison, les prises de krill devraient doubler d'ici 2050.<sup>21</sup>

## Il n'y a que des hypothèses concernant les types de ressources minérales, leur qualité et leur quantité.

La Chine et la Norvège pêchent les plus grandes quantités de krill. Alors que diverses AMP ont été établies ces dernières années pour mettre un terme à la surpêche, la Russie et la Chine bloquent les négociations en cours sur les extensions et les nouvelles aires protégées, comme décrit ci-dessus. De plus, la surveillance de ces zones est difficile car elles sont immenses et situées en dehors des eaux territoriales nationales.

### Matières premières

La fonte de la glace a conduit à un intérêt accru pour les matières premières que l'on pense être disponibles en dessous. Mario Baizán, conseiller du chef de cabinet du ministère argentin de la Sécurité de 2015 à 2019, affirme que les ressources de l'Antarctique en feraient le continent

du 21<sup>ème</sup> siècle.<sup>22</sup> En tant que nation économiquement assiégée, c'est une opportunité parfaite pour l'Argentine, et Ushuaia est de loin la plus largement utilisée des cinq "portes d'entrée" de l'Antarctique

Cependant, plutôt que des calculs fiables, il n'y a que des hypothèses concernant les types de ressources minérales accessibles, ainsi que leur qualité et leur quantité.

Ce n'est pas seulement à cause de la glaciation du continent, mais aussi à cause de l'interdiction de l'extraction de matières premières par le Protocole sur la protection de l'environnement. On peut supposer que les États signataires gardent pour la plupart les conclusions pour eux. Ce que l'on sait à ce jour, c'est qu'il existe des gisements de charbon et de minerai de fer dans l'Antarctique. On pense qu'il y a des métaux tels que le nickel, le cuivre et le platine ainsi que des gisements de pétrole et de gaz naturel. En plus des obstacles juridiques, la production commerciale ne serait pas économiquement viable à l'heure actuelle.<sup>24</sup> En termes de gisements de matières premières, l'Arctique a jusqu'à présent suscité un plus grand intérêt, car la glace y fond plus rapidement qu'en Antarctique.<sup>25</sup> Néanmoins, la hausse des températures affecte également les glaces de l'Antarctique – et tous les acteurs en sont bien conscients.

### Revendications territoriales dormantes

Compte tenu de l'intérêt pour les matières premières dont on pense qu'elles sont présentes dans la région, la question de savoir à qui appartiennent ces ressources revient à l'ordre du jour. Sept États ont revendiqué des revendications territoriales dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, fondées sur l'exploration des zones revendiquées ou sur la proximité géographique : Argentine, Australie, Chili, France, Nouvelle-Zélande, Norvège et Royaume-Uni (voir figure 2). Le Traité sur l'Antarctique a gelé ces revendications territoriales mais ne les a pas effacées. Si le traité devait cesser de s'appliquer à l'avenir, il est concevable que les États ayant des territoires les revendications insisteront pour les poursuivre voire les étendre. En outre, d'autres États pourraient également faire valoir de telles revendications. Les revendications territoriales affirmées par l'Argentine, le Chili et le Royaume-Uni, par exemple, se chevauchent partiellement ; pendant ce temps, la Russie et les États-Unis n'ont pas reconnu d'autres revendications territoriales dans le passé tout en se réservant le droit de faire valoir les leurs. En outre, des désaccords pourraient éventuellement surgir en ce qui concerne les zones économiques exclusives, c'est-à-dire la zone maritime jusqu'à 200 milles marins au large des côtes. Droits exclusifs

la pêche et les ressources minérales sont en jeu ici. En tant que telles, ces revendications territoriales dormantes présentent un potentiel de conflit à l'avenir.

#### Géopolitique au Pôle Sud

Semblable à l'Arctique, l'Antarctique attire de plus en plus l'attention des acteurs politiques mondiaux du XXI<sup>e</sup> siècle. Contrairement au Conseil de l'Arctique, l'Antarctique n'est pas un club fermé : chaque État qui exploite une station de recherche dans l'Antarctique dispose d'un droit de vote au sein du Conseil de l'Antarctique. Cela permet une participation plus large. Les trois acteurs qui se distinguent par leur implication dans l'Antarctique sont les États-Unis, la Chine et la Russie. Les États-Unis sont à l'avant-garde en termes de qualité de la recherche dans l'Antarctique, et plus de 1 200 citoyens américains se trouvent en permanence dans l'Antarctique à des fins de recherche - plus que de tout autre pays.<sup>27</sup>

La Russie considère l'Antarctique avant tout comme une arène de compétition géopolitique, mais elle ne dispose pas des moyens économiques suffisants pour s'y établir comme l'avait fait l'Union soviétique pendant la guerre froide. On pense que la Russie ne respecte pas les règles du système du traité sur l'Antarctique : les exemples incluent ici des activités présumées impliquant des technologies à double usage, telles que les satellites. On soupçonne que la Russie pourrait déployer ces technologies non seulement à des fins de recherche civile, mais aussi à des fins militaires et de renseignement, ce qui violerait l'interdiction d'activité militaire. De plus, un navire russe a enfreint l'interdiction de pêche dans une AMP en 2020<sup>28</sup>. Comme certaines stations de recherche chinoises, il existe également des stations russes qui n'ont pas été inspectées depuis plus de dix ans. Cela pose le risque que la communauté internationale ne soit pas au courant des activités de la Russie. En ce qui concerne l'avenir de l'Antarctique, on peut supposer que la Russie continuera d'agir de concert avec la Chine afin de ne pas limiter ses propres options. Il est concevable que la Russie puisse s'associer à la Chine pour tenter d'amender le Protocole sur la protection de l'environnement en 2048 afin d'ouvrir à long terme la possibilité d'exploiter des matières premières dans l'Antarctique.



La Chine est une partie consultative du Traité de l'Antarctique sans revendications territoriales depuis 1985, mais elle a considérablement accru sa présence au cours des dix dernières années. La recherche climatique ne peut à elle seule expliquer cette implication, ce qui conduit à la conclusion que la Chine poursuit d'autres intérêts dans l'Antarctique, tels que la recherche militaire et l'exploration de gisements de matières premières. La Chine a une plus grande marge de manœuvre dans l'Antarctique que dans l'Arctique. Au Conseil de l'Arctique, seuls huit États sont impliqués dans le processus décisionnel<sup>29</sup> : cela signifie que l'influence chinoise dans le

L'Arctique est limité au niveau institutionnel. En revanche, la structure institutionnelle de l'Antarctique



La porte d'entrée la plus utilisée vers l'Antarctique : la ville portuaire d'Ushuaia, au sud de l'Argentine. Photo : Alvis Uptis, Design Pics, alliance d'images.

est très attractif pour la Chine, car il donne la parole à chaque État ayant des activités de recherche.

Stratégiquement, cela fait le jeu de la Chine que l'Antarctique a été pratiquement un no man's land jusqu'à présent.

**En construisant son infrastructure antarctique, la Chine profite de ses bonnes relations avec l'Argentine.**

---

Pour se positionner, le pays a mis en place quatre stations de recherche, dont une cinquième actuellement en construction. La Chine envisage également de construire un aéroport près de la station de recherche de Zhongshan.<sup>30</sup>

Une grande partie de l'activité chinoise se déroule dans le secteur de l'Antarctique oriental, où se trouvent la plupart des stations de recherche du pays. C'est un domaine stratégiquement pertinent car de nombreuses ressources telles que le fer sont suspectées. Il est à noter que les stations chinoises forment une sorte de corridor du pôle Sud à la côte de l'Antarctique.

Teresa Kralikas estime que dans le moyen à

À long terme, la Chine pourrait chercher à affirmer une revendication territoriale fondée sur le positionnement stratégique de ses gares. Le pays a été critiqué à plusieurs reprises pour son manque de transparence dans les rapports sur ses activités dans l'Antarctique.

Elle dissimule l'utilisation de son armée pour des projets prétendument scientifiques, par exemple, violant ainsi vraisemblablement le droit international<sup>31</sup>, et la station de Kunlun n'a jamais été inspectée<sup>32</sup>. Sur la base des informations fournies par la Chine elle-même, cette station est

pour la recherche spatiale et le forage profond.<sup>33</sup> Le pays déploie également de nombreux satellites qui pourraient potentiellement offrir des avantages militaires importants en plus d'être utilisés à des fins civiles.

Économiquement parlant, l'Antarctique est lucratif pour la Chine en raison des prises de krill et des ressources minérales supposées exister.

là. L'Institut de recherche polaire de Chine considère que l'accès des Chinois à ces ressources



Pas seulement le tourisme : la Chine a massivement accru ses activités dans l'Antarctique ces dernières années, la transparence n'étant pas une priorité pour la République populaire. Photo : Ashley Cooper, Global Warming Images, alliance d'images.

être essentiel au développement économique et à la pérennité de la République populaire<sup>34</sup>. En construisant les infrastructures nécessaires, la Chine bénéficie des bonnes relations qu'elle entretient avec l'Argentine. L'Argentine fait partie de la « nouvelle route de la soie » depuis le début de 2022, et la Chine a manifesté son intérêt pour investir dans la ville portuaire d'Ushuaia : cette dernière est précisément le type de ville dont la République populaire a besoin comme porte d'entrée logistique pour réaliser ses ambitions en Antarctique. En janvier 2023, plusieurs rapports ont signalé que la Chine envisageait même de construire son propre port en Terre de Feu<sup>35</sup>. Dans l'ensemble, l'Antarctique est un élément clé pour la Chine dans sa quête pour devenir une puissance mondiale d'ici 2049.

### La lutte contre le changement climatique nécessite une coopération non seulement avec des partenaires, mais aussi avec des concurrents et des rivaux systémiques.

Concernant le positionnement futur de la Chine dans l'Antarctique, le scénario suivant est probable : en raison de son intérêt pour la pêche au krill, la République populaire devrait continuer à torpiller les travaux de la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique. On peut s'attendre à ce que la Chine bloque la création de nouvelles AMP, ou n'accepte les AMP que si elles sont de courte durée. À l'heure actuelle, le pays n'a aucun intérêt à modifier fondamentalement le traité sur l'Antarctique : la République populaire elle-même bénéficie du statu quo, ce qui lui permet d'étendre encore son influence dans l'océan Antarctique.

Cependant, il est concevable que la Chine demande un amendement au Protocole sur la protection de l'environnement en 2048 afin d'ouvrir la possibilité d'extraire légalement des matières premières.

Si la Chine commençait à extraire des matières premières, cela pourrait potentiellement déclencher une réaction en chaîne : les revendications territoriales gelées resurgiraient, mettant en danger le système du Traité sur l'Antarctique ou, dans le pire des cas, provoquant même son effondrement.

La République populaire elle-même n'a pas de revendications territoriales, mais les stations de recherche chinoises sont situées dans une zone soumise à des revendications australiennes latentes, ce qui pourrait potentiellement donner lieu à un conflit.

Il est temps d'agir : une plus grande concentration sur le Antarctique par l'Allemagne et l'UE

Malgré son éloignement géographique, le sixième continent devrait être pris en compte dans les réflexions politiques de l'UE. Une attention particulière doit être portée à la Chine. Le point de départ ici pourrait être la nouvelle stratégie arctique de l'UE. De nombreux défis de l'Arctique et de l'Antarctique ont des aspects communs, tels que le changement climatique, l'accessibilité accrue des matières premières en raison de la fonte des glaces et l'intérêt que les acteurs extérieurs portent à ces mêmes ressources. Une « stratégie polaire européenne » holistique s'impose, applicable à la fois à l'Arctique et à l'Antarctique. Ce serait

donner aux États membres de l'UE qui sont parties à la des orientations pragmatiques du système du traité sur l'Antarctique pour leurs actions, tout en permettant à l'UE d'accroître son influence en tant qu'autorité normative puissance, favorisant ainsi la durabilité et la stabilité entre les États du Traité sur l'Antarctique. L'Antarctique devrait également être davantage au centre des préoccupations du Service européen pour l'action extérieure par l'intermédiaire de la direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne. Le poste créé pour l'Envoyé spécial pour les questions arctiques devrait en outre inclure la question de l'Antarctique dans son portefeuille. Les directions générales de l'action pour le climat et du commerce devraient également être impliqué. Par ailleurs, l'Allemagne ne doit pas négliger l'Antarctique dans la stratégie chinoise qu'elle est en train d'élaborer. Les ambitions de la Chine doivent être considérées globalement, et l'Allemagne doit coordonner ses actions et ses ambitions avec les États-Unis et d'autres partenaires démocratiques.

Dans le cadre du système du traité sur l'Antarctique, l'UE et les États membres de l'UE doivent continuer à œuvrer pour la protection du climat et la conservation de la biodiversité dans l'Antarctique. Cela comprend la promotion de la création d'AMP au sein de la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique. Ce dernier ne suffira pas

cependant, comme l'illustrent pour la sixième fois consécutive les veto imposés par la Russie et la Chine à l'établissement d'AMP en

2022. Pour cette raison, les AMP doivent être discutées à un niveau politique supérieur et mises à l'ordre du jour lors de réunions bilatérales tenues par de hauts responsables politiques allemands et européens avec leurs homologues chinois et russes. La lutte contre le changement climatique est d'intérêt mondial : elle nécessite une coopération non seulement avec des partenaires mais aussi avec des concurrents et des rivaux systémiques.

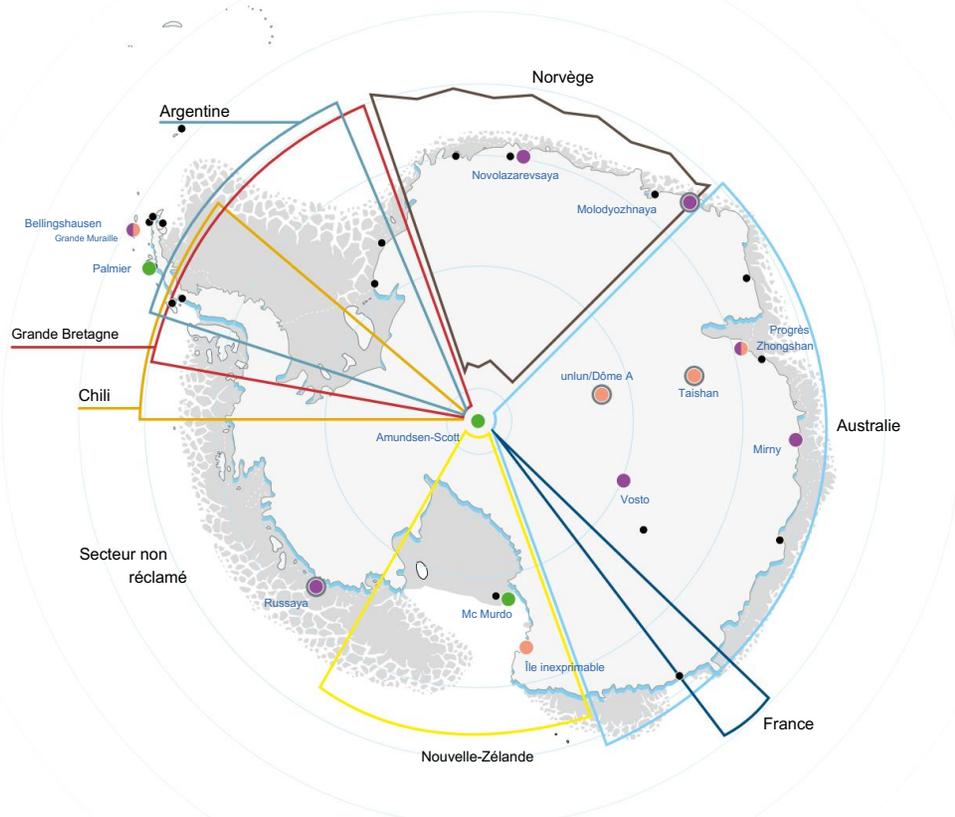
Le fait que l'engagement de l'UE dans l'Antarctique ait été quelque peu limité est en partie dû à des facteurs juridiques, puisque seuls les États-nations peuvent être signataires du traité sur l'Antarctique et de son protocole. Néanmoins, les signataires incluent

onze États membres de l'UE. Au lieu de financer

En ce qui concerne l'infrastructure des stations nationales de recherche, il devrait y avoir plus de projets communs – un exemple ici est Concordia, qui est géré conjointement par la France et l'Italie. Un autre exemple positif est la mission internationale planifiée par l'Institut Alfred Wegener. En outre, l'UE devrait mettre à disposition des fonds, par exemple au titre du programme-cadre de recherche scientifique Horizon Europe, à la fois pour améliorer la coordination de la recherche entre les membres de l'UE et pour fournir un soutien financier aux États non membres de l'UE.

L'Argentine, en crise économique, possède de nombreuses stations de recherche, bien que la plupart soient de mauvaise qualité. L'UE devrait soutenir l'Argentine dans la modernisation de ces bases ou établir une station de recherche UE-Cono-Sur avec le

Fig. 2 : Revendications territoriales (dormantes) et installations de recherche dans l'Antarctique



Installations de recherche de • Russie • Chine • États-Unis. • Installations de recherche exploitées de façon saisonnière. • Autres stations de recherche ouvertes toute l'année. Sources : propre illustration basée sur Polar-Journal 2000 : Gebietsansprüche in der Antarktis, 1er janvier 2000, dans : <https://bit.ly/3VvWFHZ> [16 février 2023] ; Boulègue 2022, n°28 ; L'Université du Texas à Austin 2009 : Cartes des régions polaires et des océans. Région Antarctique (Politique) 2009, 803412AI (R02207) 6-09, CIA, dans : <https://bit.ly/41wLXpu> [27 février 2023]. Carte : © Peter Hermes Furian, AdobeStock.

l'aide des États signataires, par exemple. De plus, le port argentin d'Ushuaia a également besoin d'investissements. Ce n'est qu'une question de temps avant que d'autres États comblent ce vide et lient l'Argentine à eux – pas seulement financièrement. La Chine cherche déjà activement à s'implanter dans cette porte d'entrée vers l'Antarctique. Ici, par exemple, l'initiative Global Gateway de l'UE ou le partenariat du G7 pour les infrastructures et l'investissement mondiaux pourraient être principales alternatives aux investissements chinois et à l'initiative Route de la soie.

En outre, il convient de mieux utiliser les outils disponibles dans le cadre du Traité sur l'Antarctique. Les États européens doivent planifier en collaboration lors de la réalisation d'inspections, en ciblant les stations russes et chinoises afin de détecter les violations de l'Antarctique. Les partisans d'un ordre multilatéral fondé sur des règles comme l'Australie, l'Argentine, l'Afrique du Sud et le Chili devraient également être inclus ici.

Le temps presse peut-être pour le système du Traité sur l'Antarctique en tant que cadre de rétablissement de la paix. L'Allemagne et l'Europe doivent s'y préparer et chercher à préserver l'Antarctique en tant que bien commun de la communauté internationale et en tant que symbole de stabilité et de durabilité.

- traduit de l'allemand -

[Inga von der Stein](#) est associée de recherche au bureau argentin de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

- 1 Perry, Nick 2022 : la Russie et la Chine bloquent l'Antarctique protections, The Canberra Times, 5 novembre 2022, dans : <https://bit.ly/3VYfEwI> [16 février 2023].
- 2 La CCAMLR comprend 26 États et l'UE.
- 3 Commission européenne 2021 : Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Un engagement plus fort de l'UE pour un Arctique pacifique, durable et prospère, 13 octobre 2021, sur : <https://bit.ly/3KcU2cD> [27 mars 2023].
- 4 Conseil de l'Union européenne 2022 : Une boussole stratégique pour la sécurité et la défense, 21 mars 2022, dans : <https://bit.ly/3yfW3Og> [16 février 2023].
- 5 Raspotnik, Andreas / Østhaugen, Andreas 2020 : L'Union européenne en Antarctique : une zone d'intérêt émergente ?, 18 août 2020, dans : <https://bit.ly/3Hy7Kpt> [16 février 2023].
- 6 Constable, Andrew J. / Harper, Sherlee / Dawson, Jackie et al. 2022 : Cross-Chapter Paper 6 : Polar Regions, dans : [L'Antarctique](#), éd. par J. Ørtnér, Hans-Otto / Roberts, Debra / Tignor, Melinda et al. (eds.) : Changement climatique 2022 : impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Cambridge, pp. 2319–2368, ici : p. 2321.
- 7 Jung-Hüttel, Angelika 2016 : Verborgene Schätze, Süddeutsche Zeitung, 10 juin 2016, dans : <https://sz.de/1.3028556> [16 février 2023].
- 8 Secrétariat du Traité sur l'Antarctique : Le Traité sur l'Antarctique, Documents clés du système du Traité sur l'Antarctique, dans : <https://bit.ly/3zgiF1F> [29 mars 2023].
- 9 Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, États-Unis, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume-Uni, Union soviétique.
- 10 Secrétariat du Traité sur l'Antarctique : Parties, dans : <https://bit.ly/3UXxAGg> [16 février 2023].
- 11 Commission pour la conservation de l'Antarctique Marine Living Resources 2022 : Texte de la Convention CAMRL, 11 décembre 2022, dans : <https://bit.ly/3FtpKyx> [16 février 2023].
- 12 Conférence sur l'Antarctique 1991 : Le "Protocole de Madrid" - Le Protocole sur la protection de l'environnement du Traité sur l'Antarctique, Institut bulgare de l'Antarctique, dans : <https://bit.ly/3Fw55Ka> [16 février 2023].
- 13 Voir l'article XII du Traité sur l'Antarctique. Secrétariat du Traité sur l'Antarctique, n. 8.
- 14 Entretien de l'auteur avec María Teresa Kralikas, 9 novembre 2022, Buenos Aires.
- 15 Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique 2016 : Mesure de conservation 91-05 (2016), dans : <https://bit.ly/3VXFd0S> [16 février 2023].
- 16 Voir l'article 25 du Protocole de Madrid.
- 17 Steinbrunner, Anastasia / Macherey, Nadja / Ran, Sonja 2019 : Governance of Antarctica Post-2048 : An Argument for Non-Appropriation, Distributive Justice, and Common Heritage of Mankind, 31 mars 2019, dans : <https://bit.ly/3hodnvE> [16 février 2023].
- 18 Constable / Harper / Dawson et al. 2022, n. 6, p. 2321.

- 19 Statista 2022 : Anzahl der Tierarten nach Gruppen in der Antarktis, 11 août 2022, dans : <https://bit.ly/3YIZEWK> [16 février 2023].
- 20 Thompson, Andrea 2016 : Les krills disparaissent dans les eaux antarctiques, 29 août 2016, dans : <https://bit.ly/2G6paeS> [16 février 2023].
- 21 Dickie, Gloria 2022 : En Antarctique, une pêcherie de krill en plein essor menace-t-elle la faune ?, Reuters, 24 février 2022, dans : <https://reut.rs/3Yg5CYg> [16 février 2023].
- 22 Mario Baizán lors d'un séminaire organisé par le Konrad Bureau d'Adenauer-Stiftung en Argentine le 2 décembre 2022 à Buenos Aires sur «La guerre en Europe et ses implications pour la politique de sécurité internationale».
- 23 Les cinq « villes passerelles » de l'Antarctique sont Punta Arenas (Chili), Ushuaia (Argentine), Cape Town (Afrique du Sud), Hobart (Australie) et Christchurch (Nouvelle-Zélande).
  
- 24 Löschke, Sina et al. 2019: Die Bodenschätze unter dem Eis der Antarktis, World Ocean Review 6 : Arktis und Antarktis – extrem, klimarelevant, gefährdet, pp. 258–283, ici : p. 268, dans : <https://bitly/3kiBQnw> [22 février 2023].
  
- 25 Constable / Harper / Dawson et al. 2022, n. 6, p. 2321.
- 26 Voir l'article IV du Traité sur l'Antarctique. Secrétariat de le Traité sur l'Antarctique, n. 8.
- 27 Revue de la population mondiale 2023 : Antarctique Population 2023, dans : <http://bit.ly/3ISDRaT> [28 mars 2023].
- 28 Boulègue, Mathieu 2022 : La militarisation de Politique polaire russe, 6 juin 2022, dans : <https://bit.ly/3Ym0JOi> [16 février 2023].
- 29 Danemark, Finlande, Islande, Canada, Norvège, Russie, Suède, États-Unis.
- 30 Antarctica Journal 2022 : la Chine cherche à accéder Antarctique avec aéroport permanent, 8 décembre 2022, dans : <https://bit.ly/3WjCPRK> [16 février 2023].
- 31 Brady, Anne-Maire 2017 : L'expansion de la Chine Antarctic Interests: Implications for New Zealand, Policy brief 2, Université de Canterbury, 3 juin 2017, dans : <https://bit.ly/3BBWRiq> [16 février 2023].
- 32 Secrétariat du Traité sur l'Antarctique 2023 : Base de données des inspections, dans : <https://bit.ly/3xr6qOK> [16 février 2023].
- 33 Gouvernement australien 2020 : Inspections du Traité sur l'Antarctique australien janvier/février 2020, dans : <https://bit.ly/3EbomRr> [16 février 2023].
- 34 Brady 2017, n. 31.
- 35 Infobae 2023 : Avanza la construcción de un puerto del régimen chino en Tierra del Fuego : el objetivo detrás del desembarco (La construction d'un port par le régime chinois en Terre de Feu se poursuit : l'objectif derrière le débarquement), 18 janvier 2023, en : <https://bit.ly/3YxcAcB> [16 février 2023].

ISSN 0177-7521

Tome 39

Numéro 1|2023



Konrad-Adenauer-Stiftung eV

Klingelhöferstraße 23  
10785 Berlin

Téléphone +49 (0)30-269 96-33 88

[www.kas.de/internationalreports](http://www.kas.de/internationalreports)

[www.fb.com/internationalreports](http://www.fb.com/internationalreports)

[www.twitter.com/auslandsinfo](http://www.twitter.com/auslandsinfo)

[www.instagram.com/auslandsinfo](http://www.instagram.com/auslandsinfo)

[auslandsinformationen@kas.de](mailto:auslandsinformationen@kas.de)

**Éditeur:**

Dr Gerhard Wahlers

**Rédacteur en chef :**

Dr Sören Soika

**Équipe éditoriale:**

Dr Canan Atilgan

Thomas Birringer

Christian Echle Dr

Stefan Friedrich

Benjamin Gaul Dr

Lars Hänsel

Dr Christina Krause Frank

Priess

Thomas Tödting

Sabina Wölkner

Dr Jan Woischnik

**Assistance éditoriale :**

Fabien Wagener

**Avec la participation de :**

Alena Karolina Beram, Stella Imo, Tim Knauth et Lina Rühl

Les contributions désignées ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'équipe éditoriale.

Cette publication de la Konrad-Adenauer Stiftung eV est uniquement destinée à des fins d'information. Il ne peut être utilisé à des fins de publicité électorale. Cela s'applique aux élections fédérales, étatiques et locales ainsi qu'aux élections

le Parlement européen.

Numéros uniques : 10 €. Tarifs d'abonnement moins chers disponibles. Il y a une réduction spéciale pour les étudiants. Pour plus d'informations et commandes, veuillez contacter : [auslandsinformationen@kas.de](mailto:auslandsinformationen@kas.de)

**Détails du compte:**

Commerzbank Bonn

IBAN DE43 3804 0007 0103 3331 00

BIC COBADEFFXXX

International Reports (Ai) détient les droits d'auteur sur tous les articles publiés.

**Photo de couverture:**

Nuit polaire aux aurores boréales : une station de lancement d'un missile sol-air Patriot M903

pendant l'exercice militaire Arctic Edge 22 à la base aérienne d'Eielson en Alaska. L'exercice

a été menée par l'US Northern Command en février et mars 2022. © US Air Force, ZUMA

Press, picture alliance.

D'autres sources ont indiqué en conséquence.

**Relecture :**

Sue Harrison, Munich

**Traduction:**

Proverbe oHG, Stuttgart

**Conception /**

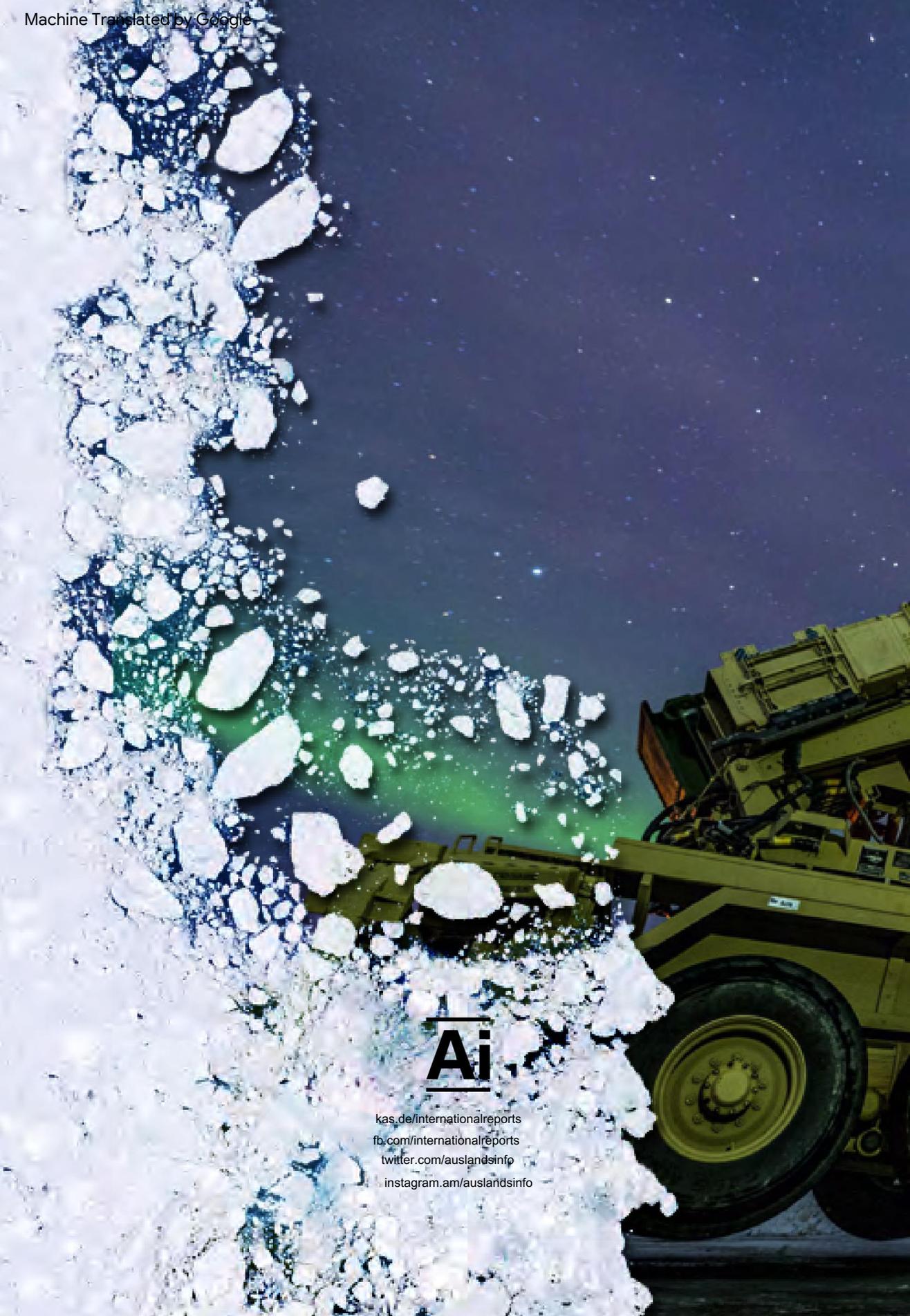
Composition : racken GmbH, Berlin

**Impression:**

Impression et médias, Rostock



Cette publication est neutre en carbone, imprimée avec de l'encre à base d'huile végétale.



**Ai**

[kas.de/internationalreports](https://kas.de/internationalreports)  
[fb.com/internationalreports](https://fb.com/internationalreports)  
[twitter.com/auslandsinfo](https://twitter.com/auslandsinfo)  
[instagram.am/auslandsinfo](https://instagram.am/auslandsinfo)